

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE GENRE DANS LES POLITIQUES ÉTRANGÈRES FÉMINISTES : UNE ANALYSE DE  
DISCOURS DÉCOLONIAL ET POSTSTRUCTURALISTE

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN COMMUNICATION

PAR  
GABRIELA RABELLO DE LIMA

FÉVRIER 2023

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENT

Je tiens d'abord à remercier Consuelo Vásquez, ma directrice de recherche, pour sa sensibilité, son engagement et son dévouement à l'enseignement qui m'ont inspirée à chacune de nos rencontres. *Gracias, prof. Consuelo.* Vous m'avez offert la possibilité de comprendre comment le milieu universitaire pourrait être moins nocif et devenir un espace d'apprentissage inclusif à toutes et tous, à travers le renforcement de nos potentialités.

Je tiens aussi à remercier les professeur·e·s Michelle Stewart, Caroline Bouchard, Dominic Duval et Ingrid Lathoud pour leur professionnalisme et leur soutien lors de mon intégration académique dans cette institution.

À mes ami·e·s Davi D'ávila et Steici Santos, pour chaque rencontre virtuelle de cœur et de complicité, qui m'ont permis de partager avec enthousiasme mes idées concernant cette recherche.

À Caroline Dourado, Maurício Silveira, Thauany Brasil, Jean Mary Augustin et Adriano Acosta pour leur amitié et leur assistance dans les moments plus difficiles que j'ai vécus pendant cette période.

À la professeure Simone Ramires, pour ses conseils, sa motivation et ses encouragements authentiques.

À Khâm et Rita, Sepehr Amin, Aaron Yeryk, Adaiton Filho, Léa Faska, Clara Cartry, Émilie Tremblay et Sylvie Roy pour leur sincère présence et leur appui à mon intégration dans ce pays.

À Magda Saraiva, Denise Jardim et Rosane de Oliveira, pour leur affection et pour avoir concrétisé les actions de soutien de ma mère, même en son absence.

À Luana Zimmermann, Susana Teixeira, Cristiane Almeida et Sérgio Ajabiim pour tout l'*axé*, la tendresse et le réconfort qui m'ont confirmé que je me trouve au bon endroit dans mon parcours.

## DÉDICACE

*À ma mère,  
Juraci Antônia Rabello (1956-2014).  
À sa force et sa soif de justice.*

## AVANT-PROPOS

Pourquoi j'écris ? {...} Parce que je n'ai pas le choix. Parce que je dois maintenir vivant l'esprit de ma révolte et moi-même, aussi. Parce que le monde que je crée par l'écriture compense ce que le monde réel ne me donne pas. En écrivant, je mets le monde en ordre {...} Pour réécrire les histoires mal écrites à mon égard, à ton égard. {...} J'écrirai sur le non-dit, sans me soucier du soupir d'indignation du censeur et de l'audience. Finalement, j'écris parce que j'ai peur d'écrire, mais j'ai une peur encore plus grande de ne pas écrire.

Glória Anzaldúa, *Falando em línguas : uma carta para as mulheres escritoras do terceiro mundo*, 1980

Après avoir écouté la professeure Débora Diniz s'exprimer sur l'extrait de Glória Anzaldúa, je reviens sur ce travail en cherchant, de façon plus intellectuelle, à décrire les motifs intimes pour lesquels je rédige cette recherche. En tant que femme survivante qui, à l'âge de 19 ans, a perdu sa mère dans ses bras, j'utilise toute ma force et mon amour pour compenser par l'écriture ce que le monde réel ne m'apportera plus. En tant que femme survivante, j'écris ce travail après qu'un large réseau de soutien composé d'ami.es, de femmes blanches, noires, lesbiennes et d'hommes noirs LBTQIA+. J'écris dans l'espoir de transformer en théorie et avec une rigueur scientifique les expériences des femmes dans toutes leurs diversités qui deviennent des statistiques. J'écris pour les 3770 femmes cis et les 315 femmes transsexuelles et travesties qui ont été victimes de (trans)fémicides au Brésil, et ce, seulement pendant la période durant laquelle j'ai développé ma recherche. J'écris aussi pour les 333 femmes canadiennes ou résidentes dans ce pays qui m'a accueillie, lesquelles ont aussi perdu la vie en raison de la violence basée sur le genre. J'écris à toutes mes ancêtres qui ont vécu divers processus de domination et de violence. J'écris, car à travers l'une des langues colonisatrices, j'ai la certitude que je serai écoutée. J'écris dans ce lieu pour qu'à partir de cette académie appropriée de beaucoup de savoirs natifs, je puisse présenter, avec de la théorie et des évidences, des problèmes épistémiques de générations qui ne seront pas résolus avec des formules magiques ni ségrégationnistes. J'ai trouvé dans le domaine des relations étrangères le principal fondement pour poursuivre un sujet de recherche que je considère comme une mission de vie, en dédiant des efforts pour identifier mon positionnement et ma triple identité dans le cadre de ce travail : chercheuse, militante et activiste. Les difficultés et les défis de cette publication se matérialisent par une étude concrète. Ainsi, de nouveau, je te remercie, Consuelo, de m'avoir guidée dans cet espace d'humanité où je peux librement m'exprimer.

# TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENT.....	ii
DÉDICACE.....	iii
AVANT-PROPOS.....	iv
TABLE DES MATIÈRES.....	v
LISTE DES FIGURES.....	vii
LISTE DE TABLEAUX.....	viii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	ix
RÉSUMÉ.....	x
ABSTRACT.....	xi
RESUMO.....	xii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I – PROBLÉMATIQUE.....	4
1.1 Les politiques étrangères féministes (PEF).....	4
1.1.1 Bref historique.....	4
1.1.2 Comparaison des politiques étrangères féministes : quelques tendances.....	9
1.2 Recension des écrits.....	12
1.2.1 Genre et binarité.....	13
1.2.2 Sécurité et éthique.....	16
1.2.3 Valeurs, culture et identité nationale.....	17
1.2.4 Des analyses communicationnelles des PEF.....	18
1.3 Synthèse, objectifs et question de recherche.....	20
1.4 Pertinence de la recherche.....	21
CHAPITRE II – CADRE CONCEPTUEL.....	23
2.1 Définitions préliminaires de la catégorie de genre.....	24
2.1.1 Brève synthèse historique des antécédents de la catégorie de genre.....	25
2.2 Le système de genre moderne-colonial.....	27
2.2.1 Colonialité du pouvoir, modernité et dimorphisme.....	29
2.2.2 Le marqueur de l'hétérosexualité et la discussion de genre.....	32
2.3 Le genre en tant qu'expression inclusive de <i>womanisms</i> et-ou de féminités.....	33
2.4 Analyse de la politique étrangère: avancées théoriques sur le phénomène choisi.....	35

2.4.1 Les agendas de politiques étrangères féministes .....	36
2.4.2 Analyse des politiques étrangères féministes décoloniale et poststructuraliste.....	37
CHAPITRE III – MÉTHODOLOGIE .....	41
3.1 Positionnement féministe décoloniale et poststructuraliste .....	41
3.2 L’analyse du discours critique.....	44
3.3 Corpus d’analyse.....	46
3.4 Grille d’analyse.....	49
3.5 Considérations éthiques de la recherche .....	50
CHAPITRE IV – PRÉSENTATION DES RÉSULTATS .....	51
4.1 Types de documents et de déclarations politiques.....	51
4.2 Nomenclatures des PEF .....	56
4.3 Étendue de la PEF et domaines d’action.....	58
4.4 Conceptualisations de genre dans les PEF.....	67
4.4.1 Paradigmes de genre .....	67
4.4.2 Typologies basées sur le genre.....	76
4.5 Des discours en tant qu’attributs de valeurs, d’identités et d’autorités des États .....	79
4.6 D’autres thèmes importants trouvés dans les PEF.....	88
CHAPITRE V – DISCUSSION I: ANALYSE DE DISCOURS DÉCOLONIAL ET POSTSTRUCTURALISTE .....	92
5.1 Contexte de l’analyse des politiques néolibérales .....	92
5.1.1 Discussions autour de l’instrumentalisation du genre.....	93
5.1.2 La vulnérabilité comme marqueur individuel et collectif dans les PEF .....	96
5.1.3 Les PEF comme des modèles de valeurs et d’identités néolibérales des États.....	100
5.2 Résultats émergents .....	106
CHAPITRE VI – LES FAÇONS D’HUMANISER LES MODÈLES DE PEF.....	110
6.1 Progrès et bonnes pratiques dans les modèles de PEF.....	110
6.2 Bonnes pratiques pour les modèles de PEF.....	124
6.2.1 Corrections et l’amélioration de la catégorie de genre dans les modèles de PEF.....	124
6.2.2 Amélioration des pratiques non néocoloniales dans les modèles de PEF.....	127
6.2.3 Suggestions spécifiques et complémentaires dans les modèles de PEF.....	129
CONCLUSIONS .....	131
BIBLIOGRAPHIE.....	140

## LISTE DES FIGURES

Figure 2.1 Illustration schématique du système de genre moderne-colonial	31
Figure 4.1 Domaines d'action de la PEF du Canada	52
Figure 4.2 Domaines d'activités des PEF	62
Figure 4.3 Évolution dans le discours en ce qui concerne l'approche de genre des PEF	73



## LISTE DE TABLEAUX

Tableau 1.1 Les politiques externes féministes dans le monde (2014-2022)	11
Tableau 3.1 Les trois paradigmes du genre dans l'analyse de discours	45
Tableau 3.2 Documents et déclarations fondateurs des modèles de PEF	46
Tableau 3.3 Types de documents politiques et déclarations politiques	48
Tableau 3.4 Typologie basée sur le genre	49
Tableau 3.5 Grille d'analyse	49
Tableau 4.1 Types de documents et de déclarations politiques	54
Tableau 4.2 Définitions et nomenclatures des PEF	56
Tableau 4.3 Données générales des PEF	60
Tableau 4.4 Paradigmes de genre dans les documents et les discours de PEF	68
Tableau 4.5 Typologies basées sur le genre	76
Tableau 4.6 Instrumentalisation des valeurs et construction de profils dans les cas de PEF	80
Tableau 6.1 Bonnes pratiques institutionnelles dans les modèles de PEF	111
Tableau 6.2 Bonnes pratiques méthodologiques dans les modèles de PEF	113
Tableau 6.3 Bonnes pratiques de réseau dans les modèles de PEF	115
Tableau 6.4 Bonnes pratiques d'inclusion dans les modèles de PEF	117
Tableau 6.5 Bonnes pratiques spécifiques - thèmes dans les modèles de PEF	118
Tableau 6.6 Bonnes pratiques liées à la communication et au budget dans les modèles de PEF	120

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

2SLGBTIQA+	Bispirituel.le.s, lesbiennes, Gais, Bisexuel.le.s, Transgenre, <i>Queer</i> ou en Questionnement, Intersexué.e.s, Asexué.e.s et diverses orientations sexuelles et identités de genre.
APE	Analyse de la politique étrangère.
APEF	Analyse de la politique étrangère féministe.
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
FFPA	<i>Feminist foreign policy analysis.</i>
ICP	Indicateurs clés de performance.
ICRW	<i>International Center for Research on Women.</i>
LGBT	Lesbienne, Gai, Bisexuel.le, Trans.
OEA	Organisation des États américains.
ONU	Organisation des Nations Unies.
PAIF	Politique d'aide internationale féministe.
PEF	Politique étrangère féministe.
SOGIESC	Orientation sexuelle, identité de genre, expression de genre et caractéristiques sexuelles.
UE	Union européenne.

## RÉSUMÉ

En 2014, après l'annonce du gouvernement de la Suède de l'implémentation d'un modèle de politique étrangère féministe (PEF), les États du Canada, de la France, du Mexique et de l'Espagne ont décidé de suivre le même mouvement. Alors même qu'une littérature émergente est en cours de développement sur ce sujet, il existe néanmoins encore peu de travaux systématiques portant sur ces cinq modèles existants, ainsi que sur la manière dont se construit le genre dans ces agendas. Dans ce contexte, cette recherche vise à présenter des moyens de reconceptualiser la catégorie du genre dans les modèles de PEF, en proposant une manière de faire plus inclusive et humanisée par rapport aux personnes bénéficiant de ces politiques. Pour ce faire, nous analysons 35 documents politiques des cinq États qui ont mis en œuvre les modèles de PEF à travers une analyse du discours féministe décolonial et poststructuraliste. De cette analyse nous dégagons cinq profils distincts de leadership étatiques dans les modèles de PEF: le pionnier, le technique, le centre-diplomatique, le partenaire et le transversal. De plus, nous discutons et problématisons la manière dont le genre est instrumentalisé par les PEF et comment ces politiques participent à la construction d'identité des États. En conclusion, nous présentons des suggestions pour améliorer ces modèles, en partant de propositions d'auto-identification des sujets de cette politique, selon leur orientation sexuelle, leur identité de genre, leur expression de genre et leurs caractéristiques sexuelles (SOGIESC), et en cherchant à se détacher du traitement binaire et néocolonial des discours d'aide internationale encore présents dans quelques contextes identifiés. La conclusion de cette étude rend possible la progression des discussions de genre dans les PEF à partir d'une position décoloniale et poststructuraliste, répondant ainsi aux appels fait dans la littérature.

Mots-clés : Politique Étrangère Féministe, Genre, Autodétermination, Décolonialité, Poststructuralisme, Analyse du discours.

## ABSTRACT

In 2014, following the announcement made by the Swedish Government regarding the implementation of a feminist foreign policy (FFP) model, Canada, France, Mexico and Spain decided to follow the movement. Nonetheless, even though an emerging literature is being produced on this subject, there have been few systematic discussions about the five existent models, as well as how gender is constructed in these models. In this context, this research aims to present ways of reconceptualizing the gender category in FFP models, focusing on making them more inclusive and humanized for the people benefiting from these policies. To this purpose, we analyze 35 policy documents from the five states that have implemented FFP models through a decolonial and post-structuralist discourse analysis. Based on the results, we identify five distinct profiles of state leadership in the FFP models: the pioneer, the technical, the center-diplomatic, the partner and the transverse. Also, we discuss and problematize how gender is instrumentalized and how identity construction occurs in the aforementioned States in the context of this study. We offer, at the end, suggestions and proposals for improvement, starting with proposals of self-identification of the subjects of this policy according to their sexual orientation, gender identity, gender expression and sexual characteristics (SOGIESC), seeking to break with the binary and neocolonial treatment of international aid discourses, still present in some identified contexts. The conclusion of this study offers to advance the discussion of gender from a decolonial and post-structuralist posture, responding to calls in the literature.

**Keywords:** Feminist Foreign Policy, Gender, Self-Determination, Decoloniality, Poststructuralism, Discourse analysis.

## RESUMO<sup>1</sup>

Em 2014, após o anúncio do governo da Suécia de ter implementado de um modelo de política externa feminista (PEF), os Estados do Canadá, França, México e Espanha decidiram seguir o mesmo movimento. Embora exista uma literatura emergente em desenvolvimento sobre este assunto, ainda existem poucos trabalhos sistemáticos sobre os cinco modelos vigentes, bem como sobre a forma como o gênero é construído nessas agendas. Diante deste contexto, a presente pesquisa visa apresentar formas de reconceitualização da categoria de gênero nos modelos de PEF, propondo uma abordagem inclusiva e humanizada para tratar as pessoas beneficiárias desse tipo de política. Para tal, analisamos 35 documentos políticos dos cinco Estados que implementaram os modelos de PEF através da metodologia de análise de discurso feminista decolonial e pós-estruturalista. A partir desta análise, identificamos a construção de cinco perfis distintos de lideranças dos estados nos modelos vigentes: o pioneiro, o técnico, o centro-diplomático, o parceiro e o transversal. Além disso, discutimos e problematizamos a forma como o gênero é instrumentalizado pelas PEF e como estes contribuem para a construção de identidades dos Estados. Em conclusão, apresentamos sugestões de melhorias destes modelos, partindo de propostas de autodeterminação das sujeitas desta política, de acordo com a sua orientação sexual, identidade e expressão de gênero e características sexuais (SOGIESC), procurando afastar-se do tratamento binário e neocolonial dos discursos de ajuda internacional ainda presentes em alguns dos contextos identificados. A conclusão deste estudo permite avançar nas discussões de gênero nos modelos de PEF a partir de uma posição decolonial e pós-estruturalista, respondendo assim aos chamados feitos na literatura.

Palavras-chave: Política Externa Feminista, Gênero, Autodeterminação, Decolonialidade, Pós-estruturalismo, Análise de discurso.

---

<sup>1</sup>Nous comprenons que, vu le positionnement de cette recherche ainsi que les objectifs sociaux sur lesquels le travail a été basé, il est nécessaire de présenter son résumé aussi dans la langue maternelle de l'auteurice pour faciliter la recherche d'autres personnes intéressées par le sujet qui font partie de la communauté lusophone.

## INTRODUCTION

Le mouvement vers l'égalité de genre, soutenu par le protagonisme des activistes féministes, a gagné en force au sein de conférences internationales et de discussions sur les politiques étrangères à partir du 20<sup>e</sup> siècle. Ces activités étant reconnues par les chercheurs·euses comme des actions de pragmatisme féministe (Aggestam et Bergman-Rosamond, 2018), des femmes de différentes nationalités ont trouvé des espaces dans les congrès internationaux pour développer l'instrumentalisation des problématiques nationales qui avaient été négligées par leurs États (Tickner et True, 2018). Selon Tickner et True (2018), le premier registre identifié remonte à 1915 dans le cadre de la *Conférence de La Haye* durant la Première Guerre mondiale. Les participantes ont pu y discuter de problématiques telles que la violence contre les femmes dans les États en situation de conflit et les inégalités structurelles fondées sur le genre.

Le fruit de ces rencontres a résulté en de premiers accords internationaux<sup>2</sup> qui considèrent l'égalité de genre comme un principe fondamental des droits de l'humanité dans certains documents des affaires étrangères. Nous pouvons citer celui de la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de 1979* (CEDAW); le document final de la *Conférence mondiale sur les droits de l'homme de 1993*; la *Convention Belém do Pará* de 1994 et le *Programme d'action de Pékin* de 1995. Ces accords et agendas internationaux, selon les autrices, ont permis la matérialisation de la *Résolution 1325* par le Conseil de sécurité des Nations Unies, qui représente une avancée dans la manière dont les États articulent leurs politiques étrangères pour concrétiser des objectifs favorables à l'égalité de genre<sup>3</sup>. Ainsi, la *Résolution 1325* a culminé dans la matérialisation par différents États de politiques étrangères féministes (PEF), phénomène sur lequel se penche notre mémoire.

La présente recherche vise à questionner comment les modèles de PEF présentent leur perspective de genre, en portant une attention particulière à la manière dont s'opèrent l'inclusion des différentes

---

<sup>2</sup> Dans cette recherche, nous n'adopterons pas une définition technique pour aborder les distinctions entre traités, accords, conventions, résolutions, etc. Si nécessaire, au cours de notre analyse, nous expliquerons ces définitions.

<sup>3</sup> Appelée « l'Agenda sur les femmes, la paix et la sécurité », la Résolution 1325 constitue un instrument de lutte contre la violence et les violations des droits de l'humanité qui affectent les femmes dans les États en situation de conflit.

femmes bénéficiaires de ces modèles de politique publique<sup>4</sup>. À partir d'une recension des écrits, cela nous a permis de constater que l'un des thèmes qui n'était pas pris en compte dans les agendas était le fait que ceux-ci construisaient un sujet « universel » de bénéficiaire. Aussi, ces politiques ne collaborent pas à l'inclusion des femmes appartenant aux minorités visibles et/ou à la population 2SLGBTQIA+. Un autre fait que nous avons pu identifier est une lacune de recherche comparative des modèles de PEF à ce sujet. Notre mémoire tente de répondre à ces manquements en adoptant une perspective féministe décoloniale et poststructuraliste pour interroger plus précisément la place du genre dans les discours des modèles de PEF des États de la Suède, du Canada, de la France, du Mexique et de l'Espagne.

Le chapitre II présente le cadre conceptuel de ce mémoire, construit à partir de l'articulation des travaux des autrices Lugones (2007), Nascimento (2021) et Achilleos-Sarll (2018). Ces travaux nous permettent de situer la discussion sur le genre en fonction des aspects macro, ainsi que des aspects micro, en se penchant sur la manière dont chaque bénéficiaire de ces modèles est vu par ces États.

Le chapitre III développe la méthodologie mobilisée dans ce mémoire, soit l'analyse de discours critique (Wodak, 1997 ; Mathieu, 1996), laquelle est structurée en trois temps. Le premier, nous permet de comprendre comment les notions de genre peuvent être instrumentalisées dans les agendas de PEF. Pour ce faire, nous utilisons la proposition de Mathieu (1996) qui décrit trois types de typologies de genre que l'on retrouve le plus souvent dans les pratiques discursives. La deuxième étape de l'analyse s'attarde plus à classifier les PEF à partir de leurs types de documents politiques et de déclaration politiques (Dombos et al., 2012 ; Morin, 2013). Cette classification nous a donc permis d'identifier treize types de modèles pour l'analyse proposée. Enfin, dans le troisième temps, nous reprenons les notions présentées dans le cadre conceptuel, pour élaborer une grille d'analyse de ce mémoire.

---

<sup>4</sup> Dans ce travail, nous considérons la politique étrangère comme une double forme de politique publique dans laquelle, en même temps qu'elle comprend des prémisses des relations extérieures avec d'autres pays qui répondent aux nécessités nationales et aux objectifs de développement, elle collabore aux relations diplomatiques entre les États et à l'établissement d'une culture de coopération entre eux par le moyen d'actions bilatérales, régionales ou multilatérales via les systèmes d'organisations internationales (Cervo, 2008; Fiori, 2007).

Le chapitre IV présente les résultats de la recherche. Premièrement, nous présentons la manière dont les PEF sont présentés par les gouvernements respectifs, ainsi que les domaines d'action de chaque type de modèle comparativement. À ce sujet, nous contribuons à la littérature existante en présentant trois types de modèles de PEF que nous avons identifiés : des modèles intégraux, des modèles en expansion et des modèles partiels de politique étrangère féministe. Deuxièmement, nous présentons comment les modèles de PEF instrumentalisent leurs valeurs ainsi que la notion de genre dans leurs documents politiques. Dans cette partie, nous présentons en détail le traitement de la question du genre dans les documents politiques. Cela nous a également permis de comprendre l'évolution de l'instrumentalisation du genre, à travers des discours des cinq États étudiés.

Dans le chapitre V, nous présentons les résultats de l'analyse critique de discours. Nous identifions les caractéristiques trouvées dans notre revue de littérature qui soulignent la méconnaissance de la catégorie du genre dans les modèles PEF. À cette phase, nous cherchons à déconstruire l'utilisation du traitement binaire correspondant au thème de genre, à partir d'une perspective féministe décoloniale et poststructuraliste. Ensuite, dans le chapitre VI, nous présentons les bonnes pratiques d'inclusion et d'humanisation que nous avons trouvé dans les modèles de PEF. Par ailleurs, nous proposons des suggestions complémentaires par rapport à la manière dont les modèles de PEF peuvent être inclusifs en matière de genre.

Finalement, la conclusion revient sur les objectifs et la question de recherche et propose une synthèse des résultats. Ainsi, ce travail vise à répondre à la question de savoir comment reconceptualiser le genre dans les modèles de politique étrangère féministe en offrant des opportunités de visibilité aux sujets qui sont les bénéficiaires de cette politique et qui, dans certains cas, ne sont pas visibles dans ces agendas politiques.



# CHAPITRE I

## PROBLÉMATIQUE

Les recherches sur les PEF ont pris naissance peu avant la politique mise en œuvre en 2014 par la Suède. Dans ce chapitre, nous présentons un historique des modèles de PEF étudiés et les comparons, ainsi que les différentes perspectives et approches analytiques du phénomène à partir d'une recension des écrits de 124 publications<sup>5</sup>. Ce chapitre se structure en deux parties : i) présentation du phénomène de la PEF ; et ii) brève recension des écrits. À partir de la combinaison de ces éléments, nous identifierons un espace peu exploré au sein de la littérature à l'intérieur duquel notre recherche se situe et dont les objectifs et les questions de recherche seront énoncés. En guise de conclusion, nous présenterons la pertinence sociale, scientifique et communicationnelle de cette étude.

### 1.1 Les politiques étrangères féministes (PEF)

#### 1.1.1 Bref historique

En octobre 2014, le Gouvernement de la Suède a été le premier à annoncer un nouveau modèle de politique étrangère féministe dans son État. À partir d'une coalition entre le Parti social-démocrate suédois des travailleurs et le Parti vert, le gouvernement du premier ministre Stefan Löfven et de sa ministre des Affaires étrangères Margot Wallström, a annoncé ce changement. La PEF suédoise adopte une position intégrale de réorientation normative (Aggestam et Bergman-Rosamond, 2016; Sundström et Elgström, 2020) de principes pour l'exercice de ses relations extérieures. De plus, le gouvernement a inséré le pilier de la promotion de l'égalité de genre comme principale prémisses de l'action avec les valeurs de droits, de représentation et de ressources dans sa PEF (*Ministry of*

---

<sup>5</sup> Nous délimiterons notre étude à l'analyse de 54 œuvres présentées plus en détail dans la section 1.2.

*Foreign Affairs of Sweden*, 2018). En se positionnant comme État pro-genre<sup>6</sup>, l'adoption par la Suède de ce nouveau modèle politique s'explique en trois hypothèses : (i) sa longue période de mise en œuvre de politiques nationales en faveur de l'égalité de genre<sup>7</sup> (Aggestam et Rosamond, 2018; Rutkowski, 2021); (ii) sa réputation internationale en tant qu'État qui promeut les droits de l'humanité (Zhukova et al., 2021); et (iii) le *leadership* de l'ancienne ministre des Affaires étrangères Margot Wallström (Sundström *et al.*, 2021a), notamment dans des organismes multilatéraux tels que l' Organisation des Nations unies (ONU).

Suivant la Suède, le Canada a mis en œuvre une PEF en juin 2017. Ce projet a été mené par le gouvernement du Parti libéral du Canada du premier ministre Justin Trudeau, plus particulièrement par l'ancienne ministre des Affaires étrangères Chrystia Freeland<sup>8</sup>. La PEF intitulée *Politique d'aide internationale féministe* (PAIF), créée par le secteur de l'aide internationale du ministère des Affaires étrangères, a inscrit la question de la lutte contre les inégalités de genre dans son agenda gouvernemental. La PAIF a pour objectif de transformer les normes sociales et les relations de pouvoir en éradiquant la pauvreté et en construisant un monde plus pacifique, inclusif et prospère (Gouvernement du Canada, 2017c). Ces objectifs se traduisent dans l'agenda de la PAIF par l'égalité de genre et l'*empowerment* des femmes et des filles. De plus, en février 2020, le gouvernement canadien a annoncé son intention de mettre en œuvre un modèle complet de PEF, comme le modèle suédois (Affaires mondiales Canada, 2020). Après cette annonce, un groupe de travail a été établi en présence d'organismes de la société civile et d'organisations internationales afin de recueillir des suggestions d'améliorations et de points à observer dans la restructuration de la politique (*Feminist Foreign Policy Working Group*, 2021c, 2021b, 2021a).

Le troisième État à adopter un modèle de politique étrangère féministe fut la France en 2018, qui l'a officialisé en 2019<sup>9</sup> (France Diplomatie, 2019). Le gouvernement responsable de la mise en

---

<sup>6</sup> Le terme « pro-genre » est adopté comme synonyme de « pro-égalité de genre ».

<sup>7</sup> Bergman Rosamond (2020) qualifie la Suède comme un État « cosmopolite de genre » où son internationalisme pro-genre en politique étrangère en conjonction avec sa politique nationale crée une identité « d'État féministe ».

<sup>8</sup> Aujourd'hui (mars 2022) vice-ministre et ministre des Finances.

<sup>9</sup> Notons que certains utilisent la date du discours officiel des ministres Jean-Yves Le Drian et Marlène Schiappa, et d'autres la date de l'inauguration du plan Stratégie internationale de la France pour l'égalité entre les femmes et les hommes (2018-2022).

œuvre de ce changement est le parti La République en Marche du premier ministre Emmanuel Macron, représenté par les ministres Jean-Yves Le Drian et Marlène Schiappa. Provenant de l'Union des ministères de l'Europe et des Affaires étrangères et le ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, le modèle français de la PEF se rapproche du modèle canadien en tant que modèle non intégral et spécifique pour l'un des secteurs d'action extérieure du pays. Sous le nom *Stratégie internationale de la France pour l'égalité entre les femmes et les hommes* (2018-2022), cet agenda a permis d'introduire, aux dires du Gouvernement, une « nouvelle diplomatie féministe » française (France Diplomatie, 2021). Sur la base des valeurs de compréhension, de droits et de genre, la Stratégie internationale de la France cherche à agir sur cinq objectifs à atteindre de 2018 à 2022 : (i) assurer les services sociaux; (ii) favoriser l'accès aux ressources productives et économiques; (iii) garantir l'accès aux droits et à la justice; (iv) assurer la participation dans les espaces de décisions économiques, politiques et sociaux; et (v) assurer la participation égale des femmes aux processus de paix et de sécurité (France Diplomatie, 2021). La Stratégie a été révisée par le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (2020) du Gouvernement, qui a proposé des recommandations pour la continuité de cette politique publique.

Le Mexique fut le quatrième État à introduire le modèle de la PEF en janvier 2020 (*Gobierno de México*, 2020). Le Gouvernement du parti Mouvement de régénération nationale d'Andrés Manuel López Obrador, appuyé par son secrétaire aux affaires étrangères Marcelo Ebrard, a conçu son programme en s'inspirant du modèle suédois (*Gobierno de México*, 2019). Le guide de la PEF du Mexique vise à agir sur un plan de travail de 2020 à 2024 en mettant en évidence la promotion des droits de l'humanité, y compris le genre en tant que catégorie transversale d'action (*Gobierno de México*, 2020). Toutefois, la PEF mexicaine (2020) se distingue du modèle suédois en mettant en évidence son travail politique dans une perspective d'affaires nationales et étrangères avec le thème de l'égalité de genre. La politique étrangère mexicaine est formée de cinq lignes d'action, dont les principaux objectifs sont la promotion institutionnelle du changement au sein de son Secrétariat des Affaires étrangères et une politique qui promeut les droits de l'humanité ainsi que

l'intersectionnalité dans une perspective de genre que le gouvernement appelle « Plus<sup>10</sup> » [*Más*] (Esparza, 2021).

Le cinquième État à annoncer son intention de mettre en œuvre un modèle de PEF fut l'Espagne, en mars 2021. Promu par le Parti socialiste ouvrier espagnol et mené par le Gouvernement du premier ministre Pedro Sánchez sous la direction de la ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne (UE) et de la Coopération Arancha González, l'Espagne fut le cinquième État de l'UE à se prononcer sur la thématique. À partir d'un premier plan d'action annuel appelé *Plan annuel contre la violence envers les femmes à l'étranger* (2020), le gouvernement espagnol a construit sa *Stratégie d'action extérieure de l'Espagne* (2021-2024) (Gobierno de España, 2021b). Dans son agenda, la PEF espagnole s'est donné cinq objectifs : (i) une orientation transformatrice ; (ii) un *leadership* engagé; (iii) l'appropriation de la PEF par l'ensemble du ministère; (iv) une participation inclusive et la promotion d'alliances; et (v) l'intersectionnalité et la diversité pour orienter son modèle politique.

Au-delà des États cités ci-dessus, la littérature mentionne deux autres pays proposant une PEF : le Luxembourg et la Norvège<sup>11</sup>. Émergeant d'une coalition créée en 2018 entre les organisations politiques Parti démocratique, Parti socialiste ouvrier luxembourgeois et Parti vert<sup>12</sup>, le gouvernement luxembourgeois a officiellement adopté un modèle de PEF en février 2021 (ministère des Affaires étrangères et européennes, 2019). Jusqu'à présent, cette politique ne dispose pas d'un document officiel et public. En outre, En ce qui concerne la Norvège, la proposition norvégienne ne fait pas l'unanimité dans la littérature qui le reconnaît comme un cas PEF (Aggestam et Rosamond, 2019; Mora López et Oropeza Zorrilla, 2021; Oas, 2019). Le *Plan d'action national de la Norvège pour les femmes, la paix et la sécurité* (2015-2018) a été mis en œuvre peu après celui de la politique étrangère suédoise, se transformant en d'autres traités pro-

---

<sup>10</sup> Selon Bernarding et Lunz (2020), le terme « Plus » vise à inclure la communauté 2SLGBTQIA+ dans la PEF.

<sup>11</sup> Il existe une littérature qui insère le Luxembourg comme un pays ayant déjà un exemple de politique étrangère et le Danemark comme ayant des initiatives de mise en œuvre de cette politique pro-genre dans son pays. Toutefois, cela ne fait pas l'unanimité.

<sup>12</sup> Pour en savoir plus, voir Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg (2018).

genre et plans politiques au sein du gouvernement norvégien<sup>13</sup>. Cette initiative s'inscrit dans le gouvernement conservateur de l'ancienne première ministre Erna Solberg et a été menée par ses ministres aux Affaires étrangères Børge Brende (2013-2017) et Ine Eriksen Søreide (2017-2021). À partir de la recension des écrits, il nous a été possible d'identifier un modèle favorable à l'égalité de genre, même si le gouvernement ne se dit pas officiellement féministe<sup>14</sup> (Aggestam et al., 2018; Aggestam et Rosamond, 2019).

Enfin, notons que la Libye a annoncé ses intentions de mettre en place une PEF en juillet 2021<sup>15</sup> (*International Center for Research on Women*, 2021a). Puis, les Gouvernements des États-Unis (*International Center for Research on Women*, 2021b), de l'Écosse (*Scottish National Party*, 2021), du Royaume-Uni (*The Labour Party's UK*, 2021), De l'Allemagne (Assad et Tausendfreund, 2022 ; Dinkel et al., 2022) et le Parlement européen (Bernarding et Lunz, 2020 ; Molgaard, 2020 ; Ünlü, 2020) discutent déjà de la faisabilité et de la possibilité d'adopter ce modèle de politique publique. Notons aussi que Hastrup (2020) donne l'exemple de l'Afrique du Sud, ce pays ayant inclus des actions en faveur de l'égalité de genre dans ses politiques depuis 1994. Toutefois, selon l'autrice, ces actions fragmentées ne peuvent pas encore être considérées comme constituant un modèle officiel de PEF<sup>16</sup>.

---

<sup>13</sup> Le Plan d'action pour les droits des femmes et l'égalité des genre dans la politique étrangère et de développement 2016-2020 et le Plan d'action national pour les femmes, la paix et la sécurité (2019-2022).

<sup>14</sup> Sur ce point, nous croyons qu'il est nécessaire de réaliser une étude approfondie sur le sujet à un stade ultérieur, étant donné l'importance que le protagonisme féminin peut avoir ou non dans la mise en œuvre de ce type de politique publique. Nous estimons que la représentation féminine dans le cas de la ministre Margot Wallström a été décisive pour faire émerger l'idée de modèles de PEF dans un scénario international. En outre, la participation de la première ministre et chef de l'État Erna Solberg (2013-2021), dans le cas du Gouvernement norvégien, a permis la mise en œuvre d'un programme pro-genre « progressiste », même si elle représentait un parti conservateur dans son gouvernement, ce qui doit être pris en considération. Pour des raisons liées au cadrage de cette recherche, ce point ne sera pas analysé, mais pourrait éventuellement faire l'objet de futurs travaux de recherche.

<sup>15</sup> Cependant, selon des informations récentes obtenues par le journal L'Orient-Le Jour (2021), l'actuelle ministre des Affaires étrangères est en train de suspendre son mandat, et le plan proposé lors du Forum pourrait être reporté ou interrompu.

<sup>16</sup> Cet État pourrait éventuellement adhérer à un modèle de PEF ou être considéré comme apte si la prérogative d'être lié par la Résolution 1325 ne constituait pas un critère normatif pour comprendre la validité et la cohérence de ces politiques. Même si le gouvernement Dlamini-Zuma n'a mis en œuvre aucune norme à partir de la résolution 1235 des Nations Unies, il a créé le Bureau spécial de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité, qui est considéré comme une avancée pour l'application ou la mise en œuvre du modèle de la PEF dans les pays membres (Union africaine, 2020).

### 1.1.2 Comparaison des politiques étrangères féministes : quelques tendances

Pour commencer, il a été possible d'identifier que les modèles de PEF sont récents et ont émergé au cours des sept dernières années. Toutefois, il existe jusqu'à présent deux manières distinctes pour les États d'adopter ce modèle de politique publique : le premier à partir d'un modèle intégral (Suède, Mexique, Espagne) et le second à partir d'un modèle partiel (Canada, France, Norvège) en fonction du Département des Affaires étrangères qui met en œuvre<sup>17</sup>. Concernant les modèles partiels de PEF, nous comprenons que les Ministères des Affaires étrangères des États établissent des programmes en matière d'égalité de genre parmi certaines de leurs lignes d'action ministérielles. En d'autres termes, des ministères ne visent pas l'objectif de l'égalité de genre dans leurs champs d'action. Par contre, un modèle intégral aborde l'égalité de genre dans tous ses axes<sup>18</sup>. Ainsi, selon Zhukova et al., (2021), l'hétérogénéité avec laquelle les États ont mis en œuvre ces politiques montre que même si elles sont liées à des normes internationales, celles-ci doivent être appropriées au contexte national dans lequel les aspects normatifs concernant les valeurs et les identités du pays sont prioritaires.

Par la suite, en ce qui a trait aux valeurs inscrites dans les PEF, celles-ci s'inscrivent dans une perspective féministe néolibérale<sup>19</sup>, ce qui rejoint les constats de la littérature à ce sujet (Sundström et al., 2021a ; Thompson, 2020). Cependant, en examinant les partis politiques responsables de la mise en œuvre de ce type de politique publique, nous constatons une certaine diversité idéologique<sup>20</sup>. Il est également intéressant de noter que ce sont davantage les États dont les gouvernements sont de tendance centriste qui encouragent les PEF. Par contre, il y a une exception

---

<sup>17</sup>Dans ce travail, lorsque nous référerons au PEF, nous inclurons à la fois les modèles complets et partiels d'agendas. Toutefois, nous n'étudierons que les cinq États qui, jusqu'à maintenant, ont fait l'objet du plus large consensus dans la littérature et les ressources disponibles, soit les États de la Suède, du Canada, de la France, du Mexique et de l'Espagne.

<sup>18</sup> Nous aborderons cet aspect plus en détail dans la section 2.4.1 de notre cadre théorique.

<sup>19</sup>Le féminisme néolibéral peut être compris comme l'une des premières formes de féminisme développées à partir de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle dans laquelle les principaux objectifs des activistes et des intellectuelles étaient d'apporter une position conciliante en démontrant que les femmes étaient semblables aux hommes concernant leur droit de vote, leur accès au marché du travail, etc. Il s'agit d'un mouvement féministe qui cherche à obtenir des droits civils et dans lequel l'inclusion des groupes de femmes minoritaires ne figure pas à son agenda (Sandoval, 2011).

<sup>20</sup> Par « diversité des partis », nous entendons la participation de partis de positionnements idéologiques différents qui ont mis en œuvre ce type de politique publique. Toutefois, nous pouvons voir qu'il y a également une prépondérance de partis de centre droite qui explique aussi la position féministe néolibérale.

(la Norvège) où c'est un gouvernement conservateur qui a mis en œuvre un modèle de PEF, sans pourtant nommer sa politique comme une politique féministe<sup>21</sup>.

Le dernier point important à considérer porte sur le protagonisme des femmes dans la mise en œuvre des PEF, notamment de l'ancienne ministre suédoise Margot Wallström, étant l'un des pivots responsables du développement de la PEF de son pays devenu modèle pour les autres. Ceci dit, cette première exploration contextuelle nous a fait remarquer que dans d'autres cas il existe une décentralisation des représentants et représentantes et une continuité politique (Canada, France et Norvège) ainsi que la présence de ministres hommes<sup>22</sup> (France, Mexique et Luxembourg). Le tableau ci-dessous offre une synthèse des modèles de PEF qui ont été mis en œuvre jusqu'à présent.

---

<sup>21</sup> Ce point particulier a capté notre attention et pourrait faire l'objet d'une étude éventuelle.

<sup>22</sup> Ce point particulier a capté notre attention et pourrait faire l'objet d'une étude éventuelle.

Tableau 1.1 Les politiques externes féministes dans le monde (2014-2022<sup>23</sup>).

État	Anné de la PEF	Modèle	Prémisse	Parti politique responsable	Ministre Responsable
Suède	2014	Intégral	Droits, Représentation et Ressources	Parti social-démocrate suédois des travailleurs et le Parti vert	Margot Wallström
Canada	2017	Partiel	Monde plus pacifique, inclusif et prospère.	Parti Libéral	Chrystia Freeland (10 janvier 2017 - 20 novembre 2019), François-Philippe Champagne (21 novembre 2019 - 12 janvier 2021), Marc Garneau (12 janvier 2021 - 26 octobre 2021) et Mélanie Joly (26 octobre 2021 - En fonction)
France	2018/2019	Partiel	Compréhension, droits et genre	La République en Marche	Jean-Yves Le Drian et Marlène Schiappa
Mexique	2020	Intégral	Droits de l'homme et de genre de manière transversale	Mouvement de régénération nationale	Marcelo Ebrad
Espagne	2021	Intégral	Approche transformative, <i>leadership</i> engagé, propriété, participation inclusive et création d'alliances, intersectionnalité et diversité.	Parti socialiste ouvrier espagnol	Arancha González
États sans documents politiques suffisants jusqu'à présent (mars 2022)					
Luxembourg	2021	Non défini	Diplomatie, développement et défense	Parti démocratique, Parti socialiste ouvrier luxembourgeois et Parti vert	Jean Asselbom
Norvège	2015	Partiel	-	Parti Conservateur	Børge Brende (2013-2017), Ine Marie Eriksen Søreide (2017-2021) et Anniken Huitfeldt (2021 - En fonction)

Source: créé par l'autrice.

<sup>23</sup> Référence jusqu'à mars 2022.



## 1.2 Recension des écrits

Pour le processus de recension des écrits, ce travail a requis la collecte des œuvres en trois étapes. Dans un premier temps, nous avons catalogué une liste de lecture fournie en décembre 2020 par le *Think Tank Centre for Feminist Foreign Policy*. Dans cette liste, nous avons identifié 96 ouvrages portant sur le thème des PEF : 53 articles d'opinion, 31 articles scientifiques, dix rapports et deux chapitres de livres<sup>24</sup>. Ensuite, nous avons utilisé la plateforme *Scimago Journal & Country Rank* pour vérifier les articles classifiés dans le SJR des niveaux Q1 et Q2 dans les domaines des études de genre, des sciences politiques et des relations internationales. Nous avons répertorié sept articles scientifiques de plus qui ne se trouvaient pas dans la première liste identifiée. Enfin, dans un troisième temps, nous avons utilisé le dispositif de recherche de la plateforme *Google Scholar* dans les langues française, anglaise, espagnole et portugaise et avons trouvé cinq mémoires de maîtrise, dix articles scientifiques, trois chapitres de livres, deux mémoires de premier cycle et un rapport technique sur le sujet.

Pour les fins et la nature de cette recherche, nous avons utilisé 48 articles scientifiques, cinq chapitres de livres, cinq mémoires de maîtrise et un rapport technique de l'Agence internationale pour le développement de la femme<sup>25</sup>, totalisant 54 œuvres. De cet échantillon, nous avons identifié trois thèmes principaux<sup>26</sup> : (i) genre et binarité ; (ii) sécurité et éthique ; et (iii) valeurs, culture et identité. Nous avons porté une attention particulière aux approches communicationnelles, donnant ainsi lieu à une quatrième thématique portant sur les discours et les narratifs des PEF.

---

<sup>24</sup> Jusqu'à présent (février 2022), il constituait la liste la plus à jour fournie par le *Think Tank Centre for Feminist Foreign Policy* sur le sujet.

<sup>25</sup> Nous avons choisi d'utiliser ce rapport technique de l'Agence internationale pour le développement de la femme, car il comprend un document dans lequel sont interviewés quatre représentants gouvernementaux de Suède, du Canada, du Mexique et du Royaume-Uni, ainsi que la contribution de vingt-cinq autres personnes interrogées représentant les principaux chercheurs sur le sujet et des représentants d'organisations *Think Tank Centre for Feminist Foreign Policy* ou de groupes de recherche de neuf pays (Canada, France, Suède, Mexique, Pays-Bas, Royaume-Uni, Allemagne, Australie et États-Unis d'Amérique).

<sup>26</sup> C'est-à-dire les thèmes les plus travaillés.

### 1.2.1 Genre et binarité

Sans surprise, le thème du genre s'est avéré central dans la revue littéraire consultée. Celui-ci était majoritairement traité par rapport à des études de cas concrètes avec des modèles de PEF déjà mis en œuvre (Aggestam et Bergman-Rosamond, 2016; Angevine, 2021; Anthony et Korsch, 2020; Aylward et Brown, 2020 ; Cadesky, 2020 ; Eroukhmanoff, 2017 ; Haastrup, 2020 ; Jezierska, 2021 ; Kouvo, 2019 ; Moura et Mesquita, 2019 ; Oas, 2019 ; Rao et Tiessen, 2020 ; Richey, 2001 ; Robinson, 2021 ; Scheyer et Kumskova, 2019 ; Smith *et al.*, 2021 ; Ünlü, 2020).

Dans certains cas, le concept de genre occupait une place secondaire, faisant place à des thèmes tels que la sécurité (Aggestam et Bergman-Rosamond, 2016 ; Eroukhmanoff, 2017 ; Scheyer et Kumskova, 2019 ; Smith *et al.*, 2021 ; Ünlü, 2020), l'éthique (Aggestam et Bergman-Rosamond, 2018 ; Haastrup, 2020 ; Jezierska, 2021 ; Robinson, 2021), le développement (Richey, 2001), la technologie (Jezierska, 2021) et les répercussions de la crise provoquée par la pandémie de COVID-19 (Smith *et al.*, 2021). Toutefois, pour cette recherche, nous soulignons les travaux de Scheyer et Kumskova (2019), Aylward et Brown (2020), Anthony et Korsch (2020) et Cadesky (2020) qui mobilisent le concept de genre comme catégorie analytique. Ces études nous permettent de constater que les modèles de PEF utilisent des terminologies binaires et hétérosexuelles pour définir leurs agendas politiques<sup>27</sup>.

Premièrement, Scheyer et Kumskova (2019) avancent que le genre est pensé via le système international à travers des systèmes patriarcaux dans lesquels les gouvernements sont structurés par une méthode néo-réaliste<sup>28</sup>. En outre, les autrices nous disent que le fait que les hautes sphères de décision gouvernementale soient majoritairement représentées par des hommes (cis et hétérosexuels) signifie que les principes masculinisés dominent généralement ces espaces de pouvoir public. Selon les autrices (2019), cette prédominance masculine renforce l'hégémonie des

---

<sup>27</sup> Il est important de noter ici que ces recherches ont été effectuées par des chercheurs·euses appartenant à des institutions canadiennes. Cela signifie que jusqu'à maintenant il n'a pas été possible d'identifier dans la revue de la littérature les autres pays qui ont évolué sur le thème du genre comme une catégorie analytique et de manière inclusive.

<sup>28</sup> La méthode néoréaliste part du principe que les relations sont organisées de manière hiérarchique et situées dans un dilemme de sécurité pour servir les intérêts nationaux et sont fondées sur le principe de la souveraineté.

représentants masculins dans ces espaces, les amenant à uniformiser des modèles d'actions gouvernementales qui ne peuvent être remis en cause par leurs pairs.

Cadesky (2020) adopte le même point de vue, utilisant comme exemple l'étude de cas du Canada pour souligner les éventuels problèmes inhérents à la PEF canadienne. Selon l'autrice (2020), le premier problème de la PAIF est de rapporter le terme de genre aux femmes et de les placer dans la même catégorie que les enfants. Non seulement cette démarche « binarise » le problème de l'inégalité de genre de la PEF, mais elle crée le « syndrome des femmes et des enfants<sup>29</sup>» dans lequel les deux groupes sont vulnérables et ont besoin de soins. L'autrice (2020) identifie que ce mouvement s'est déjà produit dans les gouvernements précédents, comme celui de l'ancien premier ministre Stephen Harper, de 2006 à 2015<sup>30</sup>.

Le deuxième problème identifié par Cadesky (2020) est que la PAIF implique les concepts d'*empowerment*, d'égalité et de dépolitisation. Pour l'autrice, ces concepts apportent un individualisme dans le traitement du thème, ne permettant pas de comprendre comment des systèmes d'inégalités complexes et interconnectés collaborent au maintien des oppressions chez les femmes. L'*empowerment* des femmes met en lumière les processus individuels de mobilisation des ressources dans lesquels les femmes commencent dans un état d'*unempowerment* et passent par un processus d'*empowerment* dont les progrès sont mesurés par rapport à leur force individuelle. À ce stade, nous pouvons identifier un solide élément néolibéral dans le modèle d'agenda que nous aborderons plus en détail dans notre mémoire.

Anthony et Korsch (2020) soulèvent l'étude de cas de la PAIF canadienne pour signaler la mise sous silence du passé colonial de cet État. Les auteur·rice·s soutiennent que le colonialisme qui s'est produit au Canada était un processus fortement genré qui visait à transformer les communautés

---

<sup>29</sup> Ce terme a été développé par la chercheuse Willett (2010) lors de l'étude de la Résolution 1325 de l'ONU. Willett démontre que le fait de catégoriser femmes et enfants dans le contexte des filles en tant que groupes vulnérables, sans traiter de leurs spécificités, fait en sorte qu'elles finissent par être catégorisées selon trois perspectives : vulnérables, civiles et mères. Ces catégorisations entraînent une série de conséquences que nous pourrions exemplifier au chapitre IV de notre mémoire.

<sup>30</sup> Pendant la période de ce premier ministre, dans l'optique d'améliorer les politiques en faveur des femmes, il a uni les groupes qui travaillaient avec les femmes handicapées et non handicapées, fragilisant les mouvements qui ont parfois besoin d'avoir leurs propres espaces pour formuler des revendications (Cadesky, 2020).

des Premières Nations matriarcales en structures sociales patriarcales de contrôle. En outre, en raison des différentes religions imposées, de nombreuses écoles et pensionnats ont mis en œuvre des normes « anti-homosexuelles<sup>31</sup>» qui ont influencé la suppression des personnes ayant une double identité spirituelle. Anthony et Korsch (2020) affirment que cela a eu un impact direct sur la sphère identitaire du pays. Ils soulignent le fait que même en ayant adopté un modèle de PEF, le Canada maintient des accords d'armement avec des pays comme l'Arabie saoudite, un État connu pour sa négligence et son mépris des droits humains à l'égard des personnes appartenant à la population 2SLGBTQIA+<sup>32</sup>.

Enfin, nous rapportons les contributions d'Aylward et Brown (2020) qui, se basant comme les deux études précédentes sur le cas canadien<sup>33</sup>, soulèvent l'importance d'inclure les groupes appartenant aux populations 2SLGBTQIA+ pour la compréhension du phénomène de la PEF. Selon les auteur·rice·s, l'orientation sexuelle est intrinsèquement liée au genre, car elle est basée sur le(s) genre(s) des personnes pour lesquelles une personne est sexuellement attirée. De même, l'identité de genre n'est pas fondée sur le sexe, qui peut ou non correspondre à celui assigné à la naissance d'une personne. Ils notent alors que « les femmes transgenres, les hommes transgenres et les personnes non conformes au genre du monde connaissent des niveaux de violence et de discrimination disproportionnés en raison de cette variation. Ainsi, le genre ne vise pas que l'orientation sexuelle et l'identité de genre, mais est indissociablement lié au genre ». ([Notre traduction], Aylward et Brown, 2020, p. 317)

Ainsi, quand le Gouvernement canadien concentre son modèle de PEF sur l'aide à la lutte contre la violence faite aux femmes et aux filles, il se positionne d'une manière fondamentalement binaire. Selon Aylward et Brown (2020), cette binarité ne prend pas en compte tous les éléments auxquels

---

<sup>31</sup> Ce mot n'existait pas en tant que catégorie d'orientation sexuelle, car ce terme a été inventé plus tard, notamment en étant diffusé par la culture occidentale. Néanmoins, nous utilisons ce terme pour faciliter la compréhension.

<sup>32</sup> Dans ce document, nous entendons par femmes 2SLGBTQIA+ les femmes qui s'identifient comme appartenant à la catégorie d'étude de ce phénomène. Cependant, dans l'exemple en question, puisque nous identifions que les homosexuels, les transsexuels et les autres personnes à la sexualité fluide souffrent d'oppression dans des pays tels que celui cité, nous avons inclus l'acronyme pour inclure ces groupes de population dans l'exemple.

<sup>33</sup> Comme nous l'avons déjà dit, nous avons constaté que les études qui ont été les mieux développées sur l'aspect genre et l'identité de genre proviennent de chercheurs·euses du Canada.

la catégorie « des femmes et des filles » peut appartenir, ce qui empêche la mise en place d'un agenda inclusif qui s'intéresse aux populations minoritaires. Enfin, ils affirment que la PAIF du Canada est un agenda écrit avec des marqueurs coloniaux dans les relations entre pays, car il divise la population des femmes et des filles du Sud du monde qui ont besoin d'*empowerment*, et les hommes et les garçons du Nord, qui sont engagés dans la promotion de ce changement. À ce stade préliminaire, nous pouvons voir de fortes traces de la façon dont le sujet des agendas de la PEF est lié au genre ainsi qu'à d'autres questions telles que le néolibéralisme, le colonialisme et l'hétérosexualité.

### 1.2.2 Sécurité et éthique

Un deuxième thème qui a amplement été abordé dans la littérature touche les questions de sécurité, lesquelles ont fréquemment été explorées dans les études générales sur la politique étrangère. Dans le contexte de la PEF, la sécurité est présentée de deux manières différentes dans la littérature. Premièrement, elle est traitée de façon critique pour démontrer comment les politiques d'armement d'États comme la Suède et le Canada interfèrent avec l'efficacité de leurs modèles de PEF (Aggestam et Bergman-Rosamond, 2016; Eroukhmanoff, 2017; Scheyer et Kumskova, 2019; Smith et al., 2021; Sundström et al., 2021; Tiessen et Swan, 2018; Ünlü, 2020). Selon Aggestam et Bergman-Rosamond (2016), Christiansson (2017) et Sundström et al., (2021), les politiques d'armement et le commerce d'armes promus principalement par la Suède à destination des pays du Moyen-Orient en situation de conflit mettent en cause les principes mêmes défendus par sa PEF. En effet, si la Suède et sa PEF cherchent à promouvoir un dialogue en faveur de l'égalité de genre, rien ne fait obstacle à la réduction des taux élevés de violence à l'encontre des femmes dans les pays où l'État exporte ses armes sur la base des politiques commerciales actuelles<sup>34</sup>.

Le deuxième thème lié à la sécurité permet de comprendre comment les modèles de PEF sont directement liés à des préceptes éthiques dans leurs modèles politiques (Aggestam et al., 2018; Aggestam et Bergman-Rosamond, 2018; Haastrup, 2020; Jezierska, 2021; Robinson, 2021;

---

<sup>34</sup> Selon un rapport de 2018 d'Oxfam Canada, 70 % des femmes et des filles vivant dans des pays en conflit subissent une forme de violence en raison de leur genre. Pour plus d'information, voir Oxfam (2018).

Thomson, 2021). Pour Aggestam et al. (2018), une PEF utilise l'éthique relationnelle quand elle place les principes de genre dans l'élaboration des politiques publiques. Les autrices mentionnent également que la PEF est en soi éthique, puisqu'elle place des questions telles que les inégalités de genre, la discrimination et la violence faite aux femmes au centre de l'analyse. Aggestam et Bergman-Rosamond (2016) soulignent que les PEF, en plus de mettre le féminisme en avant-plan comme marqueur de redéfinition des institutions de politique étrangère dans les États, celles-ci contiennent des directives normatives formulées sur des critères éthiques orientés sur la justice et la paix. Robinson (2021) approfondit cette idée en suggérant que la perspective éthique qui pourrait être adoptée pour expliquer le phénomène serait celle de « l'éthique du *care* », car au-delà des connotations liées au genre, elle aborde les dilemmes et les différences morales à travers le prisme relationnel.

Finalement, nous avons identifié que les concepts d'éthique et de sécurité étaient également traités en relation avec la diplomatie digitale. Jezierska (2021), en s'intéressant au cas de la Suède, établit un lien entre la diplomatie digitale du pays et le comportement sur les réseaux sociaux de son ambassade. Selon l'autrice, le silence de l'ambassade de Suède - dans le milieu numérique, par exemple - devient un instrument politique pour la défense de sa représentation pro-genre dans certains pays.

### 1.2.3 Valeurs, culture et identité nationale

Le troisième thème que nous avons identifié dans la revue de la littérature concerne le lien entre les modèles de PEF et les valeurs, la culture et l'identité nationale spécifiques à chaque État. Par exemple, dans le cas de la PAIF du Canada, les principes de participation économique et politique divulgués apportent une différence culturelle par rapport au modèle de la Suède dont les principes sont basés sur des préceptes éthiques et les droits de l'humanité (Morton et al., 2020). Néanmoins, l'autrice Howell (2005), étudiant le cas canadien, ajoute que les valeurs imposées par les pratiques et les discours de ce modèle politique contribuent à la construction d'une identité nationale fondée sur sa citoyenneté politique. L'autrice réitère certains points importants abordés par Aylward et Brown (2020, voir la section 1.2.1.), reflétant comment les modèles d'identité de genre construits

par ce modèle politique modifient les valeurs nationales du pays. Richey (2001) conclut de façon similaire en ce qui a trait à l'étude de cas du Danemark.

Thomson (2020) identifie également les PEF comme des politiques identitaires et discute des comparaisons des cas du Canada et de la Suède avec l'attachement d'un modèle de nationalisme féministe. Cette étude montre que le Canada et la Suède, à partir de leur PEF, construisent une auto-identité nationale basées sur les valeurs des idéaux libéraux de la sexualité et du rôle des femmes dans différentes sphères (Thomson, 2020). Ces valeurs sont directement liées aux politiques gouvernementales des partis élus, de sorte qu'en cas de changement de gouvernement, ces identités peuvent être remodelées. Enfin, comme dernier exemple, nous avons l'étude de Swan (2021) : L'autrice analyse comment l'exemple du Canada, modifie ses propres spécificités culturelles, en faisant de son modèle d'insertion un modèle technocratique<sup>35</sup> de traitement du phénomène de la PEF.

#### 1.2.4 Des analyses communicationnelles des PEF

Le dernier thème que nous avons choisi de présenter, compte tenu de notre positionnement disciplinaire, aborde la place de la communication dans les études sur la PEF<sup>36</sup>. Nous avons constaté qu'une grande partie des analyses empiriques du phénomène s'inscrivent dans des cadres communicationnels. Les plus utilisés sont l'analyse de discours, l'analyse de contenu et les narratifs politiques.

Aggestam et Bergman-Rosamond (2016), Chapnick (2019), Tiessen (2019), Ünlü (2020), Eroukhmanoff (2017) et Haastrup (2020) ont utilisé l'analyse de contenu pour expliquer, codifier et situer différentes études de cas provenant des États de la Suède, du Canada, des États-Unis et de l'Afrique du Sud. Il convient de souligner, pour ce type d'analyse, le travail d'Eroukhmanoff (2017) qui développe une analyse de contenu genrée de trois événements de politiques étrangères survenus

---

<sup>35</sup> Nous entendons par modèle technocratique, toutes les avancées qui se sont produites par rapport aux bureaucraties impliquant le système numérique.

<sup>36</sup> Nous avons identifié seize travaux dans lesquels il a été possible d'observer la pertinence des études de communication pour comprendre et analyser le phénomène.

aux États-Unis. L'autrice montre que l'imagerie des guerres contre l'Afghanistan passe par des termes de genre, ayant des marqueurs de performance et de socialisation liés à la masculinité et à la féminité<sup>37</sup>.

Par ailleurs, Bergman Rosamond (2020), Howell (2005) Robinson (2021), Smith et Ajadi (2020), Thomson (2020), Tiessen et al. (2020) et Morton et al. (2020) ont utilisé l'analyse de discours pour développer leurs études. La plupart d'entre elles mobilisent le cas du Canada. Nous souhaitons préciser que l'étude de Morton et al. (2020) articule trois types d'analyse conjointement : l'analyse critique du discours, l'analyse critique des politiques et l'analyse féministe des politiques. Cette étude montre que les PEF ne sont pas neutres et reproduisent la vision du monde de chaque État en apportant avec elles leurs marqueurs de genre (Morton et al., 2020). De manière similaire, Achilleos-Sarll (2018) souligne que les PEF doivent être analysées dans une perspective décoloniale et poststructuraliste, où les marqueurs discursifs sont des éléments clés pour l'analyse et la promotion de ces changements sociaux<sup>38</sup>.

Enfin, les travaux d'Aggestam et al. (2021) et Zhukova et al. (2021) mobilisent une approche narrative pour étudier les PEF. Le premier se concentre sur le travail de la diplomatie numérique à partir de l'étude de cas de la Suède (Aggestam et al., 2021). Le deuxième s'intéresse à la manière dont les différents types de stratégies narratives (narration des enjeux, du système national et international) ainsi que la traduction des normes collaborent pour promouvoir et légitimer le *soft power*<sup>39</sup> des pays qui mettent en œuvre des PEF (Zhukova et al., 2021). C'est-à-dire, nous comprenons que les modèles de PEF construisent des récits qui interagissent à trois niveaux d'organisation et de relations de coopération et de pouvoir entre les États (national, régional et international). Cette étude permet de valoriser et de préciser, pour chaque niveau, les caractéristiques identitaires spécifiques qui déterminent les traductions des normes internationales

---

<sup>37</sup> Même si l'étude ne portait pas sur une PEF mise en œuvre, l'autrice désigne ce type de politique pour aborder l'étude de cas américaine. Pour en savoir plus, lire Eroukhmanoff (2017).

<sup>38</sup> Ce travail de l'autrice sera central dans notre mémoire et nous le travaillerons plus en détail dans les sections suivantes.

<sup>39</sup> Nous comprenons le concept de *soft power* comme étant «la capacité d'un État à influencer et à orienter les relations internationales en sa faveur par un ensemble de moyens autres que coercitifs (menace ou emploi de la force)». Pour en savoir plus, voir <https://www.vie-publique.fr/fiches/38155-quest-ce-que-le-soft-power>



dans ces espaces (Zhukova et al., 2021). De plus, les auteur·rice·s montrent qu'à partir de l'analyse des modèles de PEF, nous pouvons comprendre comment l'instrumentalisation du genre produit la différenciation de la race, de la culture, des classes, des ethnies et des religions entre les États bénéficiaires vis-à-vis ceux qui promeuvent ce type de politique publique. Cela permet de masquer les contradictions nationales et la promotion de la différence entre les États engagés.

### 1.3 Synthèse, objectifs et question de recherche

Cette recension des écrits nous a permis de dresser un portrait de la manière dont les PEF ont été traitées dans la littérature. Dans un premier temps, il a été possible d'identifier que les modèles de PEF présentent une diversité d'agendas et de focus d'orientation. Cependant, il a été possible d'identifier quatre caractéristiques similaires dans les deux modèles d'agendas (partiel et intégral) grâce à la brève analyse documentaire.

Premièrement, les modèles de PEF s'inscrivent dans le contexte des agendas néolibéraux<sup>40</sup> de politique étrangère. Par contre, nous comprenons que même s'ils ont une orientation libérale, les agendas de la PEF diffèrent considérablement des modèles de politique étrangère conventionnels dans leur traitement des questions telles que la sécurité et les relations commerciales. La deuxième caractéristique identifiée est que les agendas de la PEF adoptent un traitement binaire de genre en associant les hommes et les femmes dans une perspective cisgenre et hétéronormative. Comme troisième élément, nous soulevons que l'instrumentalisation du genre dans les modèles de PEF collabore à des fins politiques de légitimité, d'identité et de *soft power* dans l'environnement international. Enfin, le quatrième élément retenu est que les agendas de PEF s'inscrivent majoritairement dans une perspective colonialiste en ce qui concerne le traitement et le soutien des groupes de femmes dans les États en conflit. À ce sujet, Achilleos-Sarll (2018) propose l'adoption d'une perspective décoloniale et poststructuraliste afin de rendre visibles les sujets invisibilisés dans les modèles de PEF. De manière générale, les PEF contribuent à la construction d'une normalité (ou d'un universalisme) et d'une hégémonie binaire du genre qui interféreront dans les

---

<sup>40</sup> Nous entendons par « néolibéral » le modèle d'agenda de la PEF, et non les partis qui ont mis en œuvre un tel modèle. Toutefois, nous développerons ce concept plus en détail dans la section destinée à l'analyse des résultats.

constructions futures d'autres modèles de PEF. Ces dernières gagneraient à développer une compréhension plus inclusive du genre.

Ainsi, dans le cadre de notre mémoire, nous sommes particulièrement interpellées par ce sujet. Nous répondons aux appels d'Achilleos-Sarll (2018) et Zhukova et al. (2021) qui invitent les chercheurs·euses à étudier les PEF en interrogeant le genre à travers un positionnement critique et inclusif des sujets dans ces modèles. C'est ce que nous proposons de faire dans notre mémoire à partir d'une analyse de discours comparative des PEF de la Suède, du Canada, de la France, du Mexique et de l'Espagne. De cet intérêt découle la question de recherche suivante : **Comment reconceptualiser le genre des politiques étrangères féministes pour inclure et humaniser les sujets visés par ces politiques ?**

Ainsi, cette recherche poursuit les objectifs ci-dessous :

1. Comparer les modèles des PEF de la Suède, du Canada, de la France, du Mexique et de l'Espagne à partir d'une analyse du discours centrée sur le genre.
2. Déconstruire l'utilisation du genre dans ces PEF à partir d'une perspective féministe décoloniale et poststructuraliste.
3. Proposer des façons de reconceptualiser le genre dans les PEF au-delà d'une conception binaire et instrumentale.

#### 1.4 Pertinence de la recherche

Ce travail avance les discussions déjà entamées dans la littérature en présentant une synthèse des travaux d'auteur·rice·s anglophones et francophones, de même que de langues espagnole et portugaise. Ainsi, cette recherche contribue au développement du débat académique au sujet des PEF dans la francophonie, en raison du fait que la littérature jusqu'à présent a été fortement développée en anglais.

De plus, cette recherche participe au développement des approches analytiques qui, comme noté, mobilisent des modalités communicationnelles (discours, contenu et narration). La plupart des auteur·rice·s qui traitent des PEF viennent des sciences politiques ou des relations internationales, utilisant le champ de la communication uniquement comme élément méthodologique. Dans ce travail, nous chercherons à effectuer le mouvement inverse en partant du champ de la communication politique pour dialoguer avec les relations internationales et la science politique. C'est-à-dire, nous contribuerons à interroger le genre des modèles de PEF à partir d'une perspective communicationnelle.

Nous percevons la contribution sociale de cette recherche notamment par rapport à l'inclusion et l'humanisation des groupes minoritaires dans les PEF. Cette inclusion passe par la promotion du développement d'études du point de vue du Sud global, décolonisant un débat centré sur le Nord global, ce qui se traduit dans ce mémoire dans le choix des travaux d'autrices féministes et décoloniales pour la construction de notre cadre conceptuel. Finalement, notons aussi la positionnalité de l'étudiante-chercheuse qui est en même temps sujet et bénéficiaire de ce type de politique publique. Cette positionnalité souligne l'inclusion des voix dans l'avancement de la recherche pour servir de base à l'amélioration de ces politiques publiques.

## CHAPITRE II

### CADRE CONCEPTUEL

Dans ce chapitre, nous présentons le cadre conceptuel de notre recherche qui s'articule autour de la notion de genre et de décolonialité. Nous partons du principe que le genre est configuré comme une catégorie relationnelle dans laquelle les relations sociales qui en découlent sont basées sur des idéologies<sup>41</sup> qui forment des actions concrètes d'organisation sociale (Butler, 1997/2017, 1990; De Lauretis, 1987). Ces relations de genre produisent des identités et constituent une catégorie constructive de la modernité, indissociable des autres, telles que le racisme, et les différences de classe (Lugones, 2007). Ce processus de construction identitaire, à partir des mécanismes de langage, permet aussi que les sujets soient invisibilisés et classifiés comme « autres » dans le traitement des demandes spécifiques à certains groupes intersectionnels correspondant à la catégorie des femmes (Nascimento, 2021).

En prenant cette orientation comme base de référence, nous chercherons d'abord à situer les notions élémentaires de genre pour ensuite situer le phénomène de la PEF dans un système international moderne basé sur des prémisses coloniales et genrées. Pour cela, nous commencerons par établir quelques définitions préliminaires de la notion de genre (Laquer, 200 ; Piscitelli, 2002) et de performativité (Butler, 1990). Après, nous utiliserons le concept de système de genre moderne-colonial développé par Lugones (2007). Par la suite, en focalisant notre recherche dans une

---

<sup>41</sup> Dans ce travail, nous entendons par « idéologie » ce qu'Althusser (1970/2017) définit comme des relations imaginaires que les sujets développent pour composer leurs relations concrètes et réelles par lesquelles ils sont insérés dans la société. L'idéologie se transforme en pratiques concrètes et matérielles à travers des discours et des actions dans lesquelles l'État devient un instrument de contrôle et de gouvernement qui instrumentalise les forces sociales qui existent pour organiser le pouvoir politique et les relations de production selon les intérêts des classes dominantes de chaque pays. Le mécanisme de l'État permet la construction de deux types d'appareils de contrôle, dont l'un est celui, culturel, de la production idéologique et de l'identité, et le second un instrument de répression qui régule les relations sociales contre ou en faveur des personnes dissidentes de genre dans ces appareils. Pour en savoir plus, voir Althusser (1970/2017) et De Lauretis (1987).

perspective communicationnelle poststructuraliste, nous nous concentrerons sur le concept de genre, *womanism* et féminité afin d'identifier dans quelle mesure la performance de genre et les renforcements créés dans des instruments politiques peuvent nier l'existence de sujets étant les bénéficiaires de ces modèles de PEF.

Pour finir, afin d'appliquer ce cadre conceptuel dans le cas des PEF, nous présenterons le travail d'Achilleos-Sarll (2018). Le travail de l'autrice nous permet de comprendre comment réaliser une analyse de politique étrangère (APE) de manière inclusive dans le cas de notre exemple de PEF. Plus particulièrement, l'autrice propose que les analyses de la politique étrangère féministe (PEF) soient faites à partir d'une approche décoloniale et poststructuraliste. Ce type d'approche permet de comprendre les effets du colonialisme et de la misogynie présents de façon contemporaine dans des pratiques d'affaires étrangères, comme nous l'avons constaté à travers quelques exemples dans notre revue de littérature.

## 2.1 Définitions préliminaires de la catégorie de genre

D'abord, nous abordons la catégorie de genre selon la perspective des courants féministes poststructuralistes et transféministes qui ont émergé aux années 1970 et 1990<sup>42</sup> respectivement. Ce choix est fait, car les deux courants rendent possible la mise en évidence de la manière dont des pratiques discursives créent des sujets universels qui sont renforcés par les pratiques sociales de contrôle sur certains corps. À cet égard, nous comprenons que les deux courants utilisent des idées qui avaient déjà été abordées dans le féminisme noir sur la thématique de l'intersectionnalité. Cela favorise l'évolution du thème de genre afin qu'il puisse être compris comme un marqueur d'identité articulé avec d'autres tel que la race, la religion, etc.

En ayant ces idées comme point de départ, nous comprenons que tous les sujets sont construits à travers des mécanismes d'énoncés. Cela signifie que la construction des sujets est possible à partir

---

<sup>42</sup> Voir Stone (1991): *The empire strikes back* et Koyama (2001): *the transfeminist manifest*.

de ces productions linguistiques, lesquelles collaborent pour que soient créées des performativités qui renforcent ou non leur existence ou leur domination en dépendant du contexte social existant (Butler, 1990). D'après Butler (1990), la performativité ou l'acte performatif se crée quand nous utilisons la ressource de la parole, ainsi que d'autres ressources d'expression qui collaborent pour créer la subjectivation des sujets, renforçant ainsi leurs constructions d'agentivité. Pour cette recherche, nous associons le terme d'agentivité à celui d'humanité.

### 2.1.1 Brève synthèse historique des antécédents de la catégorie de genre

Grâce à des auteur·rice·s comme Laquer (2001) nous avons qu'à partir du 18<sup>e</sup> siècle, avec l'arrivée de l'illuminisme et le contexte des guerres, les États, les institutions religieuses ainsi que la médecine ont commencé à agir de manière conjointe pour régler et régulariser des catégories sexuelles qui auparavant étaient comprises de façon monoïste<sup>43</sup>. C'est-à-dire que les personnes nées avec des organes génitaux féminins étaient catégorisées en tant que femmes anatomiquement identifiées comme des individus qui n'avaient pas bien développé leurs organes génitaux masculins (Laquer, 2001).

Ce qu'aujourd'hui nous appelons ovaire, c'était appelé auparavant testicule (testiculi). Le clitoris, quand il a été découvert, on l'a dénommé pénis de la femelle. Ainsi, l'existence d'un pénis de la femelle, interne et externe, les deux soumis à l'érection, plaisir et éjaculation, ne dérangent pas les écrivains et les chercheurs des 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> siècles, mais fournissent tout un enregistrement pour l'ordre hiérarchique du sexe ([Notre Traduction] Souza et Carrieri, 2010, p. 50).

Par contre, au 18<sup>e</sup> siècle, après la sortie de l'Europe de la période de guerre, il y a eu incitation, par les États ainsi que par les institutions religieuses, à la construction de marqueurs de différences de genre liés aux organes génitaux des individus pour la reproduction sociale et la maintenance territoriale des sociétés (Foucault, 1988). Dans ces marqueurs, on a exclu les personnes nées intersexe des narratifs dominants et on a renforcé des discours inhérents à la reproduction sexuelle pour la maintenance des sociétés (Butler, 1990). « Pendant le 19<sup>e</sup> siècle et une grande partie du

---

<sup>43</sup> Le mot « monoïste » est utilisé par les chercheurs·euses qui travaillent sur les théories du genre pour expliquer qu'avant la subdivision des catégories de sexe génital masculin et féminin, les deux étaient perçus de la même manière. Pour en savoir plus, voir Laquer (2001).

20e siècle, la régulation des conditions reproductives a eu une grande importance dans le contrôle de la population et, à ce moment-là, on observe aussi la standardisation de l'hétéronormativité » ([Notre traduction], Nascimento, 2021, p. 110). Cela signifie qu'à cette époque, s'est élargi la domination des corps féminins nés avec des vagins pour un contrôle reproductif à partir de la promotion d'éléments comme l'hétérosexualité obligatoire<sup>44</sup>.

Cet événement historique, selon Nascimento (2021), est couramment mobilisé par des mouvements féministes radicaux, car il identifie la construction sociale des personnes nées avec des organes génitaux féminins en les identifiant en tant que sujets inférieurs dédiés à la reproduction sociale à partir de la construction de sociétés patriarcales. En outre, cette période de conception du sujet féminin universel est fondamentale à la pensée féministe cisgenre blanche, une fois qu'elle rend possible d'expliquer comment le développement de l'imaginaire du type idéal féminin a été construit et conservé jusqu'à la modernité<sup>45</sup> (Butler, 1990 ; Nascimento, 2021). Cependant, tel qu'indiqué par Piscitelli (2002), la catégorie patriarcale provenant d'un contexte européen ne couvrirait pas la totalité de l'oppression vécue par des femmes colonisées, celles-ci étant aussi soumise à des exploitations liées au racisme et au colonialisme.

Cette construction de l'idéal-type féminin, renforcée par divers mécanismes de pratiques humaines socioculturelles (De Lauretis, 1987), a créé la représentation d'identités de genre basées sur des stéréotypes de femmes universelles. C'est-à-dire, les femmes cisgenre occidentales, blanches, hétérosexuelles, maigres et sans handicap. Cette construction a également rendu possible le renforcement du discours d'altérité auprès d'autres différentes formes d'expression des *womanisms* et-ou féminités (Nascimento, 2021). De plus, le discours implémenté par le féminisme

---

<sup>44</sup> L'auteur souligne encore que ce processus a été possible, car, au-delà de la fétichisation que met en évidence le corps cis-féminin blanc en tant qu'idéal, s'est créé aussi, à partir des industries culturelles comme la pornographie et l'érotisation des organes génitaux féminins infantilisés, sans la présence des caractéristiques naturelles, comme des poils corporels, par exemple. Cet aspect lié aux aspects de la féminité continue encore d'être fréquemment utilisé dans des discours de haine par le biais de groupes ultra-conservateurs qui essaient d'altérer ce que le concept de féminisme propose.

<sup>45</sup> Ces constructions sociales ont été renforcées par les axes des cultures liées à la production de divertissement et de pornographie, par exemple, qui collaborent aux problèmes contemporains liés à la « culture du viol » (Zaccour et Lessard, 2021). En outre, ce même point qui établit une relation entre le manque de caractéristiques naturelles, comme les poils sur le corps des femmes cisgenre liés à l'aspect de la féminité. Et l'hygiène continue à être fréquemment utilisée dans les discours de haine par le biais de groupes ultra-conservateurs qui essaient de déformer ce que propose le concept du féminisme.

prépondérant de la première vague, dans lequel les oppressions de toutes les femmes étaient liées à l'exercice de fonctions reproductives, a fait en sorte que d'autres marqueurs d'identités ont été créés, dénonçant les effets de ces productions essentialistes des femmes au féminisme (Piscitelli, 2002). Pour cette raison, selon Nascimento (2021), la version essentialiste et exclusive des fonctions reproductives des femmes pour les catégoriser est insuffisante<sup>46</sup> afin d'expliquer les raisons et les motifs pour lesquels les États, qui ont été colonisés, ont maintenu les corps des femmes racialisées sous contrôle et du domaine à la fois d'hommes et de femmes blanches cis pendant la période coloniale<sup>47</sup>.

## 2.2 Le système de genre moderne-colonial

Comme on peut le voir dans la littérature (Aggestam et Bergman-Rosamond, 2018 ; Irwin, 2019 ; Parisi, 2020 ; Rutkowski, 2021 ; Sundström *et al.*, 2021b), les modèles de PEF sont étroitement liés à la compréhension de la manière dont les relations étrangères entre différents États ont été établies. Cet établissement de relations est marqué par des processus de domination et de développement de l'autonomie des États (Cervo, 2008). Aussi, les relations internationales entre les États sont directement marquées par leurs différents niveaux de pouvoir<sup>48</sup> selon qu'ils se situent dans le Nord ou le Sud global (Achilleos-Sarll 2018).

Sur la base de cette prémisse, nous mobilisons les travaux de Lugones (2007, 2011) pour expliquer quels sont les marqueurs d'intersectionnalité les plus expressifs qui doivent être interconnectés au

---

<sup>46</sup> Ici, nous comprenons que les appareils reproducteurs féminins sont une marque d'oppression des femmes cisgenre, ce que Preciado (2017) appelle « architecture politique du corps ». Selon Nascimento (2021), l'organe génital féminin est un grand facteur de motivation de la violence, mais ce n'est pas « lui pour lui-même » qui cause ces violations. D'après l'auteurice, ce sont les constructions sociales basées sur les organes génitaux qui rendent possible qu'aujourd'hui des femmes et des filles cisgenre subissent de fréquentes violations des droits humains. Pour en savoir plus sur l'essentialisme de genre, voir Gomes de Jesus (2014).

<sup>47</sup> Ces études, à partir de la pensée de féministes noires, sont identifiées dans une approche d'« autrérité » (Kilomba, 2019 ; Ribeiro, 2018), en ayant comme événement historique la représentante de ce mouvement Sojourner Truth, femme abolitionniste et ex-esclave pendant la période coloniale des Amériques. En 1851, dans une convention de femmes dans l'État d'Ohio, elle a dénoncé la négligence et l'invisibilisation des corps noirs liés aux demandes du féminisme. En prononçant la phrase « et je ne suis pas une femme ? », Sojourner Truth nous a permis de réfléchir aux traitements réservés aux femmes dans leurs différentes spécificités. De plus, elle a mis en évidence la déstabilisation de la conception hégémonique universelle de la femme (Nascimento, 2021).

<sup>48</sup> Pouvoirs politique, socio-économique, culturel, monétaire, etc.



moment de l'analyse des PEF. Selon l'autrice, le processus qui explique pourquoi, aujourd'hui, les inégalités entre les États dans leurs relations extérieures et nationales est le résultat du modèle de colonialisme<sup>49</sup> mis en œuvre comme modèle politique et économique depuis le 15<sup>e</sup> siècle (Lugones, 2007). Selon l'autrice (2007), ce modèle est apparu dans différentes nations du Sud et a été promu à partir de quatre dimensions interconnectées : le racisme, le patriarcat, le capitalisme et l'hétérosexualité. Ces dimensions, fonctionnant ensemble comme des pratiques de domination, se sont perpétuées jusqu'à la modernité comme des pratiques de développement permettant la construction de ce que l'autrice appelle le système de genre moderne-colonial<sup>50</sup> (Lugones, 2011).

Le système de genre moderne-colonial instrumentalise les structures des sphères fondamentales de la vie humaine (Lugones, 2007, 2011). À partir de cette perspective, il est possible de comprendre les actions sociales qui se reflètent à la fois au niveau individuel, dans les espaces privés des relations sociales, et au niveau collectif, dans l'instrumentalisation des actions politiques des gouvernements. Pour arriver à ce raisonnement, Lugones (2007) s'inspire des travaux de Quijano (2002), expliquant que les sphères de vie fondamentales qui soutiennent les sociétés occidentales<sup>51</sup> sont centrées sur la colonialité du pouvoir et de la modernité. Lugones fait avancer le travail élaboré par Quijano en insérant la catégorie du dimorphisme<sup>52</sup> comme troisième élément dans la sphère de vie. Pour Lugones (2007, 2011), le système colonial a rompu avec les épistémologies et les organisations sociales non européennes dans lesquelles le système de genre était l'un des éléments centraux de ce nouveau modèle économique, politique et social de société. Ainsi, dans ce qui suit,

---

<sup>49</sup> Le colonialisme est compris comme un modèle politique, social, économique et militaire que les pays européens ont utilisé entre les 15<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles pour la conquête d'autres territoires par l'exploitation des terres et la réduction en esclavage de personnes, qu'elles soient ou non originaires de ces territoires.

<sup>50</sup> En français, nous pouvons le qualifier de système moderne/colonial pour accorder la même importance au système colonial et au système de genre qui fonctionnent en conjonction. Nous l'identifierons comme genre moderne/colonial.

<sup>51</sup> Les piliers sur lesquels l'autrice travaille sont le sexe, le travail, l'autorité collective et la subjectivité – l'intersubjectivité.

<sup>52</sup> Le dimorphisme est compris comme une propriété de pouvoir exister de deux manières différentes, comme la présence de deux types d'individus dans une même espèce. Pour Lugones, être considéré comme dimorphe est un privilège pour les personnes catégorisées comme hommes blancs et européens. De même, lors de la colonisation, lorsque les Européens sont arrivés sur les terres des peuples originaux, ils ont refusé d'inclure les gens dans des catégories dimorphiques telles que les hommes ou les femmes.

nous définirons brièvement les trois concepts-clés du système de genre moderne-colonial de Lugones.

### 2.2.1. Colonialité du pouvoir, modernité et dimorphisme

La première sphère de vie fondamentale qui soutient les sociétés occidentales correspond au concept de *colonialité du pouvoir*. Celle-ci est née du processus de domination et de destruction des différents modèles de sociétés antérieurs au système colonial américain (Lugones, 2007). Aussi, selon l'autrice (2007, 2011), ce processus a collaboré à une plus grande exploitation des femmes appartenant aux communautés d'origine dans ces régions. Un des exemples pouvant illustrer cette exploitation est la colonialité qui a permis la collaboration d'hommes appartenant à des populations colonisées, démontrant ainsi la dissolution des liens de solidarité entre ces personnes qui affectent davantage les femmes et les personnes dissidentes<sup>53</sup> (Lugones, 2011).

Le deuxième concept correspond à la sphère de *modernité*. À ce sujet, Lugones (2007) affirme que les expériences du colonialisme et de la colonialité ont construit de mondes dichotomiques conçus selon deux types de domination. Le premier type de domination correspond au pouvoir eurocentrique sur les autres nations à travers le capitalisme. La deuxième correspond à la domination masculine et hétérosexuelle appartenant dans ces types de relations. Ces deux types de domination peuvent être identifiés à toutes les relations sociales perpétuant les différents types d'inégalités qui composent le système genre moderne-colonial (Lugones, 2007). Selon Lugones (2007), la modernité nous a amené à catégoriser l'existence des peuples originaires appartenant à des territoires locaux. Cette forme a détruit les formations antérieures des constructions de genre, ce qui a généré le phénomène du dimorphisme introduisant des règles de genre binarisées dans ces communautés appartenant aux territoires colonisés. Cette nouvelle forme a favorisé la catégorisation de la société entre hommes, femmes, non-hommes et non-femmes (ces dernières catégories étant animalisées et objectivées par le processus colonial)<sup>54</sup>.

---

<sup>53</sup> Nous utilisons le terme « dissident » pour catégoriser les personnes qui ne correspondent pas aux catégories de genre établies.

<sup>54</sup> C'est ce que l'autrice appelle la face sombre et occulte du système des genre. Voir aussi Kilomba (2019).

Le troisième concept développé par Lugones (2007) est le *dimorphisme*. Ce concept lié aux deux précédents permet de comprendre comment le genre est devenu un élément de domination même à travers les contextes modernes dans lesquels nous nous trouvons. Selon l'auteur, le dimorphisme a permis aux peuples colonisateurs de mettre en œuvre leurs modèles d'exploitation sur différentes nations du monde en distinguant les autres humains appartenant aux populations autochtones locales et les populations Africaines mises en esclavage dans des catégories non humanisées. Aussi, le dimorphisme est un facteur additionnel dans le cas des femmes racialisées dans le processus d'objectivation et d'animalisation, tandis que les femmes européennes en majorité blanches ne sont passées que par le processus d'objectivation. En effet, en plus de ne pas être humanisées parce qu'elles appartenaient aux populations locales ou asservies, les femmes colonisées étaient des êtres animalisés qui ne pouvaient pas non plus être considérés comme des femmes européennes<sup>55</sup>.

Lugones (2007) affirme que les peuples colonisateurs ont refusé de catégoriser les populations originaires dans leurs mêmes catégories humanisantes et dimorphiques entre hommes et femmes. Ainsi, d'une certaine manière, ils ont maintenu et promu la violence et la domination de ces populations, provoquant la fragilisation et la destruction de leurs modes de vie sociale antérieurs<sup>56</sup>. La catégorie d'humanité, par exemple, se base sur des marqueurs raciaux que l'on rencontre chez les peuples européens colonisateurs (Lugones, 2007). Ainsi, les personnes appartenant à d'autres races (ou personnes racialisées) pendant le processus de colonisation n'étaient pas reconnues comme des humains. Pour Lugones (2007), le patriarcat, le capitalisme et l'hétérosexualité existaient déjà dans le contexte des pays colonisateurs, car ils imposaient aux femmes appartenant à ces peuples une catégorie d'objectivation<sup>57</sup> en tant que reproductrices responsables du maintien de ces sociétés. Par conséquent, le dimorphisme est devenu un élément central qui explique pourquoi le système colonial moderne doit également être considéré comme un système basé sur le genre.

---

<sup>55</sup> Ce modèle assignait les femmes blanches comme des ressources humaines pour la reproduction de leurs sociétés et les femmes colonisées comme des ressources non humaines (c'est-à-dire des animaux) pour l'exploitation, la violence et le maintien des systèmes coloniaux mis en œuvre dans différentes régions du monde.

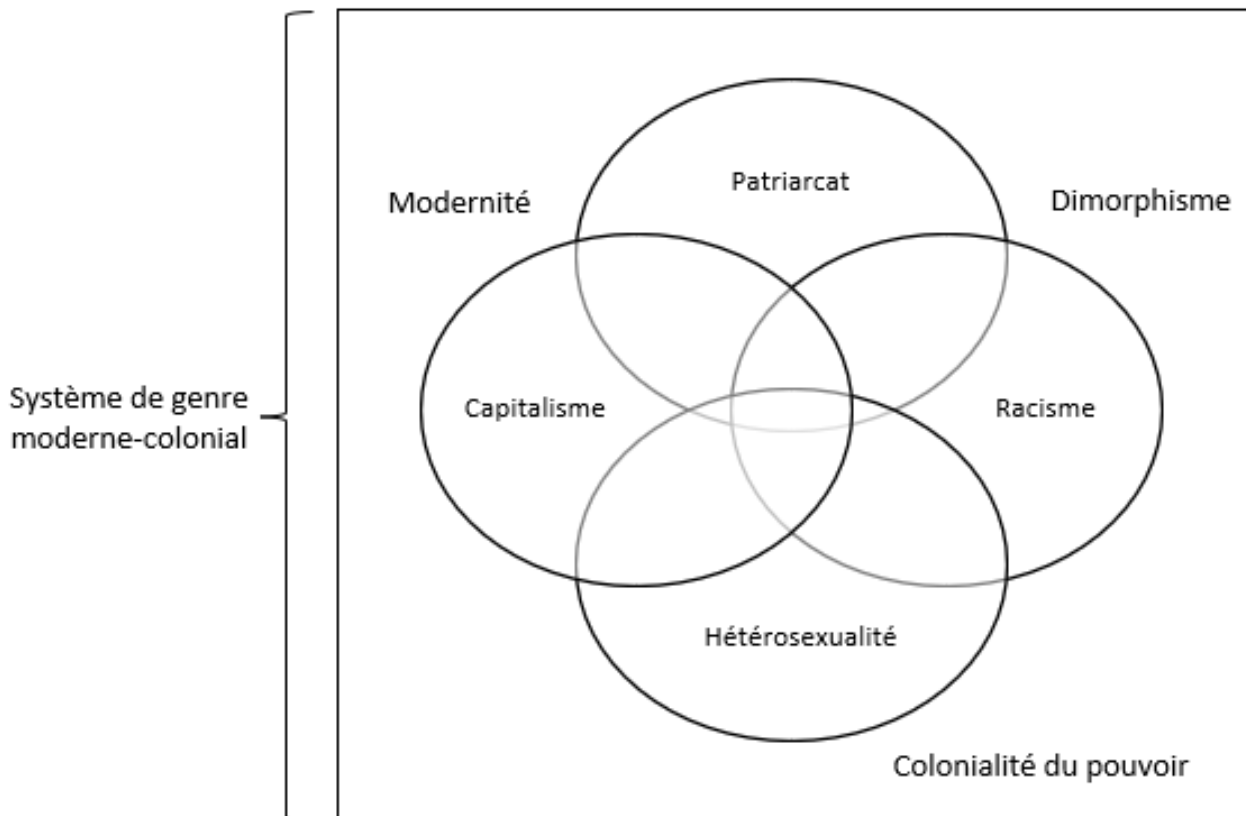
<sup>56</sup> Pour en savoir plus, voir Segato (2012).

<sup>57</sup> Au cœur du féminisme libéral, le marqueur du patriarcat a été développé principalement par le féminisme de la première vague.

Par exemple, les hommes cisgenre colonisés étaient considérés comme n'appartenant pas aux catégories d'hommes. Cependant, ils étaient considérés comme des humains et pouvaient contrôler les femmes de leur même origine ethnique. Cela a permis, pendant la période coloniale, qu'un grand nombre d'hommes cisgenre colonisés soient utilisés comme un moyen de perpétuer le colonialisme lui-même dans leurs communautés, même lorsqu'ils étaient soumis à des processus d'asservissement et de servitude.

Cela découle du fait que pour exister, les trois sphères du système de genre moderne-colonial doivent être liées aux marqueurs de racisme, de patriarcat, du capitalisme et d'hétérosexualité. Nous proposons la figure 2.1 pour illustrer le système proposé par Lugones (2007, 2011) :

Figure 2.1 Illustration schématique du système de genre moderne-colonial.



Source : créé par l'autrice, à partir de Lugones (2007,2011).

## 2.2.2 Le marqueur de l'hétérosexualité et la discussion de genre

Par la suite, nous croyons que le marqueur de l'hétérosexualité doit être brièvement expliqué dans le but de permettre l'analyse proposée. Selon Lugones (2007), l'hétérosexualité est une dimension centrale et obligatoire pour le maintien du système de genre moderne-colonial. Le système a besoin de personnes nées avec des organes génitaux féminins pour la reproduction de son espèce dans ses modèles de colonisation et de développement<sup>58</sup>. Cela peut être compris parce qu'avant le développement de ce système, il existait certaines sociétés africaines ainsi que certains groupes des Premières Nations au sein desquels il n'y avait pas de distinction entre les genres<sup>59</sup>. Selon l'autrice (2011), avant ce système, les relations sociales basées sur l'obligation hétérosexuelle n'avaient pas le même impact et la même signification sociale, économique et politique que dans la modernité<sup>60</sup>. C'est ce qu'on peut constater des études d'Oyewumi (1997) et Gunn Allen (1992) qui montrent que certains peuples autochtones et des premières nations africaines n'avaient pas de relations en tant que groupes sociaux fondés sur les socialisations binaires du genre considérées comme universelles et provenant des matrices européennes. Selon Lugones, ces études lui permettent d'affirmer :

que le genre est une imposition coloniale, non seulement dans la mesure où il s'impose à la vie telle qu'elle est vécue selon des cosmologies incompatibles avec la logique dichotomique moderne, mais aussi dans le sens où il réside dans des mondes compris. ([Notre traduction], Lugones, 2011, p. 111)

Cela signifie, selon notre interprétation, que les femmes européennes cisgenre étaient responsables de la reproduction et de la maintenance des sociétés colonisatrices et les femmes racisées cisgenre, de la reproduction des personnes qui seraient colonisées par le système colonial.

---

<sup>58</sup> Similaire au contexte européen.

<sup>59</sup> Il est important de mentionner que, dans ces cas, les marqueurs génitaux des personnes nées dans ces communautés ne déterminaient pas à l'avance le genre auquel la personne s'identifierait ou se définirait. Pour en savoir plus, voir Lugones (2011).

<sup>60</sup> Nous aborderons plus en détail cette compréhension dans la section 2.2.

### 2.3. Le genre en tant qu'expression inclusive de *womanisms* et-ou de féminités

Les concepts présentés précédemment nous permettent d'identifier les raisons pour lesquelles aujourd'hui le terme « genre » rend possible l'inclusion des femmes dans leurs différentes spécificités, ainsi que d'autres personnes, sachant que leurs vies sont traversées par des normes culturelles liées au patriarcat (Nascimento, 2021). Le mot « genre » émane dans une catégorie sociale développée par l'académie en 1955 par l'auteur John Money (Piscitelli, 2002). L'auteur a mis en évidence que les attentes sociales liées aux personnes nées avec des organes génitaux biologiquement féminins ou masculins ne signifient pas toujours qu'elles s'identifient à certaines caractéristiques binaires à partir des définitions d'homme ou de femme. En outre, le concept de genre dans ses origines a été établi dans l'objectif d'assurer le contrôle et la domination de différentes femmes à travers ces aspects biologiques (Nascimento, 2021). Nascimento (2021) réitère que cela se produit encore aujourd'hui dans la manière d'établir le genre en tant que catégorie liée à l'aspect sexuel. Par contre, cet aspect biologique termine par invisibiliser les femmes qui n'ont pas cette identification féminine à leurs naissances, les privent de pouvoir être considérées en tant que sujets du féminisme.

Pour cette raison, nous adoptons la suggestion de l'autrice et nous proposons l'utilisation des catégories de *womanisms* et/ou féminités pour traiter les sujets du féminisme. Premièrement, Nascimento (2021) nous présente ces terminologies au pluriel dans l'intention de rompre la signification du langage essentialiste d'être sujet. Dans ce sens, l'autrice dialogue avec Butler (1997/2017, 1990) pour expliquer que les sujets ne naissent pas avec des identités et des expressions de genre statiques, mais les produisent et se reconnaissent tout au long de leur vie à partir des socialisations par lesquelles passent ces personnes.

D'après Nascimento (2021), le terme *womanisms* aide à inclure, par exemple, les femmes lesbiennes qui sont sujettes du féminisme, mais maintes fois ne se reconnaissent pas dans la catégorie de la féminité. Un exemple qui démontre la non-reconnaissance de la catégorie de la féminité pour certaines femmes lesbiennes est l'option de rompre les normes esthétiques liées aux attentes hégémoniques et binaires de l'aspect féminin, comme s'habiller avec des vêtements

davantage utilisés par des personnes qui s'identifient au genre masculin<sup>61</sup>. En outre, le terme *womanisms* inclut la catégorie des personnes trans qui s'identifient en tant que femmes et sont aussi sujets du féminisme (Nascimento, 2021). Par conséquent, ces mots permettent de rompre avec l'universalité cis de la catégorie de femmes en introduisant l'égalité de traitements aux femmes cis et trans qui s'identifient en tant que femmes qui sont indépendantes des attributs de la féminité.

Le deuxième terme proposé par Nascimento (2021) est celui de féminités. L'autrice (2021) affirme que plusieurs femmes cis et hétérosexuelles peuvent s'identifier comme faisant partie de la catégorie de *womanisms* et de féminités. Toutefois, cela élargit l'aspect d'inclusion en ajoutant, par exemple, des personnes non-binaires qui, même si certaines ne se reconnaissent pas dans la binarité féminine ou masculine, leurs stéréotypes et leur expression de genre peuvent dialoguer avec les marqueurs de féminité. Par exemple, toujours selon l'autrice, cela rend possible l'inclusion de personnes *Drag Queens*. À ce sujet, Nascimento (2021) dialogue avec Spivak (1988) en soulignant que le thème de l'identité travestie (*Drag Queen*) subit aussi la violence de genre liée à l'imaginaire binaire de dominations cis d'hommes et de femmes. Par exemple, il y a déjà des études associées au type de violence occasionnée aux crimes de féminicides similaires à ceux qui se passent avec des femmes trans et des personnes travesties. C'est-à-dire, les violences qui se produisent pour occasionner la mort de manière brutale en mettant en évidence la domination des corps des femmes cis-trans et/ou travesties par rapport aux corps cis masculins<sup>62</sup>.

Le travail de Nascimento (2021) permet ainsi de souligner que quelques corps, de manière indépendante de leur identité et leur expression de genre, peuvent souffrir des expériences patriarcales. Cela signifie que les corps qui expérimentent les caractéristiques des féminités, les

---

<sup>61</sup> À cet égard, nous recommandons de visionner une courte vidéo de Butler (2020) appelée *Your Behavior Creates Your Gender* : <https://youtu.be/Bo7o2LYATDc>. Dans cet exemple, cependant, il faut mentionner que des femmes dans toutes leurs orientations sexuelles peuvent performer ou non la féminité par leurs choix et leur autodétermination.

<sup>62</sup> Sur ce point, par exemple, il est courant que des actes de violence soient commis par des armes blanches, alors que les victimes meurent en subissant des marques sur différentes parties de leur corps et leurs organes vitaux. Surviennent également des féminicides ou des transfémicides pour équarrissage, ce que, comparativement à la violence commise par des personnes du même genre masculin, par exemple, particulièrement par des hommes cis. Ces crimes sont pour la plupart commis avec des armes à feu sans la brutalité d'un renforcement de violence dans l'action déjà commise. Pour en savoir plus, voir Coacci (2020).

corps masculins en transition, ou les corps masculins qui font partie à des groupes minoritaires souffrent à cause du patriarcat. Ce qui, par l'intermédiaire de la compréhension de genre et d'une perspective transféministe, rend possible d'obtenir des consensus qu'aujourd'hui des femmes (cis-trans) et des personnes ayant des identités de genre féminin (travesties) peuvent être considérés comme sujettes du féminisme (Nascimento, 2021).

\*\*\*

Ainsi, face à ce contexte, nous soulignons que le travail de n'importe quel agenda féministe doit prendre en compte les spécificités de tous les types de féminismes, c'est-à-dire *womanisms* et/ou féminités. Cela signifie qu'il faut comprendre quelles sont les principales problématiques qui affectent les différentes identités socialement construites pour des femmes appartenant ou non à diverses intersectionnalités de race, de genre, de classe sociale, de handicap, de religion, etc.

#### 2.4 Analyse de la politique étrangère : avancées théoriques sur le phénomène choisi

Tout d'abord, nous comprenons que les politiques étrangères sont une forme de politique publique dans laquelle les États établissent leurs relations diplomatiques et internationales avec différents pays (Morin, 2013). La compréhension actuelle de ce type de politique publique a été développée de manière plus forte après la Seconde Guerre mondiale et dans le contexte de post-indépendance de certains États du monde (Cervo, 2008). Pour être capable de comprendre cette politique, la littérature a développé l'analyse de la politique étrangère (APE), une méthodologie qui existe depuis plus de 50 ans pour la compréhension des phénomènes de politique étrangère mis en œuvre par les États de façon multiculturelle et pluridisciplinaire<sup>63</sup> (Morin, 2013, p. 19).

Pour réaliser une APE, Morin (2013) suggère par exemple, il est d'abord nécessaire d'identifier quel exemple de politique nous voulons analyser puis étudier ce modèle de manière comparative à un autre cas. Ce cas peut être effectué avec le même État de manière historique afin de comprendre

---

<sup>63</sup> A propos de cette méthodologie, nous avons décidé d'expliquer brièvement comment l'aborder de manière générale à travers l'auteur Morin (2013), en identifiant son importance académique avec le débat d'APE, ainsi que son ouverture au thème des études de genre dans ce sujet.



comment le pays a mis en œuvre son modèle de politique étrangère au cours du temps, ou en faisant des comparaisons avec différents États (Morin, 2013). Par conséquent, dans le cadre de notre travail, nous avons décidé d'analyser les modèles de PEF de manière comparative avec les cinq États qui ont officiellement mis en place ces politiques<sup>64</sup>.

#### 2.4.1 Les agendas de politique étrangère féministes

Après avoir choisi que notre APE sera réalisé de manière comparative, nous devons définir quels agendas ou modèles seront analysés. Selon Lauda-Rodriguez (2015), considérant que les modèles de PEF sont des politiques publiques, il est nécessaire de comprendre que leurs agendas ne répondront pas à tous les problèmes et besoins que ce type de politique exige. Donc,

En établissant l'ordre du jour des politiques publiques, il faut être conscients que les problèmes qui génèrent l'élaboration de ces politiques sont presque toujours interdépendants, car ce n'est généralement jamais un seul problème qui suscite l'inquiétude de la communauté ou des secteurs gouvernementaux. Il s'agit d'un ensemble de facteurs qui nécessitent une approche holistique et globale en tenant compte des limites politiques (économiques, sociales ou organisationnelles) pour la définition du problème. ([Notre traduction], Lauda-Rodriguez, 2015, p.11)

C'est-à-dire que les processus gouvernementaux des États construisent des objectifs spécifiques en fonction de chaque demande de relations étrangères et ceux-ci sont compris par la littérature comme des agendas politiques. Cellard (1997) nous permet de comprendre que l'analyse des documents, notamment des modèles d'agendas écrits, permet de témoigner d'activités qui se sont déroulées à une période antérieure favorisant l'observation de concepts, connaissances, comportements et pratiques qui se concrétisent aujourd'hui. Ainsi, en considérant les agendas des gouvernements comme des sources primaires d'information, nous comprenons que ceux-ci seront notre principale source pour la construction de notre base de données.

---

<sup>64</sup> Par la suite, l'auteur suggère aussi que l'on détermine à partir de quelle base de données les analyses seront effectuées, ainsi que la position et les benchmarks (critères) de l'analyse. Ainsi, afin de répondre à ces deux questions, nous allons aborder ces points dans les sections 2.4.1 et 2.4.2 suivantes.

Ainsi, comme premier objectif de ce travail, nous tenterons de comprendre les agendas des PEF des cinq États choisis en cherchant à identifier les éléments communs et les divergences de ces modèles politiques. Cela découle du fait qu'il n'a pas été possible d'identifier dans notre recension des écrits (section 1.2) des études qui ont présenté cette discussion de manière comparative et qui ont centralisé la discussion sur le thème du genre avec les cinq États proposés.

#### 2.4.2. Analyse des politiques étrangères féministes décoloniale et poststructuraliste

Pour notre recherche, nous avons choisi l'autrice Achilleos-Sarll (2018) qui fait avancer l'analyse de la politique étrangère en formulant une proposition d'analyse décoloniale et poststructuraliste du phénomène<sup>65</sup>. En particulier, Achilleos-Sarll (2018) propose de reconceptualiser le concept d'analyse de politique étrangère d'une manière genrée, sexualisée et racialisée. Cela signifie comprendre ces éléments de manière interdépendante en utilisant conjointement les potentialités de chaque marqueur (genre, sexe et race) en vue de comprendre le phénomène politique.

Par conséquent, au lieu d'ignorer l'importance des légats coloniaux, le post-colonialisme souligne que les logiques d'organisation résultant du colonialisme continuent de se répercuter, déterminant les relations contemporaines entre les États et d'autres acteurs qui opèrent à travers des rencontres postcoloniales, ce qui, dans de nombreux cas, représente un impérialisme sans frontières. Il est donc crucial de mettre en évidence les héritages coloniaux continus des relations du colonisateur avec le colonisé, montrant la pertinence du passé non seulement pour le présent, mais aussi pour ses implications éventuelles ([Notre traduction], Achilleos-Sarll, 2018, p. 48).

L'autrice (2018) note que le domaine d'étude des relations internationales se déploie en deux champs d'études féministes distincts que sont les études décoloniales et la théorie poststructuraliste. Néanmoins, ces deux domaines devraient être étudiés et développés ensemble et non séparément. Pour Achilleos-Sarll (2018), analyser des PEF sans rapport à ces domaines d'études enlève la centralité du champ de recherche en gardant un discours universel, mais ne comprenant pas les sujets qui souffrent de différentes oppressions. Aguiar (2020) joint sa voix à celle d'Achilleos-Sarll (2018) en mentionnant que le domaine des relations internationales a pour

---

<sup>65</sup> Cela signifie que les critères d'analyse de notre APE seront basés sur ces deux écoles théoriques. En effet, nous adopterons dans cette recherche le positionnement avec ces deux écoles de pensée en centralisant le genre comme principal critère d'analyse.

argument fort de réaliser des études neutres sur le thème du genre pour apporter les aspects de la rationalité scientifique aux études dans les relations sociales et politiques entre les États. Toutefois, dans notre section 1.2, nous avons pu voir comment ces modèles de PEF instrumentalisent des différenciations qui ne sont pas neutres et masquent souvent des contradictions nationales entre les États. Ainsi, nous savons que la neutralité combinée aux aspects de rationalité scientifique contribue directement à ce que les injustices sociales se perpétuent et que certains sujets ne soient pas reconnus (Achilleos-Sarll, 2018; Kilomba, 2019). Dans cette perspective, nous adoptons la proposition d'Achilleos-Sarll (2018) d'aborder l'étude des APEF dans une perspective décoloniale et poststructuraliste.

Pour Achilleos-Sarll (2018), la perspective décoloniale et poststructuraliste recentre les sujets qui sont marginalisés dans des contextes interactionnels, réinstalle les histoires connectées du passé colonial entre les États et reconfigure les ordres normatifs qui permettent la présence et l'écoute des sujets sexués, sexualisés et racisés dans le phénomène de la PEF. En recentrant les récits des sujets marginalisés, l'autrice souligne que les bénéficiaires de la PEF possèdent des caractéristiques multidimensionnelles et distinctes les unes des autres. Donc, l'APEF doit tenir compte des spécificités de chaque contexte local et comprendre que les politiques ne peuvent pas être rédigées de manière universelle, car si l'on procède ainsi, on exclut les principaux bénéficiaires de ce type de politique publique (Achilleos-Sarll, 2018). Comme mentionné dans la revue de la littérature, Aylward et Brown (2020) et Anthony et Korsch (2020) abondent en ce sens, insistant sur l'importance d'aborder les sujets bénéficiaires des PEF de manière non universel et binaire dans un contexte d'expression de genre et d'orientation sexuelle.

L'orientation sexuelle est intrinsèquement liée au genre, car elle est basée sur le(s) genre(s) des personnes vers lesquelles une personne est sexuellement attirée. Par exemple, une femme peut être décrite comme lesbienne ou bisexuelle parce qu'elle est attirée par des personnes de sexe féminin. De même, l'identité de genre est, comme le terme lui-même l'indique clairement, basée sur le genre, c'est-à-dire l'expérience interne et individuelle du genre de chaque personne qui peut ne pas correspondre au sexe assigné à la naissance. ([Notre traduction], Aylward et Brown, 2020, p. 317)

De plus, l'autrice (2018) suggère qu'il est nécessaire de réintégrer les histoires connectées du passé colonial afin de contribuer à la réduction de la ségrégation territoriale qui existe dans les

phénomènes de politique étrangère (Agathangelou et Turcotte, 2008). Elle affirme que les constructions de politique étrangère collaborent fréquemment pour faire exister des constructions de géographies ségrégationnistes entre des discours d'États aux « identités internes non problématiques » contre ou cherchant à aider d'autres « nations fragiles ayant besoin de soutien ». Ainsi, ces discours de vulnérabilité et de dépendance permettent la perpétuation des relations de pouvoir entre les États, et contribue également à occulter les demandes nationales des femmes dans ces États qui ont mis en œuvre des modèles de FEP.

Au sein de la perspective décoloniale, l'autrice (2018) travaille également avec le thème de la reconfiguration des ordres normatifs en raison du fait que le contexte du féminisme libéral est présent dans les modèles de la PEF. Ce type de féminisme introduit des questions de politique morale, rejetant fréquemment le fait que certaines pratiques de développement et le rationalisme collaborent au maintien de pratiques néocoloniales<sup>66</sup> (Achilleos-Sarll, 2018). L'autrice (2018) se concentre sur la façon dont le féminisme du « premier monde » collabore à l'omission, l'appropriation et la non-valorisation des savoirs construits par les États destinataires de ces politiques. Butler (1990) développe un argument similaire au sujet des pratiques de droit et de politique :

Le sujet est une question cruciale pour la politique, en particulier pour la politique féministe, car les sujets juridiques sont invariablement produits par des pratiques d'exclusion qui n'apparaissent pas une fois que la structure juridique de la politique est établie. En d'autres termes, la construction politique du sujet procède à certains objectifs de légitimation et d'exclusion, et ces opérations politiques sont effectivement obscurcies et naturalisées par une analyse politique qui prend les structures juridiques comme fondements. Le pouvoir juridique produit inévitablement ce qu'il prétend simplement représenter. Par conséquent, la politique doit se préoccuper de cette double fonction du pouvoir : juridique et productive ([Notre traduction], Butler, 1990, p. 19).

En d'autres termes, nous devons reconnaître et donner une voix aux différents sujets de manière légale et politique, sinon, ils souffriront du processus de domination et d'exclusion dans la société. À cette fin, Achilleos-Sarll (2018) propose les questions génératrices suivantes : comment les sujets de la PEF sont-ils socialement construits ? Comment le genre et d'autres marqueurs conditionnent-

---

<sup>66</sup> Voir Hamrouni (2021) pour une discussion autour de la récupération de la vulnérabilité par le système néolibéral.

ils le processus de formulation et de production de la PEF ? Comment ces catégories d'identité de genre sont-elles naturalisées dans les modèles de la PEF ? Quelles sont les conséquences actuelles et futures dans la relation entre les États que l'utilisation des marqueurs de genre présents dans les cas de la PEF pourrait apporter aux sociétés et aux groupes pour lesquels ils travaillent ? Comment le concept de territorialité et d'espace reflète-t-il les processus de la PEF, lorsque ceux-ci servent d'instruments de contrôle et d'insertion de l'identité culturelle à d'autres États ? Quelles sont les hypothèses, récits et discours sous-jacents concernant les politiques néolibérales qui guident la prise de décision dans les modèles de la PEF ?

\*\*\*

Ces questions ainsi que le cadre conceptuel proposé dans ce chapitre nous guideront dans l'analyse des PEF afin de répondre à notre question de recherche sur la manière de reconceptualiser le genre dans une PEF à travers une perspective inclusive et humanisée, de même qu'à atteindre les objectifs de recherche proposés au chapitre I.

## CHAPITRE III

### MÉTHODOLOGIE

Ce chapitre vise à présenter nos choix méthodologiques pour répondre à notre question de recherche et atteindre nos objectifs. Tout d'abord, nous présentons notre positionnement épistémologique que nous définissons comme étant féministe décoloniale et poststructuraliste. Ensuite, nous aborderons notre stratégie de recherche, soit l'analyse du discours critique. Dans un troisième temps, nous présenterons notre échantillonnage d'étude et une grille d'analyse développée à partir du cadre conceptuel. Nous terminerons ce chapitre par un bref exposé des discussions éthiques et des réflexions méthodologiques du travail.

#### 3.1 Positionnement féministe décoloniale et poststructuraliste

Nous sommes conscientes que notre recherche allie deux positions épistémologiques et analytiques complémentaires : celle du féminisme décolonial et celle du poststructuralisme. Ce choix se justifie par la recherche de cohérence entre notre cadre théorique, le positionnement de la chercheuse et le public destinataire des modèles de PEF.

Premièrement, par épistémologie féministe, nous référons aux connaissances produites dans le cadre de projets de changement intellectuel et social visant à transformer les relations entre les sexes et les genres sous différents thèmes (Blais et al., 2015). De plus, l'épistémologie féministe cherche à remettre en question les savoirs dits traditionnels et andocentriques comme une manière de valoriser les différentes expériences des personnes dominées. Pour reprendre les propos de Blais et al. (2015, p. 3) :

Les principes méthodologiques féministes orientent la manière de: 1) concevoir un travail de recherche; 2) questionner les savoirs existants; 3) analyser les sociétés actuelles ou antérieures; 4) réfléchir sur le rôle des personnes intellectuelles dans leurs

relations aux théories et aux pratiques, aux thèmes et sujets d'études, ainsi qu'à leur place dans la société.

Toutefois, nous ancrons cette prémisse féministe dans une perspective décoloniale. La position féministe décoloniale représente une affirmation de la connaissance qui est immergée dans une structure colonialiste de domination renforcée par la modernité. Cette structure de la modernité subalternise les épistémologies qui ne se rapportent pas aux contextes de pouvoir hégémoniques culturels, linguistiques, raciaux, de genre et socio-économiques (Mencé-Caster et Bertin-Elisabeth, 2018). En d'autres termes, le processus décolonial cherche à recréer des histoires et des événements sociaux qui ont été mis de côté par des processus de mise en silence ou de non-existence en favorisant la diversité épistémique. À la lumière des propos de Mencé-Caster et Bertin-Elisabeth (2018, p.6), nous préférons le terme « décolonialité », car il

complexifie le questionnement quant au colonialisme ou, plus exactement, lui donne une autre envergure en englobant passé et présent pour un système de pouvoir occidental capitaliste fondé sur une infériorisation épistémicide de l'Autre et de ses savoirs. La pensée décoloniale critique en conséquence à la fois la modernité et l'eurocentrisme attendant, ainsi que le post-modernisme et le pseudo-universalisme occidental, car elle est à la recherche d'hétérologies et de savoirs pluriversels qui rendraient mieux compte de la diversité du monde (et non plus d'un universalisme abstrait) et des savoirs.

La position féministe décoloniale que nous adoptons va à l'encontre des approches des féministes libérales, cela veut dire civilisationnelles qui sont souvent utilisées par les instruments de relations étrangères qui valident les politiques impérialistes sur les pays périphériques, générant l'oppression des personnes, en particulier des femmes racisées (Vergès, 2019).

En complémentarité d'une position féministe décoloniale, nous situons notre recherche aussi dans le féminisme poststructuraliste. Ce dernier questionne comment les sujets sont construits à travers des mécanismes de productions linguistiques et les ressources d'expression, que créent sa sociomatérialité<sup>67</sup> ainsi que sa subjectivation en tant que personnes et agentes<sup>68</sup> (Butler, 1990). Une

---

<sup>67</sup> Nous comprenons les sociomatérialités comme des éléments qui créent la matérialité des sujets, sur la base de relations sociales. En savoir plus, voir Emirbayer (1997), *Manifesto for a Relational Sociology*.

<sup>68</sup> Nous discutons plus en détail les prémisses de cette base dans la section 2.2

position féministe poststructuraliste permet de comprendre que le sexe se manifeste comme un acte discursif qui contient des idéaux normatifs de masculinité et de féminité soulevant les critères binaires des normes de genre et excluant d'autres manifestations possibles de l'existence (Butler, 1990).

Ainsi, la position poststructuraliste nous aide à comprendre comment les idéologies<sup>69</sup>, qui sont employées dans les processus discursifs, créent des ordres de réalité dynamiques des processus sociaux et de l'identité (Cervulle, 2016). Ainsi, nous utilisons la position épistémologique du féminisme poststructuraliste afin de mettre en évidence comment le processus de l'idéologie du genre favorise la constitution d'individus concrets en sujets genrés.

En outre, pour conclure, nous reconnaissons que toute recherche est inscrite dans un processus de pouvoir (Nash et Browne, 2016) dans lequel la chercheuse est partie prenante. En tant que femme afro-latino-américaine ayant vécu des épisodes de violence et par conséquent faisant partie d'une minorité visible, cette recherche nous permet de donner la parole et de reconnaître notre autorité d'expérience (hooks, 2013) sur les objectifs que nous entendons analyser dans le cadre de ce travail. Tandis que nous reconnaissons dans la littérature que la terminologie de genre est utilisée erronément par de certains féministes en moments pour réaliser des agendas hégémoniques qui ne comprennent pas les communautés 2SLGBTQIA+<sup>70</sup> (Biroli, 2018), nous adoptons donc dans cette recherche une position d'alliées (Le Gallo et Millette, 2019). Cette position s'explique par le fait que nous comprenons que le féminisme doit être pris en compte par rapport à toutes les femmes qui s'auto-identifient en tant que femmes ou qui sont traversées par des processus de socialisation de la féminité. En d'autres termes, nous nous reconnaissons en tant que femmes cisgenre et nous

---

<sup>69</sup> Nous comprenons les idéologies comme étant des idées qui constituent des actes matériels immergés dans des règles et des normes qui constituent le processus des relations sociales. Pour en savoir plus, voir Althusser (1976).

<sup>70</sup> Ce mouvement, dans des contextes politiques progressistes au sein d'institutions internationales, promeut l'avancement d'agendas qui sont bénéfiques à une grande partie de la population. Cependant, comme certains auteurs·rices ont travaillé, le contexte employé dans les espaces qui maintiennent des gouvernements conservateurs contre les valeurs des droits de l'homme, le même terme est utilisé pour employer des idéologies de dissuasion, un mouvement qui a été étudié, comme *Backlash*. Pour en savoir plus, voir Biroli et Caminotti (2020).



nous allions à la cause des personnes 2SLGBTQIA+ en comprenant que chacune souffre de différentes oppressions provenant des marqueurs de l'inégalité de genre.

### 3.2 L'analyse du discours critique

Tout d'abord, la méthode d'analyse choisie s'inscrit dans une stratégie de recherche qualitative. Nous entendons par méthode qualitative les approches de recherche qui visent à interpréter et à comprendre les phénomènes sociaux à partir d'une logique d'interprétation (Schneider et Wagemann, 2010).

Plus spécifiquement, nous proposons l'analyse du discours. Cette méthode vise à comprendre comment les constructions de la réalité sont produites en explorant de quelle manière les idées et objets socialement produits sont créés et maintenus dans un contexte social donné (Hardy et al., 2004). En tant que méthodologie qualitative, l'analyse de discours cherche à démontrer que les réalités ne sont pas découvertes, mais plutôt construites. Ainsi, par la méthodologie nous pouvons trouver leurs significations à travers des corps de texte qui, dans ce cas, sont les discours qui apportent des idées et objectivent le monde (Hardy et al., 2004). Morin (2013) ajoute que l'analyse de discours est largement utilisée dans l'étude de la politique étrangère, car c'est à travers des discours que les analystes parviennent à comprendre la réalité des modèles politiques construits. Ces modèles peuvent être ambigus, mais par rapport à leurs significations, ils sont structurants en fournissant des règles et conçoivent des réalités à travers les relations discursives textuelles.

Pour cela, nous avons choisi l'approche de l'autrice Wodak (1997). Selon l'autrice, lorsqu'on travaille avec des approches d'analyse du discours, il faut d'abord les prendre de manière critique et les positionner dans les contextes selon lesquels les études sont réalisées. C'est-à-dire, la lecture critique permet de comprendre les limites, les moments et les circonstances intersectionnelles des interlocuteur·rice·s par lesquels se construisent les analyses basées sur le genre. Le discours est une pratique sociale constitutive, socialement construite et conditionnée, dans laquelle se créent des situations, des objets de connaissances, des identités sociales et des relations entre les personnes et leurs différents groupes (Wodak, 1997, p. 2). Ces relations centrées sur le genre agissent comme marqueurs de domination. Par conséquent, pour comprendre comment le genre prend forme en tant

qu'élément discursif, il est nécessaire de garder à l'esprit deux questions : i) comment les femmes sont représentées dans le système linguistique existant, et ii) comment les éléments discursifs différencient les catégories de femmes et d'hommes (nous utiliserons dans ce document les termes *womanisms* et féminité pour faire référence aux différentes catégories de femmes).

Notons aussi que la domination du genre peut se produire de manière institutionnelle en opérant à la fois dans le contrôle des genre socialement acceptés et dans les genre fluides<sup>71</sup>, car le système linguistique reflète déjà la structure patriarcale des sociétés occidentales (Wodak, 1997). Par conséquent, pour les études féministes, il est nécessaire de dénaturer les rôles avec lesquels le genre est placé dans les différents discours, car plus nous réussissons à dénaturer ce système, plus nous favorisons la lutte contre l'inégalité de genre. Pour cela, nous nous appuyons sur le travail de Mathieu (1996) qui démontre qu'il existe au moins trois paradigmes qui permettant d'identifier et d'analyser le genre dans les pratiques discursives : i) l'homologie ; ii) l'analogie et iii) l'hétérogénéité. Nous résumons les idées centrales des trois paradigmes dans le tableau 3.1 ci-après.

Tableau 3.1 Les trois paradigmes du genre dans l'analyse de discours.

Homologie	Le genre est homologue à la définition du sexe à la naissance. La primauté de l'hétérosexualité dans une logique sexualiste. La binarité du naturel et du social.
Analogie	Le genre comme une catégorie symbolique du sexe qui imprègne les modes de vie sociaux et collectifs dans certains contextes culturels et également dans certaines périodes historiques. Comment la forme de différenciation biologique entre les sexes s'exprime socialement par une élaboration culturelle de la différence ? Binarité symbolique et culturelle.
Idéologique	Le sexe et le genre sont composés de manière hétérogène. La dualité homme-femme est utilisée comme catégorie de division des groupes afin de produire une domination. La binarité comme une construction politique et sociologique du genre impliquant une logique antinaturaliste et matérialiste dans les relations sociales de sexe.

<sup>71</sup> Le genre fluide ou dissident est une catégorie de la performativité. C'est pourquoi nous utilisons l'école poststructuraliste, car elle oeuvre sur l'intersectionnalité des marqueurs de genre de manière interdépendante.

Source: adapté de Mathieu (1996).

Ce tableau ci-dessus sera utilisé dans notre présentation des résultats et les chapitres de discussion par la suite.

### 3.3 Corpus d'analyse

Comme noté au chapitre I, nous avons sélectionné les PEF des cinq États suivants : Suède, Canada, France, Espagne et Mexique<sup>72</sup>. Ce choix a été fait en fonction des critères ci-dessous : (i) reconnaissance de la communauté scientifique de la PEF comme telle; (ii) possibilité de consulter les documents officiels disponibles par des gouvernements; et (iii) possibilité d'accès aux documents rédigés par des organisations de la société civile ou des institutions de recherche reconnues dans le pays chargées de soutenir cette initiative et d'élaborer des documents consultatifs destinés aux gouvernements<sup>73</sup>. Notre proposition initiale était d'effectuer l'analyse de 29 documents au total, soit 14 documents officiels et 15 documents connexes des gouvernements. Toutefois, pendant le processus d'analyse, il a été possible de trouver des références à d'autres documents officiels qui composent les modèles de PEF, ainsi que des déclarations politiques qui sont importantes pour la consolidation de ces modèles politiques. Le tableau 3.2 présente le corpus de documents et déclarations officiels de chaque État.

Tableau 3.2 Documents et déclarations fondateurs des modèles de PEF.

État	Documents officiels	Autres documents fondateurs
Suède	<i>Handbook Sweden's feminist foreign policy</i> (2017);	<i>Government Communication 2019/20:17; Feminist Trade Policy</i> (2019);

<sup>72</sup> Malheureusement, nous n'avons pas ajouté la PEF de l'Afrique du Sud, car les éléments ne sont pas seulement inclus dans le secteur des Affaires étrangères. Cela signifie que nous devrions nous pencher sur un autre cadre théorique de débat sur la question des politiques nationales et internationales, ce qui n'est malheureusement pas possible du fait de la nature de cette recherche. Toutefois, compte tenu de notre positionnement épistémologique et notre cadre théorique, il nous semblait important de le citer à nouveau pour souligner l'importance des études éventuelles sur ce sujet.

<sup>73</sup> Par exemple, dans le cas du Mexique, aucun document officiel du gouvernement n'a encore été publié (juillet 2022). Néanmoins, il existe au moins trois déclarations gouvernementales ainsi que deux documents disponibles provenant d'institutions de recherche qui démontrent les principaux thèmes de la PEF mexicaine.

Canada	<i>Canada's Feminist International Assistance Policy</i> (2017); Plan d'action national du Canada 2017-2022 : Pour la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité (2017); L'approche commerciale inclusive du Canada (2019);	Indicateurs de la Politique d'aide internationale féministe (2019); Notes d'orientation pour la Politique d'aide internationale féministe (2019); L'approche féministe du Canada pour aborder la prestation de soins non rémunérée et rémunérée dans le contexte de l'aide internationale (2021);
France	Stratégie internationale de la France pour l'égalité entre les femmes et les hommes (2018-2022) (2018).	Les discours fondateurs de la diplomatie féministe: • Discours du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 8 mars 2018; Discours de la Secrétaire d'État à l'égalité, Marlène Schiappa, lors de l'ouverture de la 62 <sup>e</sup> session de la Commission sur le Statut des Femmes (CSW) à l'ONU, le 12 mars 2018 • Discours du Président de la République, Emmanuel Macron, à la 73 <sup>e</sup> Assemblée générale de l'ONU, le 26 septembre 2018; • Tribune conjointe du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères et de la Secrétaire d'État à l'égalité, « Pour une diplomatie féministe », publiée dans Libération, le 8 mars 2019 • Discours du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 8 mars 2019 • Discours du Président de la République, à l'occasion de la conférence des ambassadeurs et ambassadrices, le 27 août 2019 (Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, 2020, p. 19).
Espagne	<i>Política Exterior Feminista. Impulsando a igualdad en Acción Exterior española</i> (2021).	<i>Plan de Acción para la Implementación de la Agenda 2030</i> (2019); y, <i>más recientemente, la Estrategia de Acción Exterior</i> <sup>74</sup> (Gobierno de España, 2021, p. 5)
Mexique <sup>75</sup>	<i>La Política Exterior Feminista del Gobierno de México</i> <sup>76</sup> (2022).	<i>Manual de Principios de Política Exterior (prevision 2020); la certificación de representaciones en el exterior en NMX-R-025-SCFI-2015 en materia de Igualdad Laboral y No Discriminación; Guia de comunicación y lenguaje incluyente (previão 2020) (documents non disponibles). Programa Sectorial de Relaciones Exteriores 2020-2024</i>

Source: créé par l'autrice.

<sup>74</sup>Le Gouvernement espagnol cite également la *Ley Orgánica 3/2007* comme l'un des documents fondateurs de la PEF. Il ressort de l'analyse de ce document qu'il s'agit d'un cadre juridique pour la promotion des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes, appuyé par des instruments du droit international. Compte tenu de la temporalité et de la non-inclusion d'autres lois concernant d'autres pays, nous mentionnons ce document à titre exploratoire. En outre, cet instrument permet de comprendre le PEF comme un instrument pouvant être utilisé en vue de l'ouverture du dialogue avec les politiques nationales dans les États qui le mettent en œuvre.

<sup>75</sup>Certains articles citent les documents *Proigualdad. Cuadernillo temático - la construcción de la agenda de género. un paso para la transformación de México* et *Conceptualizando la política exterior feminista: apuntes para México*. Toutefois, dans les deux rapports, le Secrétariat aux affaires étrangères précise qu'il ne s'agit pas d'une position officielle de son ministère. Nous avons donc cherché à les citer dans ce document à des fins exploratoires, mais pas à les inclure dans l'analyse définitive.

<sup>76</sup>Présentation.

Par conséquent, nous avons analysé 35 documents répartis de la manière suivantes :

- Suède: 8 documents;
- Canada: 11 documents;
- France: 7 documents;
- Espagne: 4 documents;
- Mexique: 4 documents;
- 1 document général signé par tous les États sur la problématique de la COVID-19.

De plus, nous avons décodé les documents gouvernementaux en utilisant les catégories d'analyse des documents politiques proposées par Dombos et al. (2012). Pour les auteur·rice·s, une classification des documents politiques est d'abord nécessaire, car ils permettent de comprendre les descriptions empiriques et normatives dans ces documents politiques. À cette fin, ils classent ces documents en onze catégories générales (voir le tableau 3.3) auxquelles s'ajoutent cinq autres documents spécifiques au genre (voir le tableau 3.4).

Tableau 3.3 Types de documents politiques et déclarations politiques.

<p>1. Documents politiques :</p> <p>1.1. Orienté vers les problèmes. Le document contient une analyse de la situation socio-économique actuelle et décrit en quoi elle diffère d'une situation souhaitée/idéale.</p> <p>1.2. Causaliste. Le document contient une analyse de ce qui conduit à la situation actuelle; comment les problèmes identifiés peuvent être expliqués, souvent en attribuant la responsabilité du problème à des acteurs particuliers.</p> <p>1.3. Orienté vers l'avenir. Le document présente une vision de la situation souhaitée/idéale à laquelle la situation actuelle est comparée. Cette vision est formulée sous forme d'objectifs.</p> <p>1.4. Pratique. Le document décrit comment les objectifs fixés peuvent être atteints; il propose une variété d'activités à poursuivre (logique fins-moyens).</p> <p>1.5. Délégatif. Le document attribue ou délègue les responsabilités en termes de qui doit poursuivre quelle activité.</p> <p>1.6. Ciblé. Le document décrit quels groupes sociaux sont affectés par le problème. Les activités proposées sont également liées à des groupes cibles spécifiques.</p> <p>1.7. Budget. Le document fournit des informations sur la manière de financer les activités proposées.</p> <p>1.8. Création d'une autorité. Le document utilise des références pour étayer ses affirmations.</p> <p>1.9. Spécificité. Le document ne s'arrête pas à l'énoncé de problèmes généraux et à de vagues souhaits, mais donne des détails à la fois sur les problèmes à combattre et sur les moyens d'y parvenir.</p> <p>1.10. Cohérence. Il existe une cohérence logique entre les différents aspects du document : les activités proposées contribuent (au moins en théorie) aux objectifs souhaités et répondent aux problèmes identifiés; les groupes cibles correspondent aux groupes liés au problème (soit comme étant affectés par le problème, soit comme étant à l'origine du problème); le mécanisme d'impact des actions proposées correspond à l'analyse causale des problèmes.</p> <p>1.11. L'exhaustivité. Le document dresse un compte rendu complet du problème en question et aborde toute la gamme d'activités qui peuvent mener à la réalisation des objectifs (et propose de poursuivre les meilleures d'entre</p>
---

elles).

2. Déclarations politiques:

2.1. Déclaration de communication: déclaration destinée au public.

2.2. Déclaration de coordination: déclaration destinée aux autres décideurs publics.

Source : tiré de Dombos et al. (2012) et Morin (2013).

Tableau 3.4 Typologie basée sur le genre.

1. Élaboration de politiques inclusives. Le document fait référence à des consultations auprès d'un large éventail de parties prenantes concernées par la politique.
2. Explicitation du genre. Le document aborde le problème de manière explicite en termes de genre.
3. Compréhension structurelle du genre. Le document ne se contente pas de mentionner les catégories sociales sexuées, mais propose une compréhension complexe du genre qui inclut la distribution des ressources, les relations de pouvoir et la compréhension des normes de genre.
4. Inclusion intersectionnelle. Le document ne limite pas l'analyse à la question du genre, mais examine comment le genre et d'autres formes d'inégalités (race/ethnicité, sexualité, âge, classe, etc.) s'entrecroisent.
5. Engagement en faveur de l'égalité de genre. Le document souscrit explicitement à l'idée d'égalité entre les sexes et organise des objectifs et des activités pour y parvenir.

Source: tiré de Dombos et al. (2012).

Ce codage a permis de classer les documents selon leurs catégories distinctes, ainsi que d'identifier l'objectif et la nature de chaque document politique trouvé dans les modèles des PEF étudiés.

### 3.4. Grille d'analyse

À partir de notre cadre conceptuel et notre recension des écrits, respectivement présentés aux chapitres I et II, nous avons élaboré une grille d'analyse proposant une liste de question nous permettant de déceler comment les marqueurs du patriarcat, du racisme, du capitalisme et de l'hétérosexualité sont présents dans les documents politiques choisis. Le tableau 3.5 présente la grille d'analyse.

Tableau 3.5 Grille d'analyse.

<b>Questions</b>
1. Comment les bénéficiaires de la politique sont-ils décrits dans les modèles de PEF ? 1.1. Quelles sont les populations représentées par les discours présents dans les cas des PEF choisis ?

- 1.2. Quels sont les éléments présents dans les discours qui soulignent le traitement binaire de la PEF ?
- 1.3. Comment la vulnérabilité est-elle décrite à travers le thème de la PEF ?
2. Dans quel paradigme le genre est-il traité dans les exemples d'une PEF ?
3. Comment ces catégories d'identité sont-elles naturalisées dans ces politiques ?
  - 3.1. Comment le concept de territorialité dans les guides reflète-t-il le fait que les PEF peuvent servir d'instruments de contrôle néolibéral ?
4. Quelles questions importantes pour l'analyse des politiques et le contexte de développement pourraient être omises dans les agendas de PEF ? Par exemple, la migration et les migrants.
5. Quelles sont les conséquences actuelles et futures du genre et de ses marqueurs, souvent imprévues dans les cas de PEF ?

Source : créé par l'autrice.

### 3.5 Considérations éthiques de la recherche

En ce qui concerne les considérations éthiques de notre travail, par rapport au projet proposé n'impliquant pas la participation de sujets humains et travaillant avec des documents publics, il n'a pas été nécessaire de soumettre la recherche à l'approbation du Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains en communication (CERPE 2). Néanmoins, nous comprenons que notre étude de recherche implique la question de l'égalité de genre et des droits humains.

Ce travail a comme référentiel éthique les lignes directrices proposées par la Charte des objectifs de développement durable des Nations Unies, plus particulièrement l'objectif numéro cinq de la réalisation de *l'égalité entre les sexes*, de même que les orientations du *Plan d'action LGBTQ2* développé par le Centre canadien de la diversité de genre et de la sexualité.

## CHAPITRE IV

### PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Ce chapitre présente les résultats des cinq modèles de PEF que nous avons étudiés. Pour ce faire, dans un premier temps, nous présenterons les résultats généraux que nous avons pu trouver avec le soutien des grilles d'analyse et de la ségrégation des documents politiques. Dans un deuxième temps, nous présenterons les résultats spécifiques identifiés qui mettent en évidence les aspects instrumentaux de genre et d'identité de ces modèles. Pour finir, nous aborderons succinctement quelques éléments qui élargissent les thèmes déjà rencontrés dans la littérature à l'égard des modèles de PEF en vigueur.

#### 4.1 Types de documents et de déclarations politiques

En guise d'introduction, nous vous présentons le décodage des documents politiques selon la typologie proposée par Dombos et al. (2012) présentée au troisième chapitre (voir tableaux 3.3 et 3.4). Comme premières observations, nous avons remarqué trois types de documents principaux qui présentent les PEF : ceux dont le but est la création de l'autorité, ceux à visée pratique et ceux orientés vers l'avenir. Premièrement, la Suède (2017) et le Mexique (2022) proposent des documents dont les approches sont **la création d'autorité**. Par exemple, dans une grande partie des documents de la Suède, on a pu vérifier que ce pays est cité comme le premier au monde à mettre en œuvre un modèle de PEF. En outre, on a pu examiner d'autres discours de création d'autorité, comme le suivant :

La Suède est habituellement en tête du classement d'égalité de genre au monde, du classement de l'Institut Européen pour l'Égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) dans l'UE au classement des Différences Globales entre les Genre du Forum Économique Mondial (FEM). Cela démontre le succès de la politique de la Suède sur de nombreux fronts en ce qui concerne la promotion de l'égalité de genre. Cependant,



il reste des défis considérables à relever. ([Notre traduction], ministère des Affaires étrangères du Gouvernement du Royaume de la Suède, 2017, p. 17)

À son tour, le deuxième type de document est celui de **caractéristiques pratiques**. Dombos et al. (2012) indiquent que ce type de document agit dans une logique de fins-moyens en présentant quelques objectifs définis. On a pu vérifier ce type de document dans le cas de la PEF du Canada (2017) et du Mexique (2022). Par exemple, les deux États ont utilisé la technique d'éclaircissement des lignes d'action avec des cibles pour atteindre leurs objectifs de PEF. Au-delà de cela, le Canada mentionne dans son discours des données d'inégalité ainsi que des ressources visuelles correspondant aux objectifs de développement durable de l'ONU, ce qui a rendu possible la facilitation des relations de cause et effet de sa PEF. La figure 4.1 présentant les domaines d'action de la PEF du Canada illustre cette orientation.

Figure 4.1 Domaines d'action de la PEF du Canada.



Fonte : extrait de Gouvernement du Canada (2017, p. 23).

Comme troisième type de document politique, nous avons ceux de type **orienté vers l'avenir**. Dans ce document, nous avons l'exemple des documents fondateurs de la France (2018) ainsi que de l'Espagne (2021). Selon Dombos et al. (2012), ce type de document présente des visions de situations idéales ou souhaitées et les compare au cadre qui est discuté. Similaire au modèle pratique, ces documents contiennent aussi des objectifs de visions conçues de performance. Pour ce cas, nous avons trouvé l'exemple suivant :

Le présent document a pour objectif d'approfondir et d'élargir le travail effectué dans le cadre des deux stratégies précédentes en répondant à quatre défis principaux: • Un renforcement du portage institutionnel et politique {...} • La transversalisation du genre à l'ensemble de notre politique étrangère. {...} • Le renforcement des moyens de mise en œuvre et en particulier du financement dans un cadre budgétaire contraint. {...} • La mise en place d'un cadre de redevabilité permettant d'évaluer l'impact des actions conduites ([Notre traduction], Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018, p. 7).

Au-delà des trois types susmentionnés, nous avons réussi à en identifier sept autres dans le corpus de documents et déclarations complémentaires. Les types de documents politiques les plus trouvés ont été ceux de **nature pratique et de création d'autorité**. Dans ces deux modèles, nous avons trouvé huit documents. À son tour, le type de document **orienté vers l'avenir** a été identifié dans sept autres documents politiques. Le type de **la spécificité**, a été trouvé dans six documents politiques. Dans ce type de modèle, Dombos et al. (2012) explicitent que les documents politiques n'abordent pas, de manière générale, quelles sont les causes qu'ils veulent combattre, mais proposent des domaines et des formes d'action spécifiques pour chaque champ où ils agiront. Ce type de modèle a été trouvé principalement dans les exemples du Canada (2017a, 2017b) et de la France (2020), mais on a pu trouver aussi un exemple dans le cas de l'Espagne (2021) à partir de sa stratégie d'action extérieure. L'exemple suivant repris du *Joint Press Statement* à l'égard de la situation de production sexuelle et reproductive dans la période de crise de la COVID 19, qui a été signé par les cinq États que nous étudions dans cette recherche illustre ce type de document.

*The restrictive measures designed to limit the spread of the virus around the world, increase the risk of domestic violence, including intimate partner violence. As health and social protection as well as legal systems that protect all women and girls under normal circumstances are weakened or under pressure by the COVID-19, specific measures should be implemented to prevent violence against women and girls. The*

*emergency responses should ensure that all women and girls who are refugees, migrants or internally displaced are protected (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2021, p. 6).*

Le cinquième type que nous avons trouvé correspond au nommé **budget**. On le retrouve dans quatre documents politiques. Dans ce type de document, Dombos et al. (2012) affirment qu'il y a des informations financières sur les actions politiques proposées. On met en évidence, dans ce cas, principalement les documents de rapport au parlement du Canada (2020a, 2020b) qui, au-delà de souligner et d'explicitier des éléments financiers, s'inscrivent aussi comme des **documents exhaustifs**. D'après Dombos et al. (2012), dans ces documents, on explique de façon exhaustive toutes les gammes possibles d'activités menées par l'agenda, rendant la lecture fastidieuse. Nous nous sommes rendu compte que dans ces types de documents, trouver et séparer des informations sur la base de la méthode proposée de recherche a été difficile. À l'égard de cet aspect, nous présenterons plus de détails au prochain chapitre. Le tableau 4.1 présente les documents des PEF consultés, selon la typologie proposée par Dombos et al. (2012).

Tableau 4.1 Types de documents et de déclarations politiques

État	Nom du document	Année	Type de document
Suède	<i>Manual de política externa feminista da Suède</i>	2019	Création d'une autorité
	<i>Sweden's feminist foreign policy. Examples from three years of implementation</i>	2017	Pratique
	<i>Swedish Foreign Service action plan for feminist foreign policy 2015–2018 including focus areas for 2017</i>	2017	Pratique
	<i>Examples of what Sweden's feminist foreign policy has contributed to</i>	2018	Création d'une autorité
	<i>SEK 1 billion to Government's first global gender equality strategy</i>	2018	Déclaration de communication
	<i>Feminist Trade Policy</i>	2019	Orienté vers l'avenir
	<i>Government Communication 2019/20:17 Sweden's feminist foreign policy</i>	2019	Création d'une autorité
Canada	<i>The Swedish Foreign Service action plan for feminist foreign policy 2019–2022, including direction and measures for 2021</i>	2021	Pratique
	Politique d'aide internationale féministe du Canada	2017	Pratique + Spécificité
	Indicateurs de la Politique d'aide internationale féministe	2019	Pratique
	L'approche féministe du Canada pour aborder la prestation de soins non rémunérée et rémunérée dans le contexte de l'aide internationale	2021	Orienté vers l'avenir

	Plan d'action national du Canada 2017-2022 : Pour la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité	2017	Orienté vers les problèmes + Spécificité
	L'approche du Canada en matière de transparence et de dialogue ouvert dans l'aide internationale canadienne	2019	Spécificité + Création d'une autorité
	Approche féministe - Note d'orientation sur l'innovation et l'efficacité	2019	Orienté vers l'avenir
	Rapport au Parlement sur l'aide internationale du gouvernement du Canada 2018-2019	2020	Exhaustivité + Budget + Création d'une autorité
	Rapport au Parlement sur l'aide internationale du gouvernement du Canada 2019-2020	2021	Exhaustivité + Budget + Création d'une autorité
	La Politique du Canada des partenariats avec la société civile pour l'aide internationale : une approche féministe	2017	Pratique
	Le Rapport statistique sur l'aide internationale 2019 - 2020	2021	Budget
	<i>Discussion Paper on Feminist Foreign Policy</i>	2021	Orienté vers les problèmes + Orienté vers l'avenir + Cohérence
France	Stratégie internationale de la France pour l'égalité entre les femmes et les hommes	2018	Orienté vers l'avenir
	Marlène Schiappa, lors de l'ouverture de la 62 <sup>e</sup> session de la Commission sur le Statut des Femmes (CSW) à l'ONU, le 12 mars 2018	2019	Déclaration de coordination
	Discours du Président de la République, Emmanuel Macron, à la 73 <sup>e</sup> Assemblée générale de l'ONU, le 26 septembre 2018	2018	Déclaration de coordination
	Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, sur l'action de la France en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le monde à Paris, le 8 mars 2019	2019	Déclaration de communication
	Discours du Président de la République, à l'occasion de la conférence des ambassadeurs et ambassadrices, le 27 août 2019	2019	Déclaration de coordination
	La diplomatie féministe - D'un slogan mobilisateur à une véritable dynamique de changement ?	2020	Causalité + Budget + Spécificité + Exhaustivité
	Le Fonds de soutien aux organisations féministes	2021	Pratique + Délégatif
Espagne	<i>Ministry of Foreign Affairs boosts Spain's central role in the European Union, multilateralism and feminist foreign policy in 2020</i>	2020	Déclaration de communication
	<i>Intervención del presidente en la presentación de la guía de política exterior feminista</i>	2021	Déclaration de coordination
	<i>Estrategia de Acción Exterior 2021 - 2024</i>	2021	Orienté vers les problèmes + Orienté vers l'avenir +

			Spécificité
	<i>Política Exterior Feminista - Impulsando la Igualdad en la Acción Exterior española</i>	2021	Orienté vers l'avenir
Mexique	<i>Mensaje del canciller Marcelo Ebrard Casaubon en el marco de la 74 Asamblea General de la ONU</i>	2019	Déclaration de coordination
	<i>México anuncia la adopción de su Política Exterior Feminista. Comunicado No. 015</i>	2020	Déclaration de coordination
	<i>Programa Sectorial de Relaciones Exteriores 2020-2024.</i>	2020	Exhaustivité <sup>77</sup>
	<i>La Política Exterior Feminista del Gobierno de México</i>	2022	Pratique <sup>78</sup> + Création d'une autorité
<i>Joint press statement Protecting Sexual and Reproductive Health and Rights and Promoting Gender-responsiveness in the COVID-19 crisis</i>		2020	Causalité + Spécificité

Source : créé par l'auteurice.

#### 4.2. Nomenclatures des PEF

Pour notre recherche, nous avons d'abord pu identifier quatre types différents de nomenclatures pour les modèles de PEF (tableau 4.2). En outre, on identifie que chaque État a sa propre définition de PEF, ce qui, quelquefois, vu le type de document politique (Annexe 1), rend possible d'affirmer que le terme est utilisé en soutenant d'autres définitions qui le rejoignent.

Tableau 4.2 Définitions et nomenclatures des PEF.

État	Nomenclature de la PEF	Définition
Suède	Politique Étrangère Féministe	La politique étrangère féministe de la Suède constitue un agenda transformateur qui vise à changer les structures et à accroître la visibilité des femmes et des filles en tant que protagonistes <sup>79</sup> ([Notre traduction], ministère des Affaires étrangères de la Suède, 2018, p. 11).

<sup>77</sup> Malheureusement, il n'a pas été possible d'identifier des éléments discursifs concernant l'agenda de la PEF. La PEF dans le modèle mexicain est mentionnée une fois dans ce document de manière générale et sans action concrète sur le sujet.

<sup>78</sup> Jusqu'au 26 juin 2022, ce document était le seul document officiel de l'État expliquant son modèle PEF. Néanmoins, ce document est une présentation donnée et non un document écrit comme les autres documents trouvés.

<sup>79</sup> *A política externa feminista da Suède constitui uma agenda transformadora que visa mudar estruturas e aumentar a visibilidade de mulheres e meninas como protagonistas* (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2018, p. 11).

Canada	Politique d'aide internationale féministe du Canada <sup>80</sup>	La politique étrangère féministe préconise des efforts sur le plan des politiques, de la défense des intérêts ainsi que des programmes pour s'attaquer aux obstacles structurels fondamentaux qui font obstacle à l'égalité des genres en tenant compte des besoins des personnes les plus touchées par les multiples formes de discrimination (Gouvernement du Canada, 2019, p. 2).
France	Diplomatie Féministe	La diplomatie féministe est la politique d'un État qui place l'égalité entre les femmes et les hommes, la liberté et les droits des femmes, la lutte pour l'abolition du patriarcat au cœur de son action extérieure, dans l'ensemble de ses dimensions (aide publique au développement, diplomatie <i>stricto sensu</i> , commerce et économie, culture, éducation, influence, défense et sécurité, climat et environnement, etc.) Pour ce faire, elle assure la participation à parts égales des femmes et des mouvements féministes (dans le pays et à l'extérieur du pays) à sa co-construction et à sa mise en œuvre (Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, 2020, p. 6).
Espagne	Politique Étrangère Féministe	L'égalité est synonyme de diversité et, par conséquent, de richesse. La richesse dans l'exercice des droits par tous les citoyens, mais aussi la richesse économique, la prospérité et la justice. En ce sens, la politique étrangère féministe promeut à la fois la défense de nos intérêts et les valeurs de notre société. La diplomatie féministe représente en même temps la cohérence nécessaire entre la politique nationale et l'action extérieure de l'État. Elle est le reflet, au niveau international, de l'engagement du gouvernement espagnol en faveur de l'égalité et des droits des femmes <sup>81</sup> ([Notre traduction], Gouvernement d'Espagne, 2021, p. 4).
Mexique	Politique Étrangère Féministe	Une série de principes qui visent, par le cadre de la politique étrangère, à guider les actions gouvernementales pour réduire et éliminer les différences structurelles, les lacunes et les inégalités de genre afin de construire une société plus juste et plus prospère <sup>82</sup> . ([Notre traduction], Gouvernement du Mexique, 2022, p.4)

Source : créé par l'auteurice.

Selon Zhukova et al. (2021), le manque d'un consensus unique en ce qui concerne les modèles de PEF démontre les éléments appartenant aux valeurs, aux identités et aux cultures de chaque État. Comme on peut le constater dans le tableau 4.2, la Suède, l'Espagne et le Mexique, plus récemment,

<sup>80</sup>Après que le gouvernement canadien ait accepté que les documents *Plan d'action national du Canada 2017-2022 : pour la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité* (2017) et *L'approche commerciale inclusive du Canada* (2019) fassent partie de sa politique d'aide internationale, il a également commencé à adopter la terminologie dans certains documents de Politique Étrangère Féministe.

<sup>81</sup> *La igualdad es sinónimo de diversidad y, por ello, de riqueza. Riqueza en el ejercicio de los derechos por parte de toda la ciudadanía; pero también riqueza económica, prosperidad y justicia. En este sentido, la política exterior feminista promueve tanto la defensa de nuestros intereses como los valores de nuestra sociedad. La diplomacia feminista representa, al mismo tiempo, la necesaria coherencia entre la política nacional y la acción exterior del Estado. Es el reflejo, en el plano internacional, de la apuesta del Gobierno de España por la igualdad y los derechos de las mujeres.* (Gobierno de España, 2021, p. 4)

<sup>82</sup> *Conjunto de principios que buscan, desde la política exterior, orientar las acciones gubernamentales, para reducir y eliminar las diferencias estructurales, brechas y desigualdades de género con el fin de construir una sociedad más justa y próspera.* (Gobierno de Mexico, 2022, p.4)

utilisent la même nomenclature de PEF. À son tour, le gouvernement de la France, dans tous les documents analysés, a cherché à souligner l'expression « diplomatie féministe ».

De plus, la définition de chaque État se trouve directement liée aux attentes de réalisation de ses affaires étrangères en ayant pour but d'aligner son identité et ses valeurs avec l'instrument politique. Par exemple, la Suède définit sa PEF comme un agenda transformateur. Ce modèle servira à transformer la vie et les structures des femmes et des filles à partir de leur protagonisme. Le Canada définit sa PEF par le biais d'une motion d'efforts. Ces efforts concordent avec les intérêts du pays qui, en quelque sorte, vise à rompre des barrières qui peuvent intervenir dans ses relations étrangères. La France définit sa PEF à travers sa diplomatie féministe, cela étant sa politique d'État. Selon la lecture des documents de ce pays (Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, 2020 ; Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018a, 2021a, 2021b), le lien avec l'expression « diplomatie féministe » rend possible de comprendre le modèle de PEF de l'État au-delà d'une politique de gouvernement<sup>83</sup>. Pour sa part, la définition de PEF de l'Espagne cherche à l'encadrer en tant que politique synonyme de diversité et de richesse pour la mise en valeur des intérêts et des valeurs de sa société. Cela signifie que, pour le gouvernement de l'Espagne, la PEF est un synonyme d'actions de sa politique nationale, comportant la promotion des valeurs par le biais de politiques publiques pour sa société à travers différents sujets. Pour finir, nous avons la définition de PEF du Mexique qui, comme l'Espagne, utilise le terme PEF comme un synonyme de sa politique nationale. Dans le cas de cet État, en plus de la métaphore des valeurs, on utilise le terme « principes » pour expliquer la vision de sa politique pour les États qui y adhèrent.

#### 4.3. Étendue de la PEF et domaines d'action

À partir de l'analyse globale des 35 documents, nous avons pu conclure que les modèles de PEF peuvent être classés selon leur étendue de trois formes (tableau 4.3) : politiques intégrales, politiques partielles et politiques en expansion. Nous considérons les cas de la Suède, de l'Espagne

---

<sup>83</sup> Politique d'État et politique de gouvernement sont employées dans le domaine de la science politique pour déterminer des politiques distinctes et peuvent se modifier selon le parti qui est au pouvoir (politique de gouvernement) ou des politiques ancrées dans la culture et dans les actions à long terme d'un pays (politique d'État).

et du Mexique comme des politiques intégrales. Nous avons vérifié, dans les documents de ces États, le genre dans tous les domaines d'action des affaires étrangères. Notamment le cas de l'Espagne et du Mexique ont été les plus présents.

Comme deuxième type de politique, nous avons le cas du Canada pouvant être considéré comme un État ayant une PEF en expansion. Une grande partie de la littérature vue au chapitre II a démontré que le Canada a un modèle de politique d'assistance internationale. Toutefois, dans le document intitulé *Approche féministe - Note d'orientation sur l'innovation et l'efficacité*, nous avons pu remarquer que le Canada est en expansion en ce qui a trait à sa politique étrangère, en élargissant son action aux secteurs de sécurité et de commerce conjointement. D'ailleurs, comme nous avons pu l'établir dans la revue de littérature (Tiessen et al., 2020), le Canada est dans un processus de construction d'une politique intégrale appelée par le gouvernement de « livre blanc », dans laquelle il a déjà reçu des orientations de la société civile sur la façon d'améliorer et d'élargir la portée de sa politique à cette fin (*Feminist Foreign Policy Working Group, 2021*).

Finalement, comme troisième type de PEF trouvée, on a étudié le cas de la France comme un modèle politique segmenté ; dans le cas de la France, on a remarqué la motion d'illustration sur les champs où l'État agirait dans sa politique. On a constaté, dans l'extrait trouvé dans le tableau 4.3, que l'attention de la PEF française se concentre sur sa diplomatie en se distinguant de certains pays comme la Suède et le Canada dans ses modèles.



Tableau 4.3 Données générales des PEF.

État	Type de PEF	Illustration	Les domaines d'activité	Principes (approches)
Suède	Politique intégrale	En octobre 2014, la Suède est devenue le premier pays du monde à lancer une politique étrangère féministe. En adoptant cette mesure, nous avons systématiquement intégré une perspective de genre dans notre agenda de politique étrangère. ([Notre traduction], <i>Ministry of Foreign Affairs of Sweden</i> , 2018, p. 6)	Le service des Affaires étrangères suédois contribuera à garantir à toutes les femmes et les filles : 1. la pleine application des droits humains 2. la liberté d'action sans violence physique, psychologique et sexuelle 3. la participation à la prévention et à la résolution des conflits et à la consolidation de la paix après un conflit 4. la participation et l'influence politiques dans tous les domaines de la société et 5. les droits économiques et l'autonomisation économique en santé et droits sexuels et reproductifs. ([Notre traduction], <i>Ministry of Foreign Affairs of Sweden</i> , 2018, p. 19)	Cela implique que le Service des affaires étrangères suédois, dans toute sa dimension, devrait s'efforcer de renforcer tous les droits (rights), la représentation (representation) et les ressources (resources) de toutes les femmes et filles, en fonction de la réalité (reality) dans laquelle elles vivent. ([Notre traduction], <i>Ministry of Foreign Affairs of Sweden</i> , 2018, p. 11)
Canada	Politique en expansion	La politique étrangère féministe applique une perspective féministe à tous les aspects de l'engagement international du Canada, y compris la Politique d'aide internationale féministe, le Plan national d'action du Canada consacré aux femmes, à la paix et à la sécurité, l'approche commerciale inclusive du Canada et la nouvelle stratégie en matière de défense. (Gouvernement du Canada, 2019, p. 5)	<i>The core action area for the new policy—which will be integrated across all areas—is: ▪ gender equality and the empowerment of women and girls. The other action areas we have chosen are: ▪ human dignity, covering humanitarian action, health and nutrition, and education; ▪ growth that works for everyone, which targets areas such as sustainable agriculture, green technologies and renewable energy; ▪ environment and climate action focusing on adaptation and mitigation, as well as on water management; ▪ inclusive governance, including democracy, human rights, the rule of law and good governance; and ▪ peace and security, by promoting inclusive peace processes and combatting gender-based violence. (Gouvernement du Canada, 2017, p. 5)</i>	<i>Canada is adopting a Feminist International Assistance Policy that seeks to eradicate poverty and build a more peaceful, more inclusive and more prosperous world. [Gouvernement du Canada, 2017, p. 4] + Le Canada est déterminé à fournir une aide internationale féministe qui est : Fondée sur les droits de la personne et inclusive. Stratégique et concentrée ; Transformatrice et militante ; Fondée sur des faits et responsable. (Gouvernement du Canada, 2017, p. 11)</i>

France	Politique partielle	En dépit d'une ambition globale, le périmètre d'action de la diplomatie féministe française est néanmoins restreint : centré principalement autour de la diplomatie stricto sensu et de l'aide publique au développement, il n'inclut pas, contrairement à la Suède ou au Canada, l'entièreté des domaines de la politique étrangère, notamment la politique de défense et sécurité et la politique commerciale. (Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, 2020, p. 5)	Intégrer l'égalité entre les femmes et les hommes et le genre de façon transversale au cœur de l'action extérieure de la France. Obj.1 : Favoriser un renforcement de la culture institutionnelle en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et la prise en compte du genre au sein du ministère et de ses opérateurs; Obj.2 : Intensifier le plaidoyer politique de la France en matière d'égalité entre les femmes et les hommes; Obj.3 : Augmenter et améliorer la prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'APD; Obj.4 : Améliorer et renforcer la visibilité, la transparence et la redevabilité de l'action du ministère et de ses opérateurs en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes; Obj.5 : Renforcer les liens avec les acteurs de la société civile, le secteur privé et la recherche pour lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes. (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018, p. 24-35)	Principes d'action: La France structure son action autour de trois principes essentiels : une approche élargie, une approche par les droits et une approche intégrée. (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018, p. 13)
Espagne	Politique intégrale	L'Espagne s'est engagée dans une conception pratique de la politique étrangère féministe avec sa propre méthodologie orientée vers des actions concrètes. Une double approche sera suivie : nous renforcerons les axes de travail prioritaires du Service extérieur dans ce domaine tout en intégrant l'approche de genre dans toutes les phases de la politique étrangère, ainsi que dans toutes ses actions. ([Notre traduction], <i>Gobierno de España</i> , 2021, p. 7)	Alors que le processus de transversalisation de la dimension de genre sera renforcé dans tous les domaines de la politique étrangère, des actions spécifiques seront poursuivies autour de lignes d'action prioritaires. a) Femmes, paix et sécurité, b) Violence contre les femmes et les filles, c) Droits humains des femmes et des filles, d) Participation des femmes aux espaces de décision, e) Justice économique et autonomisation des femmes ([Notre traduction], <i>Gobierno de España</i> , 2021, p. 21-27)	« Cette politique sera développée sur la base de cinq principes qui régiront notre action extérieure dans toutes ses phases et tous ses domaines. > Approche transformative : > Leadership engagé : > Appropriation : > Participation inclusive et création d'alliances. Intersectionnalité et diversité. » ([Notre traduction], <i>Gobierno de España</i> , 2021, pages 7 et 8)
Mexique	Politique intégrale	Intégrer les droits de l'homme, le genre et l'intersectionnalité dans tous les domaines de la politique étrangère mexicaine. ([Notre traduction], <i>Gobierno de Mexico</i> , 2022, p. 4)	Une politique étrangère qui tienne compte de la dimension de genre et un programme étranger féministe Plus (leadership international sur les questions de genre); 2. un SRE égalitaire (améliorations organisationnelles pour un environnement de développement égalitaire); 3. un SRE exempt de violence et sûr pour tous (éradication de la violence fondée sur le genre); 4. une politique étrangère qui tienne compte de la dimension de genre et un programme étranger féministe Plus ([Notre traduction], <i>Gobierno de Mexico</i> , 2022, p. 6)	Elle rend l'approche des droits humains, la perspective de genre et l'intersectionnalité transversale dans tous les domaines de la politique étrangère mexicaine - Mettre en évidence la contribution des femmes à la politique étrangère et aux actions mondiales. - Assurer la cohérence et l'homogénéité, tant à l'interne qu'à l'externe. ([Notre traduction], <i>Gobierno de Mexico</i> , 2022, p. 4)

Source : créé par l'autrice.

Pour une meilleure compréhension du tableau 4.3, nous avons cherché à illustrer les principaux domaines d’activité des modèles de PEF mis en œuvre par les États analysés dans la figure 4.2.

Figure 4.2 Domaines d’activités des PEF



Source : créé par l’auteurice.

Nous avons remarqué que l’approche des droits humains et le travail de sécurité, orienté vers l’accomplissement de la *Résolution 1325* des Nations Unies, sont présents dans les textes d’origine de la Suède, du Canada et de l’Espagne. Par exemple, selon le texte suivant : « Le programme Femmes, paix et sécurité (FPS) ancré dans la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et les résolutions ultérieures, est l’une des priorités de l’Espagne<sup>84</sup>» ([Notre traduction], *Gobierno de España*, 2021, p. 21). En ce qui concerne cette question, on constate l’importance

<sup>84</sup> *La agenda de Mujeres, Paz y Seguridad (en adelante MPS) anclada en la resolución 1325 del Consejo de Seguridad de Naciones Unidas y siguientes, es una de las prioridades para España (Gobierno de España, 2021, p. 21).*

d'une résolution conçue à partir d'un organisme multilatéral pour la promotion de ce type de politique publique. Puis, nous avons les thèmes de la gouvernance, de l'égalité de genre, de l'institutionnalité et de la violence, qui sont partagés par au moins deux pays. À l'égard de la gouvernance, le Canada et l'Espagne dialoguent avec cet objectif. Toutefois, les deux diffèrent dans leur objectif d'action. Le Canada propose d'être partenaire à l'implémentation des améliorations aux pays partenaires : « afin de soutenir la gouvernance inclusive, nous nous efforcerons de mettre fin à la discrimination fondée sur le genre en encourageant et en protégeant les droits de la personne, en favorisant l'état de droit et en bâtissant des institutions solides » (Gouvernement du Canada, 2017, p. 9). L'Espagne propose, à travers son discours, de réaliser la création de partenariats en vue de la promotion du développement des deux États :

La Fondation Internationale et Ibero-Américaine pour l'Administration et les Politiques Publiques (FIIAPP) en tant qu'acteur du système espagnol et européen de coopération au développement, intègre la priorité stratégique et transversale de l'égalité de genre dans ses projets dans les domaines de l'inclusion et de la diversité, du handicap, de la santé, de la migration, de la modernisation de l'administration publique, de la gouvernance, du changement climatique, de la justice, de la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic illicite, et de la lutte contre le crime organisé<sup>85</sup> ([Notre traduction], *Gobierno de España*, 2021, p. 31).

À son tour, l'approche sur l'égalité de genre, même s'il s'agit du but de toutes les PEF, est explicitement abordée dans les modèles du Canada et du Mexique. Dans le cas du Mexique, par exemple, la terminologie « principes » pour son domaine d'action est mentionné dans sa « Politique étrangère sensible au genre et l'agenda étranger féministe Plus (*leadership* international en matière de genre) ». ([Notre traduction], *Gobierno de Mexico*, 2022, p. 6) Dans ce cas, nous avons vérifié que le premier domaine d'action de l'agenda mexicain est le seul explicitement orienté vers les actions extérieures au-delà de son propre ministère. Dans le cas du Mexique, il est possible de remarquer la dimensionnalité de l'action de la PEF de façon plus couramment comprise à partir des affaires étrangères entre les États. En outre, en adoptant l'expression « agenda féministe

---

<sup>85</sup> *La Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas (FIIAPP) como actor del sistema español y europeo de cooperación al desarrollo, incorpora como prioridad estratégica y transversal la igualdad de género en sus proyectos, en materia de inclusión y diversidad, discapacidad, salud, migración, modernización de la administración pública, gobernanza, cambio climático, justicia, lucha contra la trata y el tráfico de seres humanos, o lucha contra el crimen organizado (Gobierno de España, 2021, p. 31).*

étranger Plus », le Mexique cherche à ajouter à son discours des populations appartenant à des groupes minoritaires, comme des groupes racialisés et des communautés 2SLGBTQIA+ pour insérer une politique de genre dans son agenda, tel que discuté au premier chapitre (Esparza, 2021 ; Lunz et Bernarding, 2020). Pour sa part, le Gouvernement du Canada utilise son domaine abordant l'expression « égalité de genre » comme champ principal qui comprend d'autres actions proposées dans son agenda. Dans ce cas, le thème de l'égalité de genre se trouve directement lié au thème de l'autonomisation des femmes et des filles et est cité 41 fois dans le document « Politique d'aide internationale féministe du Canada » :

Le volet sur l'égalité des genre et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles sera au cœur de l'aide que nous apporterons et appuiera nos efforts visant à réduire la violence sexuelle et fondée sur le genre, à renforcer les organisations féminines et les mouvements sociaux qui défendent les droits des femmes, à accroître la capacité des gouvernements à fournir des services aux femmes et aux filles, et à améliorer les analyses des écarts entre les genre (Gouvernement du Canada, 2017, p. 9).

En tant que troisième domaine d'action commun entre au moins deux pays, nous abordons le thème de combat à la violence fondée sur le genre. D'ailleurs, on a pu déterminer que la Suède et l'Espagne sont des États qui adoptent cette terminologie :

La lutte contre la violence basée sur le genre, l'égalité professionnelle et les politiques de conciliation ou les stratégies d'impact sur le genre. Le préambule de la loi 2/2014 sur l'action de l'État et le service extérieur identifie la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et l'éradication de la violence de genre parmi les valeurs et les intérêts de notre pays<sup>86</sup> ([Notre traduction], *Gobierno de España*, 2021, p. 5).

Nous avons remarqué que, par rapport à cet aspect, les modèles de PEF cherchent à agir dans des cadres privés coïncidant avec des activités de politiques nationales concernant la violence. C'est-à-dire que bien que la recherche reconnaisse que plusieurs institutions nient des travaux de combat à la violence fondée sur le genre, les évolutions visant à démontrer que le sujet de la violence à l'égard des femmes est systémique (Oxfam Canada, 2018) offrent l'opportunité d'insérer cet

---

<sup>86</sup>*La lucha contra la violencia de género, igualdad de género en el ámbito laboral y en políticas de conciliación, o presupuestos con impacto género. El preámbulo de la Ley 2/2014 de Acción y del Servicio Exterior del Estado identifica la promoción de la igualdad entre mujeres y hombres y la erradicación de la violencia de género entre los valores e intereses de nuestro país (Gobierno de España, 2021, p. 5).*

élément dans des propositions d'agenda de PEF. Par exemple, nous avons le cas de la France qui mentionne :

La reconnaissance politique du phénomène de féminicide et la lutte contre ses différentes formes (meurtres de filles à la naissance et sélection basée sur le sexe, crimes d'honneur, féminicides intimes et violence domestique, féminicides liés à la dot, non intimes) {...} En France, la Commission nationale consultative des droits de l'homme recommande « l'usage du terme féminicide à la fois sur la scène internationale dans le langage diplomatique, mais aussi dans le vocabulaire courant, en particulier dans les médias ». Le droit pénal français ne reconnaît pas le féminicide. Cependant, la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté du 27 janvier 2017 permet d'aggraver les crimes ou délits commis en raison du sexe de la victime (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018, p. 21).

Cet exemple démontre que l'insertion du domaine du combat de la violence à l'égard des femmes soulève de nouvelles possibilités d'approches sur ce thème.

Finalement, comme quatrième domaine, nous soulignons que les objectifs institutionnels proposés pour la France et le Mexique ont une prépondérance significative envers le domaine d'action, c'est-à-dire que pour ces deux États, il est nécessaire que le travail de PEF commence à partir de transformations et d'ajustements dans leurs organismes nationaux. Sur ce point, l'action institutionnelle<sup>87</sup> est apparue dans le modèle français dans trois de ses cinq objectifs et, dans le cas du Mexique, cinq fois parmi ses six objectifs.

Il convient de souligner d'autres sujets qui sont énumérés dans les modèles de PEF comme domaines d'action de ces politiques. Par exemple, les thèmes de croissance économique par les États de la Suède et de l'Espagne ont été énumérés comme synonymes de droits et de justice liés à *l'empowerment*. En ce qui concerne les politiques de promotion de la santé, seule la Suède les a ajoutées à la condition de champs directs d'action dans sa PEF. Cependant, le Canada a aussi inclus ce sujet auprès du domaine des droits humains. Nous avons remarqué quand même que le travail pour la promotion du thème de la santé, des droits sexuels et reproductifs était présent dans la plupart des documents, comme en témoigne cet extrait : « En vue de promouvoir la dignité

---

<sup>87</sup> Nous comprenons ici l'action institutionnelle comme une action réalisée sur la base de directives du gouvernement ou des Ministères.

humaine, nous soutiendrons l'accès à des soins de santé de qualité, à la nutrition et à l'éducation, ainsi qu'à une aide humanitaire disponible en temps opportun et adaptée aux besoins, tout en nous fondant sur des principes qui s'articulent selon les besoins particuliers et le potentiel des femmes et des filles » (Gouvernement du Canada, 2017, p. 9).

Par rapport à cette question, nous avons noté une mise en exergue de la promotion des droits reproductifs. À l'égard de ces droits, nous avons remarqué que les documents mentionnent à la fois les actions capables de promouvoir la dépénalisation des avortements et les moyens pour combattre la mortalité maternelle, comme c'est le cas de la Suède. Ce pays

a contribué à ce que des milliers de personnes aient reçu des entraînements pour devenir sages-femmes toutes les années, ce qui a fait en sorte que des millions de femmes accouchaient grâce à l'assistance de personnes qualifiées. Par exemple, la Suède a financé la formation professionnelle de sages-femmes en Afghanistan, au Myanmar, au Soudan du Sud et en Zambie ([Notre traduction], Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2018, p. 29).

Toutefois, pour cet aspect, nous n'avons pas pu identifier beaucoup d'actions orientées vers des groupes intersectionnels appartenant à la politique. Par exemple, en ce qui a trait à la santé, dans les 35 documents, on a pu identifier seulement trois mentions d'actions directes qui concernent la communauté 2SLGBTQIA+, comme ce fut par exemple le cas du Canada en 2020 qui, à partir de sa PEF, a contribué à un projet développé en Équateur, comme illustré dans l'extrait ci-dessous :

Soutenir les migrants LGBTQ2+ provenant du Venezuela en Équateur. Dans la foulée de la crise au Venezuela, l'Équateur accueille un nombre croissant de migrants vénézuéliens. {...} Grâce au Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL), Dialogo Diverso a lancé « Mi Casa Fuera de Casa » (mon deuxième chez-moi), premier lieu de rassemblement et centre de référence destiné aux migrants LGBTQ2+ pour leur fournir un accès aux services et aider à assurer le lien avec les réseaux de soutien locaux. {...} Grâce au soutien du Canada, Dialogo Diverso a aidé plus de 500 personnes LGBTQ2+ et leurs familles, tout en partageant son expérience et ses pratiques exemplaires avec d'autres organismes aux vues similaires au Chili, en Colombie et au Pérou (Affaires mondiales Canada, 2020, p. 65).

En outre, ce n'était pas seulement concernant le thème de la santé qu'on a pu remarquer un faible nombre d'actions et de discours décrits dans les documents analysés pour les femmes appartenant

à des groupes minoritaires. De plus, dans le cas des femmes appartenant à la population 2SLGBTQIA+, on a détecté seulement six mentions à ce groupe à travers 35 documents. Malheureusement, la plupart des documents politiques présentent les femmes de manière essentialiste aux côtés des filles, ou les présentent comme des femmes et des personnes LGBT. D'ailleurs, même si elles ne contemplent pas les actions spécifiques inscrites dans les modèles de PEF, on a pu remarquer une mention des États par rapport à la pandémie de COVID-19. Par exemple, la Suède mentionne :

*In these times it is more important than ever to pursue feminist foreign policy to advance global gender equality and women's and girls' full enjoyment of human rights. Sweden required a gender and rights perspective in the COVID-19 response at an early stage and, as a major donor of core support, it has been able to contribute to organisational transition and has also increased its own gender equality support (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2021, p. 1).*

Ce point nous permet de réaliser que les modèles de PEF peuvent être adaptés aux demandes existantes, ce qui élargit les possibilités de constructions qui inclueront plus de sujets dans cette politique. Par rapport à cette question, notons aussi que les politiques s'adaptent et élargissent leurs discours à partir de nouveaux documents subsidiaires aux modèles de PEF de chaque État, comme nous l'avons d'ailleurs mentionné au troisième chapitre.

#### 4.4 Conceptualisations de genre dans les PEF

Pour la présentation des résultats par rapport au sujet de genre, nous utiliserons les catégories indiquées aux tableaux 3.1 (Mathieu, 1996) et 3.4 (Dombos et al, 2012).

##### 4.4.1 Paradigmes de genre

Le tableau 4.4 présente une synthèse des paradigmes de genre adoptés dans les documents politiques.



Tableau 4.4 Paradigmes de genre dans les documents et les discours de PEF.

État	Nom du document	Année	Paradigmes du genre	Illustration
Suède	<i>Examples of what Sweden's feminist foreign policy has contributed to</i>	2018	Homologie*	<i>Gender in trade policy is not a women's issue; it is a market access issue. This means that men and women must benefit equally from, and have equal access to, global markets. It also means that sectors, products and services that have positive gender impacts must be given priority in trade negotiations. (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2019, p. 2)</i>
	<i>Feminist Trade Policy</i>	2019		
	<i>Sweden's feminist foreign policy. Examples from three years of implementation</i>	2017	Analogie - homologie	<i>2) Freedom from violence. Sweden has worked actively to give visibility to and combat destructive masculine norms and to strengthen countries' capacities to prosecute perpetrators, assist crime victims and reintegrate soldiers. Sweden has also contributed to increasing knowledge about the link between the uncontrolled spread of weapons and sexual violence against women, and to more actors joining efforts to combat sexual and gender-based violence in crisis situations, and making more than 300 commitments. (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2017, p. 2)</i>
	<i>Handbook Sweden's feminist foreign policy</i>	2017		
	<i>Government Communication 2019/20:17 Sweden's feminist foreign policy</i>	2019		
	<i>Swedish Foreign Service action plan for feminist foreign policy 2015–2018 including focus areas for 2017</i>	2017	Analogie	<i>The pandemic makes existing inequalities for women and girls, as well as discrimination of other marginalized groups such as persons with disabilities and those in extreme poverty worse and risk impeding the realization of human rights for women and girls. Participation, protection and potential of all women and girls must be at the center of response efforts. These efforts must be gender-responsive and consider different impacts surrounding detection, diagnosis and access to treatment for all women and men. (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2020, p.4)</i>
	<i>SEK 1 billion to Government's first global gender equality strategy</i>	2018		
	<i>The Swedish Foreign Service action plan for feminist foreign policy 2019–2022, including direction and measures for 2021</i>	2021		
Canada	Indicateurs de la Politique d'aide internationale féministe	2017	Homologie	Nombre de personnes ayant bénéficié de projets soutenant le renforcement du pouvoir économique des femmes (ODD 5.A). (Affaires mondiales Canada, 2019, p. 3)
	Approche du Canada en matière de transparence et de dialogue ouvert dans l'aide internationale canadienne – Note d'orientation	2019		
	Rapport au Parlement sur l'aide internationale du Gouvernement du Canada 2019-2020	2021		
	Politique d'aide internationale féministe du Canada	2017	Analogie - homologie	L'élimination des obstacles à l'égalité des genre et la création de meilleures possibilités contribuent à faire des femmes et des filles de puissantes agentes de changement, de sorte qu'elles puissent améliorer leur propre vie, celle de leur famille, de leur communauté et de leur pays. Il s'agit là d'une façon efficace de réduire la pauvreté pour tous. (Gouvernement du Canada, 2017, p. 8)
	Canada's feminist approach to addressing unpaid and paid care work through international assistance	2017	Analogie	La pandémie de COVID-19, qui exacerbe les inégalités et met en lumière la crise imminente de la prestation de soins, nous amène à chercher à approfondir et à élargir les programmes conçus pour relever ces défis au moyen de programmes qui reconnaissent, réduisent et règlent la répartition inégale de la prestation de soins

				non rémunérée et rémunérée et qui soutiennent les travailleurs chargés de la prestation de soins non rémunérée et rémunérée et protègent leurs droits afin de s'attaquer à une cause fondamentale des inégalités dans le monde. (Gouvernement du Canada, 2017, p. 5-6)
	Plan d'action national du Canada 2017-2022 : Pour la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité	2017	Analogie - Idéologie	En août 2018, le Canada a accueilli la Conférence de la Coalition pour les droits égaux axée sur la promotion des droits des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenre, <i>queers</i> , bispirituelles et autres (LGBTQ2+) à Vancouver, en Colombie-Britannique. En février 2019, le Canada a annoncé un financement de 30 millions de dollars sur cinq ans, puis de 10 millions par an, pour promouvoir les droits de la personne et améliorer les résultats socioéconomiques des personnes LGBTQ2+ dans les pays en développement. (Affaires mondiales Canada, 2020, p. iii)
	Rapport au Parlement sur l'aide internationale du Gouvernement du Canada 2019-2020	2020		
	Approche féministe - Note d'orientation sur l'innovation et l'efficacité	2019		
	Rapport au Parlement sur l'aide internationale du Gouvernement du Canada 2018-2019	2020		
	<i>Civil Society Partnerships for International Assistance Policy</i>	2020		
	<i>Discussion Paper on Feminist Foreign Policy</i>	2021	Ideologique-analogie	<i>LGBTQI2S+ rights As Dignity Network Canada has reported, over one-third of UN member states continue to criminalize consensual same-sex sexual acts, legislative provisions in support of transgender identities and rights remain elusive in the vast majority of countries, and the rights of intersex people are still only rarely acknowledged. 12 Violence and discrimination against LGBTQI2S+ people is legal or accepted in far too many parts of the world, but progress is being made, particularly in countries where governments have explicitly supported social, legal, and policy reforms. A feminist, rights-based approach to foreign policy must recognize the marginalization of LGBTQI2S+ people and centre their rights in policies and programming. (Feminist Foreign Policy Working Group, 2021, p. 8)</i>
France	Stratégie internationale de la France pour l'égalité entre les femmes et les hommes	2018	Homologie	Le respect des droits des femmes, l'égalité entre les femmes et les hommes et le refus de toutes les discriminations fondées sur le sexe sont un fondement de la politique extérieure de la France et de sa politique de développement (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018, p. 14)
	La diplomatie féministe - D'un slogan mobilisateur à une véritable dynamique de changement ?	2020	Homologie - Analogie	À la différence de la Suède, la France n'a pas formulé de cadrage théorique et privilégie une approche pragmatique et évolutive. Portée par l'engagement présidentiel de faire de l'égalité femmes-hommes la « grande cause du quinquennat », elle utilise les termes mobilisateurs de diplomatie féministe pour défendre les droits des femmes dans un contexte international de remise en cause de ces droits, en particulier des droits sexuels et reproductifs. (Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, 2020, p. 5)
	Le Fonds de soutien aux organisations féministes	2021		
	Marlène Schiappa, lors de l'ouverture de la 62 <sup>e</sup> session de la Commission sur le Statut des Femmes (CSW) à l'ONU, le 12 mars 2018.	2018	Analogie	

	Discours du Président de la République, Emmanuel Macron, à la 73 <sup>e</sup> Assemblée générale de l'ONU, le 26 septembre 2018.	2018		Faire vivre concrètement cette diplomatie féministe, c'est travailler à un meilleur accès à l'éducation partout dans le monde pour les jeunes filles comme pour les jeunes garçons. {...} Pour y parvenir, le président de la République a annoncé la mise en place d'un instrument financier pour l'entrepreneuriat des femmes, favorisant l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes. (France Diplomatie, 2019, p. 1)
	Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, sur l'action de la France en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le monde à Paris, le 8 mars 2019.	2019		
	Discours du Président de la République, à l'occasion de la conférence des ambassadeurs et ambassadrices, le 27 août 2019.	2019		
Espagne	<i>Intervención del presidente en la presentación de la guía de política exterior feminista</i>	2021	Analogie - Homologie	Tout d'abord, en raison du fait que nous poursuivons l'objectif de résoudre les écarts existants en matière socio-économique, de travail, juridique et culturelle entre les hommes et les femmes, mais aussi parce que nous savons qu'en Espagne il y a beaucoup de femmes et de nombreux groupes qui se sentent oubliés ou négligés, surtout lorsque nous souffrons d'une crise. ([Notre traduction], <i>Gobierno de España</i> , 2021, p. 5)
	<i>Ministry of Foreign Affairs boosts Spain's central role in the European Union, multilateralism and feminist foreign policy in 2020</i>	2020	Analogie	Notre pays défendra la lutte contre les discriminations, la défense et la promotion des droits des femmes et des filles, ainsi que l'établissement d'engagements sérieux pour combler les nombreux écarts existants, notamment en matière économique et d'égalité des chances. ([Notre traduction], <i>Gobierno de España</i> , 2021, p. 43)
	<i>Estrategia de Acción Exterior 2021 - 2024</i>	2021		
	<i>Política Exterior Feminista - Impulsando la Igualdad en la Acción Exterior española</i>	2021	Idéologie - analogie	En plus de la discrimination fondée sur le genre, les femmes peuvent également subir une discrimination en raison de leur origine ethnique ou raciale, de leur orientation sexuelle et de leur identité de genre (femmes LGBTI), de leur statut économique, de leurs croyances religieuses, de leur handicap ou de leur lieu d'origine. ([Notre traduction], <i>Gobierno de España</i> , 2021, p. 8)
Mexique	<i>México anuncia la adopción de su Política Exterior Feminista. Comunicado No. 015</i>	2020	Analogie - Homologie	De même, conformément à la politique multilatérale du Mexique, la politique étrangère féministe sera promue afin d'intégrer l'approche des droits de l'homme, la perspective de genre et l'intersectionnalité dans tous les domaines de la politique étrangère mexicaine, ainsi que de rendre visible la contribution des femmes à la politique étrangère et aux actions mondiales. ([Notre traduction], Secretaría de Relaciones Exteriores, 2020, p. 39)
	<i>Mensaje del canciller Marcelo Ebrard Casaubon en el marco de la 74 Asamblea General de la ONU.</i>	2019		
	<i>Programa Sectorial de Relaciones Exteriores 2020-2024.</i>	2020		
	<i>La Política Exterior Feminista del Gobierno de México</i>	2022	Analogie	Principe 4. Visibilité du personnel féminin de la SRE. Image graphique de la PEF dans toutes les actions et espaces de la SRE. Communication inclusive (guide inclusif et non sexiste qui prend en compte les groupes historiquement discriminés). ([Notre traduction], <i>Gobierno de México</i> , 2022, p. 14)

Source : créé par l'autrice.

Premièrement, les documents analysés permettent de mettre en évidence que presque la totalité (28) des PEF mobilisent des perspectives de genre binaires à partir du paradigme homologue ou en identifiant le genre comme des constructions symboliques de sexe, sous la perspective analogue. Rappelons que la définition de genre homologue est celle qui définit le sexe comme le genre, et les deux appellations sont définies dans l'identification de naissance du sujet (Mathieu, 1996). Pour sa part, la définition analogue s'inscrit encore dans une binarité similaire à l'homologue, mais en reconnaissant le genre comme une catégorie symbolique de sexe (Mathieu, 1996).

Dans quelques documents, vu leur complexité et la variété des sujets, on a pu identifier des discours dont la perspective est à la fois analogue et homologue. Par exemple, les documents complémentaires à ceux qui présentent la PEF du Mexique (2019, 2020a, 2020b) et du Canada (Affaires mondiales Canada, 2020 ; *Feminist Foreign Policy Working Group*, 2021 ; Gouvernement du Canada, 2017b), mentionnent des femmes et des personnes 2SLGBTIA+. Dans notre analyse, on a pu répertorier au moins 77 mentions qui se situe entre des perspectives binaires et hétérosexuelles en contribuant à la compréhension de cette catégorie d'analyse. Un autre exemple a été trouvé dans les extraits de documents politiques, comme dans le cas du gouvernement de la Suède, lequel cite ce qui suit : « Le Service des Affaires Étrangères de la Suède utilisera aussi les analyses d'égalité de genre sur la base des données ventilées par sexe et par âge dans des rapports et des activités de routine » (*Ministry of Foreign Affairs of Sweden*, 2018, p. 38). Dans cet extrait, on a pu remarquer que les catégories d'analyse de la politique sont indiquées sur la base des facteurs de définition de genre basés sur le sexe de naissance des individus.

De façon moins explicite, nous avons pu aussi trouver des discours qui faisaient des analogies sur des femmes et des filles en les plaçant dans une même catégorie analytique. Tel que vu dans le deuxième chapitre, cela accorde une réduction de la dimension que le sujet du combat à la violence basée sur le genre peut entretenir, au-delà du fait de contribuer avec une sous-catégorisation des femmes qui font partie d'un même groupe de soins et de politique que les

enfants. Par exemple, dans un des documents du Canada, on a pu remarquer l'utilisation de cette catégorie à partir de ce qui suit :

La menace constante de la violence sexuelle et sexiste. On estime qu'une femme sur trois à l'échelle mondiale a été victime d'une forme ou d'une autre de violence physique ou sexuelle au cours de sa vie, violence souvent commise par un partenaire intime ou un membre de la famille. La menace de violence est aussi une réalité pour les filles puisque plus d'une fille sur 10 (120 millions) a été victime de relations ou d'actes sexuels forcés à un moment ou l'autre de sa vie. Les mutilations génitales féminines et l'excision sont aussi une menace persistante. On compte aujourd'hui environ 200 millions de filles et de femmes qui ont été victimes de cette pratique dans 30 pays du monde (Gouvernement du Canada, 2017a, p. 14 et 15).

Toutefois, avec la mise en œuvre et l'application de ces politiques, nous avons pu remarquer, principalement dans le cas du Gouvernement du Canada, une adaptation dans son discours, diminuant les termes d'origine binaire, par exemple, « selon la Politique d'aide internationale féministe, l'égalité des genre et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles, dans toute leur diversité, est le meilleur moyen de contribuer à ce mandat ainsi qu'à des engagements et à des obligations plus larges, tant à l'échelon ministériel qu'à l'échelle mondiale » (Gouvernement du Canada, 2019, p. 2). Dans ce document, au-delà de la compréhension de la nomenclature des femmes et des filles dans toute leurs diversités, on a remarqué la croissance d'actions abordées dans sa PEF incluant la population qui fait partie de la communauté 2SLGBTQIA+.

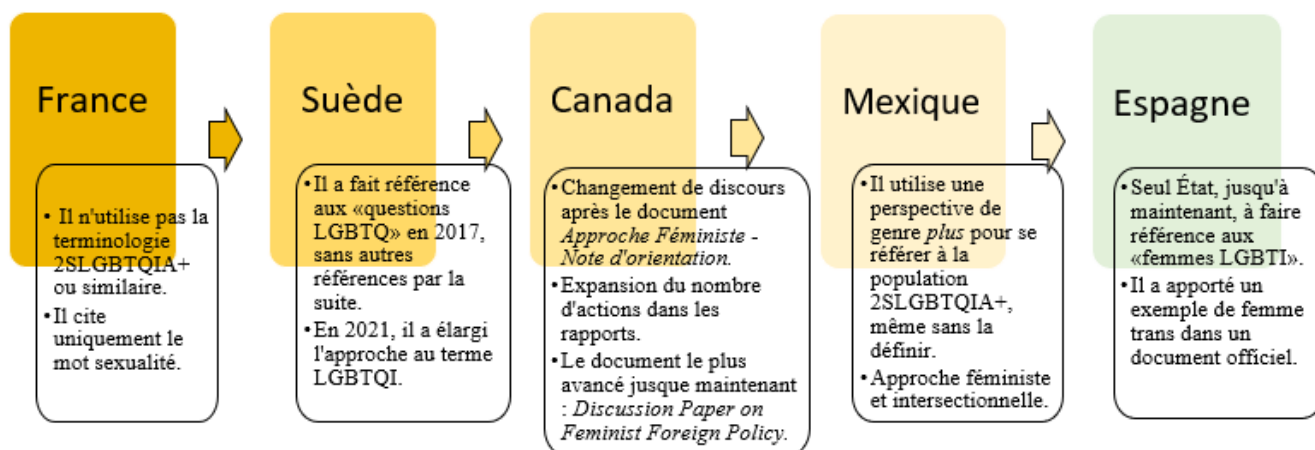
Par rapport à cette question, nous nous sommes rendu compte aussi d'un mouvement inverse en ce qui concerne les positions écrites dans les documents de la Suède : « *Managers in key positions also receive support to mainstream gender into their operations through a Gender Coach Program. In addition, a special initiative is being implemented to enhance the Foreign Service's skills in handling LGBTQ issues* » (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2017, p. 18)<sup>88</sup>. À cet égard, en tenant compte de l'aspect mentionné précédemment, on a pu aussi remarquer des schémas différents dans chacun des pays, en établissant un plus grand champ d'application et en

---

<sup>88</sup> On comprend que les modèles de PEF évoluent de plus en plus, mais les approches par rapport au genre, qui utilisent de manière adéquate la terminologie, ont été remarqués dans le cas de la Suède, plus spécifiquement en 2017, et pas dans les autres documents produits ultérieurement.

accordant un plus grand soin aux terminologies d'inclusion quant au sujet de genre. La figure 4.3 illustre l'évolution dans le discours de l'approche de genre des PEF.

Figure 4.3 Évolution dans le discours en ce qui concerne l'approche de genre des PEF.



Source : créé par l'autrice.

Le schéma ci-dessus nous permet de synthétiser visuellement les informations qu'on a été capable de trouver dans les documents analysés de manière comparative par rapport à l'approche de genre. Ainsi, on a pu constater que la manière dont le thème du genre est inclus par chaque État est différente quant à sa perception ainsi que ses actions, ses approches et les progrès à ce sujet. Nous commençons par le cas de la France. Cet État, ne mobilise pas de mots qui permettent d'inclure les personnes à partir de leur orientation sexuelle, leur identité, leur expression de genre et leurs caractéristiques sexuelles (SOGIESC). Cependant, un des seuls moments présents dans son agenda de PEF où on peut trouver la référence à l'inclusion réfère aux questions de santé et de droits reproductifs : « la libre disposition par les femmes et filles de leur corps et leur libre décision sur leur sexualité et leur santé reproductive » (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018, p. 18).

Dans le cas de la Suède, on a remarqué, dans cinq des six documents analysés, au moins une inclusion concernant la population 2SLGBTQIA+. Comme noté auparavant dans le document *Swedish Foreign Service action plan for feminist foreign policy 2015–2018 including focus areas for 2017*, nous prenons conscience de l'intention de l'adoption d'habiletés du sujet pour pouvoir

aborder cette inclusion. Cependant, malgré les rares marqueurs d'inclusivité (environ trois à cinq par document), nous observons peu d'actions visant à atteindre ce but. De plus, son langage par rapport « aux femmes, aux filles et aux personnes LGBTQ » ne donne pas la possibilité d'identifier les femmes qui composent ce groupe, mais qui appartiennent également à la population 2SLGBTQIA+. De plus, on constate une contradiction discursive au plan des actions, comme noté précédemment.

Le troisième État qui peut être inclus comme un de ceux qui ont évolué dans son approche en ce qui concerne le genre est le Canada. Au-delà de l'adoption d'un changement de position en 2019, il a été possible aussi de trouver un plus grand nombre d'actions menées après la lecture de deux rapports envoyés au parlement du pays de 2018-2019 (trois actions) et 2019-2020 (huit actions). Comme progrès, le gouvernement a encore proposé, dans sa note d'orientation, l'adoption de deux mécanismes d'analyse,

soit l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) et l'analyse des droits de la personne. L'ACS+ évalue les répercussions potentielles des politiques, des programmes et des initiatives sur divers groupes de personnes - femmes, hommes et personnes non binaires - en analysant une multitude de facteurs identitaires qui se recoupent. L'analyse des droits de la personne examine la situation des droits de la personne à l'échelle nationale, régionale et sectorielle, cerne le problème fondamental du point de vue des droits de la personne, examine les parties prenantes, notamment les détenteurs d'obligations et les détenteurs de droits les plus marginalisés, et relève les lacunes dans la capacité de ces groupes en matière de droits de la personne. Cette analyse va au-delà des besoins fondamentaux pour examiner les obstacles au plein exercice des droits de la personne dans un contexte donné (y compris les rapports de force inégaux) et met l'accent sur la participation et le renforcement du pouvoir des acteurs de développement tout au long du processus, notamment les plus marginalisés et les plus difficiles à atteindre (Gouvernement du Canada, 2019, p. 11).

En dernier lieu, en ce qui concerne cet État, le document *Discussion Paper on Feminist Foreign Policy* (2021), élaboré à travers d'un groupe de travail proposé par la *Global Affairs Canada* (GAC), a démontré être le document le plus avancé jusqu'au moment en cours de discussion sur le sujet de PEF et des progrès pour l'inclusion de personnes bénéficiaires de cette politique. Selon le document: « *A working group of organizations has come together to gather inputs from activists, practitioners and scholars who are actively engaged in thinking about Canadian foreign*

*policy from feminist perspectives* » (Feminist Foreign Policy Working Group, 2021, p. 1). Précisons que ce document ne fait pas partie de l'agenda officiel du gouvernement, mais a été élaboré pour contribuer à l'implémentation de cette politique.

Nous avons noté qu'un quatrième État favorise une perspective plus inclusive dans sa PEF. Il s'agit du Mexique. Dans sa politique, le Mexique, tel que vu au deuxième chapitre, adopte la terminologie « genre Plus » pour regrouper les sujets appartenant à des populations minoritaires où celui-ci a pour but d'agir. Dans son seul document disponible, il cite que sa PEF est différente des autres, vu qu'elle : « rend l'approche des droits humains, la perspective de genre et l'intersectionnalité transversale dans tous les domaines de la politique étrangère mexicaine et rend visible la contribution des femmes à la politique étrangère et aux actions mondiales<sup>89</sup> » ([Notre traduction], *Gobierno de Mexico*, p. 4). Toutefois, en raison du manque de documents officiels qui abordent cette politique et intègrent de manière plus précise sa position, il sera nécessaire d'attendre des documents et des discours éventuels de façon à valider cette première systématisation de l'évolution de l'adoption de la terminologie de genre dans les PEF.

Pour finir, comme dernier État à adopter des terminologies et des actions comprenant une approche de genre, nous avons l'Espagne. Selon cet État, dans un de ses principes de PEF se trouve l'axe d'intersectionnalité et de diversité. D'après ce pays :

Intersectionnalité et diversité : l'intégration de l'approche de genre dans la politique étrangère implique nécessairement de travailler dans la perspective de l'intersectionnalité. Il n'est pas possible de progresser sur la situation réelle des femmes et des filles sans prendre en compte le fait que les discriminations peuvent être multiples. Les femmes sont victimes de discrimination parce qu'elles sont des femmes, mais elles peuvent également être victimes de discrimination en raison de leur origine ethnique ou raciale, de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre (femmes LGTBI), de leur statut économique, de leurs convictions religieuses, de leur handicap ou de leur lieu d'origine ([Notre traduction], *Gobierno de España*, 2021, p. 8).

---

<sup>89</sup> *Hace transversal el enfoque de derechos humanos, la perspectiva de género y la interseccionalidad, en todas las áreas de la política exterior mexicana e visibilizar el aporte de las mujeres a la política exterior y a las acciones globales (Gobierno de Mexico, p. 4).*



Comme on a pu noter, cet État reconnaît les femmes qui font partie de la population 2SLGBTQIA+ en tant que bénéficiaires et utilisatrices de cette politique. Par rapport à l’approche de l’État, nous remarquons cet agenda comme étant le premier qui mentionne de façon explicite ce point en encourageant la nécessité de travailler avec des politiques inclusives dans différentes tranches intersectionnelles au sein de la politique. De plus, dans son document, la PEF espagnole affirme soutenir la promotion de la visibilité des femmes trans, comme dans l’exemple : « L’ambassade est en contact régulier avec des acteurs clés pour la promotion de l’égalité dans le contexte national, comme la congressiste transgenre Geraldine Román qui a intégré l’Académie philippine de la langue espagnole en 2019<sup>90</sup> ([Notre traduction], *Gobierno de España*, 2021, p. 10).

#### 4.4.2. Typologies basées sur le genre

En tant que deuxième catégorie d’analyse par rapport au genre, nous avons adopté le codage des documents à partir de la typologie basée sur le genre<sup>91</sup> développée par Dombos et al (2012). Le tableau 4.5 offre une synthèse de cette analyse.

Tableau 4.5 Typologies basées sur le genre.

Typologie	1. Élaboration de politiques inclusives	2. Explication du genre	3. Compréhension structurelle du genre	4. Inclusion intersectionnelle	5. Engagement en faveur de l’égalité de genre	N/D
Nombre de documents	4	6	2	4	29	3

Source : développé par l’auteurice.

Même si nous identifions les documents à partir de leur type de politique, c’est en s’appuyant sur la reconnaissance de la typologie basée sur le genre qu’est mise en évidence l’ampleur de la discussion et l’approfondissement des modèles de PEF. Comme l’indique le tableau général de la

<sup>90</sup> *Contactos bilaterales > Contactos bilaterales: La embajada está en contacto habitual con actores clave para el fomento de igualdad en el contexto nacional, como es la congressista transexual Geraldine Román, que se unió a la academia filipina de la lengua española en 2019 (Gobierno de España, 2021, p. 10).*

<sup>91</sup> *Contactos bilaterales > Contactos bilaterales: La embajada está en contacto habitual con actores clave para el fomento de igualdad en el contexto nacional, como es la congressista transexual Geraldine Román, que se unió a la academia filipina de la lengua española en 2019 (Gobierno de España, 2021, p. 10).*

section 4.1, les documents politiques contenaient plus d'une typologie de classification (par exemple, le document officiel de la PEF du Canada et de l'Espagne). Pourtant, ce qui semble évident est la disparité des approches sous-représentées comparativement à la typologie d'engagement en faveur de l'égalité de genre. La typologie basée sur le genre démontre que les documents politiques circonscrivent de manière explicite l'idée d'égalité de sexe et organisent des objectifs ou des activités pour les atteindre (Dombos et al., 2012).

Il est donc intéressant de les mettre en contexte à l'égard des autres typologies (tableau 4.5). D'abord, la deuxième typologie de ce tableau (4.5) fait référence à quelles politiques démontrent de manière plus explicite une approche de genre. Tel que vu dans la figure 4.3, les États se trouvent dans une évolution par rapport à leur langage en ce qui concerne le genre et explicitent maintes fois le terme « genre » en faisant allusion à une tendance binaire seulement. Par exemple, le document *Stratégie internationale de la France pour l'égalité entre les femmes et les hommes* (2018) cite 287 fois la terminologie « genre ». Or, il n'inclut nulle part la nomenclature destinée aux termes orientation sexuelle, identité de genre, expression de genre et caractéristiques sexuelles (SOGIESC) ou le sigle 2SLGBTQIA+ et ses variétés. Cela signifie que l'explicitation de genre qui a été identifié dans 6 documents politiques (tableau 4.5) peut ne pas prendre en compte une vraie compréhension sur ce que signifie le terme genre. Cette tendance est renforcée dans la typologie présentée dans le tableau 4.5 sur la compréhension structurelle du genre. On n'a pu identifier cette typologie que dans deux documents appartenant à la PEF du Canada, lesquels traitent le sujet de façon structurelle. Dans ce cas, nous avons remarqué que le meilleur document pour envisager la compréhension de genre est celui d'orientation pour la politique canadienne *Discussion Paper on Feminist Foreign Policy* (2021). Dans ce document, à partir de la collecte d'orientations de la société civile et d'organismes internationaux, il est possible d'en approfondir la compréhension au-delà des catégories sexuelles, mais en englobant la complexité concernant la catégorie de genre. À son tour, le deuxième document trouvé dans cette typologie, intitulé *Approche féministe - Note d'orientation sur l'innovation et l'efficacité* (2019), apporte des progrès dans la manière de traiter le sujet. Comme on peut le voir, par exemple, dans l'extrait suivant :

Selon la Politique d'aide internationale féministe, l'égalité des genre et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles dans toute leurs diversités, sont les meilleurs moyens de contribuer à ce mandat ainsi qu'à des engagements et à des obligations plus larges, tant à l'échelon ministériel qu'à l'échelle mondiale (Affaires mondiales Canada, 2019, p. 13).

Cependant, au niveau gouvernemental, le gouvernement du Canada propose quatre autres documents (Affaires mondiales Canada, 2019, 2021; *Feminist Foreign Policy Working Group*, 2021; Gouvernement du Canada, 2017) à partir desquels il n'est pas possible de remarquer la permanence du même niveau d'approche qui couvrent des structures de compréhension de genre, comme celui cité précédemment.

En outre, par rapport aux typologies d'élaboration des politiques inclusives et d'inclusion intersectionnelle, celles-ci ont eu la même quantité de documents identifiés, mais sont différentes en ce qui concerne leur approche. Dombos et al. (2012) affirment que les politiques d'élaboration inclusive impliquent la consultation de différents sujets afin de développer un document. À l'égard de l'inclusion intersectionnelle, nous comprenons que les documents font état qu'il existe d'autres formes d'inégalité au-delà du genre. En tant que documents inclusifs, nous avons trouvé deux exemples de PEF du Canada (*Feminist Foreign Policy Working Group*, 2021; Gouvernement du Canada, 2017c), ainsi qu'un exemple de la France (Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, 2020) et un exemple de déclaration collective parmi les pays par rapport à la COVID-19<sup>92</sup>. Nous soulignons l'exemple de la déclaration collective sur le cas de la pandémie comme un premier effort public en accord avec tous les pays pour débattre un sujet émergent, urgent et de portée internationale.

En ce qui concerne l'inclusion intersectionnelle, nous avons trouvé deux exemples issus de l'Espagne (2021a, 2021b), le document de présentation de la PEF du Mexique (2022) et le document de discussion avec la société civile de la PEF du Canada (2021). Nous soulignons que dans d'autres documents, il est possible d'identifier un discours englobant les différentes formes

---

<sup>92</sup> Pour en savoir plus, voir <https://www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2020/05/declaration-sur-la-protection-de-la-sante-et-des-droits-sexuels-et-reproductifs-et-la-promotion-de-legalite-des-genre-pendant-la-crise-de-la-covid-19.html>.

d'oppression que les femmes peuvent subir, mais on comprend que peu d'exemples ont été ajoutés dans le but de démontrer cette prise de conscience en tant que priorité d'action. À leur tour, dans les PEF de l'Espagne (2021a) et du Mexique (2022), par exemple, nous avons trouvé le sujet de l'inclusion et de la diversité comme axes d'action. Cela rend possible une approche plus objective par rapport à ce thème.

Pour finir, il convient de souligner trois types de documents qui n'ont pas pu être codés par rapport à leur typologie de genre. Ce sont la déclaration du président de la France dans une conférence destinée aux ambassadeurs et aux ambassadrices (2019), le message du chancelier du Mexique à la 74e Assemblée Générale des Nations Unies (2019) et le programme sectoriel des Affaires étrangères du Mexique 2020 – 2024 (2020). Dans ces documents, nous avons remarqué peu de mentions sur les sujets liés aux PEF, même s'ils sont destinés à être des moments de discussion du thème. Dans le document de la France (2019), on trouve cinq fois la mention des termes « femme » ou « féminisme ». À son tour, dans les documents du Mexique (2019, 2020), on n'a pu trouver qu'une mention au mot « féministe », sans trouver des variations de la même catégorie ou le terme « femme ».

#### 4.5 Des discours en tant qu'attributs de valeurs, d'identités et d'autorités des États

Une question importante à souligner à l'égard de l'analyse des modèles de PEF est la présence de discours dans le but de construire l'autorité de la part des États. Selon Zhukova et al. (2021), les modèles de PEF construisent des éléments discursifs qui rendent possibles l'instrumentalisation de leurs valeurs et le renforcement de leurs identités nationales en établissant des connexions et la consolidation des réseaux auprès de partenaires régionaux et multilatéraux. Tous les pays sans exception se positionnent comme étant des leaders internationaux en matière de PEF (et d'agendas féministes). Cela étant dit, la spécificité de ce *leadership* se décline différemment. Le tableau 4.6 présente les six profils de *leadership* que nous avons dégagés de l'analyse des documents de PEF, soit le leader pionnier, le leader technique, le leader articulateur, le leader partenaire et le leader régional.

Tableau 4.6 Instrumentalisation des valeurs et construction de profils dans les cas de PEF.

État	Exemples	Profil
Suède	<i>Sweden is the <b>first country in the world</b> to pursue a feminist foreign policy (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2017, p. 1).</i>	Pionnier, leader
	<i>Sweden's feminist foreign policy has clearly contributed to efforts to promote the full enjoyment of human rights <b>by all women and girls</b>. For example, Sweden pursues these efforts at the UN General Assembly and in the UN Human Rights Council, increasing the impact of a gender perspective in international responses to migration and humanitarian emergencies, and focusing on the link between refugees, migration, human trafficking and prostitution (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2017, p. 4).</i>	
	<i>Sweden <b>has long been a global leader</b> when it comes to prioritizing human rights and gender equality in international development cooperation (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2019, p. 22).</i>	
	<i><b>about 100 Swedish embassies, delegations, representations and general consulates have been working with the feminist foreign policy</b> (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2019, p. 51).</i>	
Canada	<i>Today, as Canadians, we have a great opportunity to <b>help the people of the world's developing countries</b> join the global middle class and the multilateral system that supports it (Government of Canada, 2017, p. 3).</i>	Technique, leader
	<i>As the economies of developing countries strengthen and become more stable, there is an opportunity for Canada to form <b>new and mutually beneficial trading partnerships</b>. This in turn creates more opportunities and <b>can lead to better, well-paying jobs for Canadians</b>. For example, <b>China and India were among Canada's top aid recipients in the 1990s</b> and now are considered important economic, diplomatic, trading and cultural partners (Government of Canada, 2017, p. 69).</i>	
	<i>To that end, we are committed to strengthening our policy framework to ensure Canadian companies <b>reflect Canadian values</b>, respect human rights and operate responsibly, particularly in operations in developing countries where Canada is providing international assistance. We are also committed to ensuring that Canada demonstrates <b>real global leadership on corporate social responsibility</b> more broadly, in a manner that fully complements our feminist international assistance (Government of Canada, 2017, p. 69).</i>	
	<i>Par exemple, le Canada <b>investit dans l'innovation</b> et la recherche et améliore la communication de ses dépenses, activités et résultats. De plus, le Canada cherche à mieux comprendre son impact et à miser sur une formulation de politiques et une programmation fondée sur des données probantes (Affaires mondiales Canada, 2020, p. 94).</i>	
	<i>Canada will work with the governments of developing countries to <b>improve their ability to deliver programs that support gender equality at all levels of government and in all sectors</b>. This will be accomplished, for example, <b>through programming and technical assistance</b> (Government du Canada, 2017, p. 29).</i>	
France	<b>Depuis 2013</b> , le Programme national de réforme transmis par la <b>France chaque année à la Commission européenne</b> comporte un volet « Égalité entre les femmes et les hommes » (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018, p. 11).	Leader, centre- diplomatique

	<p>La France est depuis un an à l’initiative d’une dynamique nouvelle : une véritable diplomatie féministe. Une diplomatie féministe qui n’oublie aucun sujet. Une diplomatie pour la lutte contre les violences sexuelles et sexistes. Une diplomatie pour l’éducation des filles et des femmes, des garçons et des hommes, partout dans le monde. Une diplomatie pour <b>l’émancipation</b> économique des femmes <b>à travers le monde, particulièrement en Afrique</b>. Une diplomatie concrète qui ne se contente pas de discours, elle agit et produit des effets pour soutenir les femmes, toutes les femmes (France Diplomatie, 2019, p. 1).</p>	
	<p>Dans toutes les instances multilatérales, la France soutient la diplomatie des droits des femmes et des droits humains. <b>À l’ONU, pour la première fois</b>, le président de la République a dénoncé les féminicides en utilisant ce terme. La France est de retour. La France est de retour pour elle-même : l’égalité entre les femmes et les hommes est la grande cause du quinquennat. <b>Mais la France est aussi de retour pour le monde</b> : l’égalité entre les femmes et les hommes doit désormais devenir une grande cause mondiale. <b>La France est de retour et le féminisme avec elle</b> (France Diplomatie, 2019, p. 1).</p>	
	<p>Toutefois, la mise sous silence de certains sujets centraux, tels que les droits sexuels et reproductifs, du fait de la présence des États-Unis, vient <b>ternir ce bilan et il conviendra d’établir un suivi et un bilan des engagements pris lors du G7</b>. {...} De même, la mise sous silence des questions de droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR) pendant la présidence française du G7, du fait de la présence des États-Unis, ou dans un autre registre, la persistance des ventes d’armes à des pays connus pour leur non-respect des droits fondamentaux des femmes, soulève des questionnements sur la concurrence et la hiérarchie des enjeux au sein de la politique étrangère française (Haut Conseil à l’Égalité entre les femmes et les hommes, 2020, p. 32 et 34).</p>	
Espagne	<p>En proclamant un engagement explicite en faveur du développement d'une politique étrangère féministe, l'Espagne <b>rejoint les pays précurseurs</b> qui intègrent l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des filles comme un élément distinctif de leur politique étrangère<sup>93</sup> ([Notre traduction], <i>Gobierno de España</i>, 2021, p. 5).</p> <p>Participation à la politique de sécurité et de défense commune de l'UE (PSDC) : l'Espagne <b>dirige, conjointement</b> avec la Finlande, le groupe sur la participation des femmes aux missions civiles de l'UE. L'Espagne organisera deux ateliers annuels et contribuera au suivi du plan national de mise en œuvre du pacte de la composante civile de la PSDC. Elle promouvra la publication d'un guide opérationnel sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés pour que les États membres appliquent des mesures spécifiques dans le but de promouvoir les femmes au sein des missions<sup>94</sup> ([Notre traduction], <i>Gobierno de España</i>, 2021, p. 12).</p>	Partenaire, Leader

<sup>93</sup> *Al proclamar un compromiso explícito con el desarrollo de una política exterior feminista, España se suma a los países de vanguardia que incorporan la igualdad de género y el empoderamiento de mujeres y niñas como elemento distintivo de su política exterior. (Gobierno de España, 2021, p. 5)*

<sup>94</sup> *Participación en la Política Común de Seguridad y Defensa (PCSD) de la UE: España lidera, de forma conjunta con Finlandia, el cluster sobre participación de mujeres en las misiones civiles de la Unión Europea. España organizará dos talleres anuales y contribuirá al seguimiento del plan nacional de implementación del Pacto sobre la Vertiente Civil de la PCSD y promoverá la publicación de una guía operativa sobre buenas prácticas y lecciones aprendidas para que los Estados Miembros apliquen medidas específicas en la promoción de mujeres en las misiones. (Gobierno de España, 2021, p. 12)*

	<p>Grâce à une politique étrangère féministe, l'Espagne approfondira son engagement existant et renforcera sa position en tant que <b>promoteur de nouvelles initiatives</b>. L'objectif est de donner plus de poids aux questions de genre dans les organisations internationales, que ce soit en améliorant la collaboration avec d'autres pays dans ce domaine en aidant les candidatures qui promeuvent cette priorité ou en assurant l'intégration de l'approche de genre dans les instruments de financement<sup>95</sup>([Notre traduction], <i>Gobierno de España</i>, 2021, p. 13).</p> <p><b>Connecter les <i>think tanks</i> africains et espagnols.</b> En 2021, une initiative sera lancée pour créer un réseau de <i>think tanks</i> africains et espagnols afin de travailler sur les thèmes de l'autonomisation politique, sociale et économique des femmes africaines et Femmes, Paix et Sécurité. La première réunion, prévue au premier semestre 2021, permettra de définir les bases de ce réseau, soit <b>d'échanger des informations et des expériences</b> et d'identifier des contextes et des espaces géographiques spécifiques susceptibles de faire l'objet d'initiatives de recherche<sup>96</sup>. ([Notre traduction], <i>Gobierno de España</i>, 2021, p. 31)</p>	
Mexique	<p>Pourquoi le Mexique a-t-il une politique étrangère féministe ? <b>Des opportunités, des capacités et un leadership international inégalés</b><sup>97</sup>([Notre traduction], <i>Gobierno de Mexico</i>, 2022, p. 3).</p> <p>En quoi diffère-t-elle des autres politiques étrangères féministes ? - Elle rend l'approche des droits de l'homme, la perspective de genre et l'intersectionnalité transversales dans tous les domaines de la politique étrangère mexicaine (positions, ressources, prise de décision et postes de direction, entre autres). -Rendre visible la contribution des femmes à la politique étrangère et aux actions mondiales. - <b>Assurer la cohérence et l'homogénéité, en se concentrant à la fois sur l'extérieur et l'intérieur.</b> Les PEF du monde entier se contentent de définir les interactions avec d'autres États et acteurs non étatiques en donnant la priorité, entre autres, à l'égalité des sexes et aux droits de l'homme [par exemple, à travers leurs actions de coopération<sup>98</sup>([Notre traduction], <i>Gobierno de Mexico</i>, 2022, p. 4).</p> <p>Je disais il y a quelques jours que le Gouvernement du Mexique se considère comme un gouvernement féministe et nous devons le démontrer avec nos engagements et nos actions au</p>	Leader, transversal

<sup>95</sup> *A través de la política exterior feminista, España profundizará su compromiso existente y reforzará su posicionamiento como impulsor de nuevas iniciativas. El objetivo es lograr dotar de mayor peso los asuntos en materia de género en el seno de las organizaciones internacionales, ya sea mejorando la colaboración con otros países en este ámbito, apoyando candidaturas que promuevan esta prioridad o asegurando la integración del enfoque de género en los instrumentos de financiación.*

<sup>96</sup> **Conectando centros de pensamiento Africanos y Españoles** En 2021 se lanzará la iniciativa de creación de una red de centros de pensamiento africanos y españoles para trabajar las temáticas del empoderamiento político, social y económico de las mujeres africanas y de Mujeres, Paz y Seguridad. La primera reunión, prevista para el primer semestre de 2021, permitirá sentar las bases de esta red, **realizará un intercambio de información y de experiencias**, e identificará contextos y espacios geográficos concretos susceptibles de iniciativas de investigación. (*Gobierno de España*, 2021, p. 31)

<sup>97</sup> *Por qué México tiene una política exterior feminista? Oportunidad inigualable, capacidad y liderazgo internacional.* (*Gobierno de Mexico*, 2022, p. 3)

<sup>98</sup> *En qué se distingue de otras Políticas Exteriores Feministas ? - Hace transversal el enfoque de derechos humanos, la perspectiva de género y la interseccionalidad en todas las áreas de la política exterior mexicana (posicionamientos, recursos, puestos de toma de decisión y de liderazgo, entre otros). -Visibiliza el aporte de las mujeres a la política exterior y las acciones globales. - Dar coherencia y congruencia, al enfocarse tanto al exterior como al interior. Las PEF del mundo sólo definen las interacciones con otros Estados y actores no estatales priorizando, entre otros temas, la igualdad de género y los derechos humanos [por ejemplo, a través de sus acciones de cooperación](*Gobierno de Mexico*, 2022, p.4)*

	cours de ces années, et nous pensons que l'égalité des sexes est la base, <b>le fondement d'une société caractérisée par l'égalité; il n'est pas possible de changer la réalité sociale</b> sans un engagement profond et large pour promouvoir l'égalité de genre <sup>99</sup> ([Notre traduction], <i>Gobierno de México</i> , 2019, p. 2).	
--	--	--

Source : créé par l'auteurice.

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, nous avons sélectionné quelques extraits qui illustrent le fait qu'au-delà de la quête de construction des valeurs, il existe dans ces États, en tant qu'États leaders de la promotion de cette politique, une construction de leurs profils politiques. Premièrement, par rapport au premier point, même s'il y a un consensus dans la littérature considérant la Suède comme le premier pays à adopter officiellement un modèle de PEF, nous avons trouvé dans les extraits des autres pays, spécialement la France et l'Espagne (tableau 4.6), la tentative d'établir des liens précédant l'adoption du premier modèle de 2014. Cela rend possible leurs positionnements en tant que leaders sur le sujet. En outre, nous remarquons (tableau 4.6) que les États cherchent à ajouter des exemples de la manière dont ceux-ci collaborent au développement et à la croissance d'autres promoteurs de PEF ou des pays *Global players*<sup>100</sup> (par exemple, les États-Unis et la Chine) en contribuant au renforcement discursif de leurs dirigeants.

Un deuxième élément que nous avons pu vérifier par rapport à ces discours (tableau 4.6) est à l'égard de la construction de profils d'États auprès du sujet de la PEF. Nous avons remarqué que même si tous les États visent à se situer en tant que leaders, la nature de ce leadership est différente. Par exemple, nous constatons que dans le cas de la Suède, elle garde sa position de leader pionnière dans tous les documents mis à disposition jusqu'à présent. La première phrase mise en évidence dans notre tableau (4.5) peut être identifiée dans tous les documents officiels du gouvernement. Le Canada (tableau 4.5), au-delà du leadership, propose d'être un des États qui compte le plus de ressources techniques et de promotions d'améliorations de cet aspect en devenant une sorte d'État technocrate si on le compare aux autres. Dans le cas de la France (tableau 4.6), nous avons remarqué qu'elle emprunte un discours de leader articulé, vu ses

<sup>99</sup> *Decía yo apenas hace unos días que el Gobierno de México se considera un gobierno feminista y lo habremos de demostrar con nuestros compromisos y con nuestra acción en estos años y pensamos que la equidad de género es el basamento, el fundamento, de una sociedad caracterizada por la igualdad, no se puede cambiar la realidad social sin un compromiso profundo y basto para promover la equidad de género (Gobierno de México, 2019, p. 2).*

<sup>100</sup> Des pays avec des pouvoirs significatifs de négociation sur la scène internationale.



possibilités d'articulation via l'Union Européenne (UE)<sup>101</sup> et aussi via les Nations Unies, une fois que ce pays occupe un siège de sécurité au Conseil de Sécurité des Nations Unies. L'Espagne, contrairement à la France, même en utilisant des narratifs d'articulation similaires (tableau 4.6) s'inscrit davantage dans un modèle de partenariat dans lequel elle se propose de construire des relations de bénéfices et d'apprentissages mutuels avec les autres États avec qui elle maintient des relations diplomatiques. Pour finir, nous soulignons la position du Mexique où, même s'il y a un nombre réduit de documents officiels, on aperçoit qu'il cherche à se placer en tant que leader. Toutefois, nous comprenons que possiblement ce leadership soit en tant que premier pays latino-américain à adopter un modèle de PEF (Gouvernement du Mexique, 2020)<sup>102</sup>.

Le troisième élément que nous voudrions mentionner à l'égard de la construction de valeurs des États dans les PEF concerne le fait que quatre parmi les cinq États (Suède, Canada, Espagne et Mexique) associent explicitement les intérêts nationaux conjointement à l'adoption de sa politique étrangère. Par exemple, nous commençons avec le cas de la Suède qui dit « *The cooperation is based on international law. Preventing risks and threats and protecting Sweden's interests in its relationships with other countries are key components of the foreign and security policy* » (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2019, p. 13). C'est-à-dire que les modèles de coopération intégrés à la PEF de la Suède continuent d'établir sa sécurité d'État et de politique. Pour sa part, le Gouvernement du Canada affirme que « les Canadiens sont plus en sécurité et plus prospères lorsqu'une plus grande part du monde partage leurs valeurs » (Gouvernement du Canada, 2017, p. 3). Cela signifie que la sécurité et la prospérité internes de l'État sont issues de la promotion de ses valeurs au reste du monde. Pour sa part, l'Espagne adopte des éléments de sa diplomatie pour présenter des questions par rapport à la citoyenneté espagnole, comme nous pouvons le voir dans l'extrait suivant : « La diplomatie publique contribuera à la consolidation du rôle de l'Espagne en tant que pays leader dans l'application des politiques d'égalité, permettant

---

<sup>101</sup> Par rapport à cet élément, on a remarqué que la France conjointement avec l'Allemagne sont en ce moment certains des principaux États du bloc de l'Union Européenne en ce qui concerne les progrès et les établissements d'accords. En outre, la Suède et l'Espagne font partie du bloc.

<sup>102</sup> À propos de cet aspect, nous recommandons que des analyses futures avec davantage de documents puissent être faites en se basant sur ces premiers résultats comme une manière de valider cet élément trouvé.

de faire connaître ses actions non seulement à l'étranger, mais aussi aux citoyens espagnols<sup>103</sup> » ([Notre traduction], Gouvernement de l'Espagne, 2021, p. 19). En dernier lieu, le Gouvernement du Mexique apporte les valeurs présentes dans son modèle de PEF grâce à son modèle de gouvernement et de pays progressiste, tel que traité dans le dernier extrait mis en évidence au tableau 4.3.

Toujours selon Zhukova et al. (2021), nous pouvons constater que les modèles de PEF articulent différents niveaux pour la construction de leurs identités. En effet, au-delà des constructions narratives que les modèles créent dans leur aspect naturel en agissant par le biais de modèles bilatéraux de coopération, il a été possible de vérifier, dans les documents, différentes connexions et emphases mises sur les partenariats de caractère régional (via l'Union Européenne et l'OEA) et multilatéral (via les Nations Unies, la Banque Mondiale, etc.). Par exemple, au-delà du cas de la France (déjà cité auparavant), nous avons les autres pays de l'Union Européenne, la Suède et l'Espagne en articulant des éléments de leurs PEF auprès des directives et des participations dans le bloc. Par exemple, la Suède commence avec la présentation de son modèle en affirmant qu'il est orienté dans des directives de droit international, à l'exemple de ceux qui ont été déjà établis par l'UE, comme le démontre l'extrait suivant : « *The feminist foreign policy is based on binding commitments under international law and on international agreements such as European Union (EU) treaties and relevant action plans* » (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2019, p. 7). En plus, en tant qu'État membre, elle a montré son importance en apportant l'un des élus de son pays au *Council of Europe's Group of Experts on Action against Trafficking in Human Beings* de l'UE, comme dans la citation ci-après :

*Sweden has used multilateral and bilateral meetings to emphasize the link between displacement and migration and the increased risk of human trafficking, prostitution, sexual and gender-based violence, and the lack of access to SRHR and health care, water, sanitation and hygiene. {...} Sweden has also carried out a successful campaign to elect a Swedish expert to the Council of Europe's Group of Experts on Action against Trafficking in Human Beings (GRETA), which is responsible for*

---

<sup>103</sup> *La diplomacia pública contribuirá a la consolidación del papel de España como país líder en la aplicación de las políticas de igualdad, dando a conocer sus actuaciones no solamente hacia el extranjero, sino también hacia la ciudadanía española (Gouvernement de l'Espagne, 2021, p. 19).*

*monitoring the implementation of the Council's Convention on Action against Trafficking in Human Beings (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2019, p. 5).*

Pour sa part, l'Espagne signale sa participation, conjointement à la Finlande, de promotion d'actions afin d'inclure les femmes dans des missions civiles auprès de l'UE.

Participation à la politique de sécurité et de défense commune de l'UE (PSDC) : l'Espagne préside, conjointement avec la Finlande, le groupe sur la participation des femmes aux missions civiles de l'UE. L'Espagne organisera deux ateliers annuels et contribuera au suivi du plan national de mise en œuvre du pacte de la composante civile de la PSDC. Elle promouvra la publication d'un guide opérationnel sur les bonnes pratiques et les enseignements acquis à l'intention des États membres afin qu'ils appliquent des mesures spécifiques pour promouvoir les femmes dans les missions<sup>104</sup> ([Notre traduction], *Gobierno de España*, 2021, p. 12).

Parmi des exemples d'articulation multilatérale, nous avons identifié l'articulation des États avec d'autres organismes multilatéraux au-delà des Nations Unies. Par exemple, la Suède cite sa collaboration avec la Banque Mondiale pour agir dans des actions contribuant à des améliorations à l'égard du sujet de la PEF, comme il est exposé dans l'extrait suivant : « *Strengthened work against discriminatory legislation. Sweden has contributed the World Bank's work to survey and follow up discriminatory legislation in 173 countries* » (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2018, p. 4). À son tour, le Canada cherche à mettre en évidence que ses actions sont menées via les fonds mondiaux et l'établissement de partenariats avec des ONGs internationales par le biais du virement de fonds.

Coopérer Avec La Société Civile Internationale. Le Canada est résolu à assurer une participation forte et significative de la société civile internationale et à se faire le champion des enjeux concernant l'espace civique par le biais de sa politique et de ses programmes d'aide internationale, de son engagement multilatéral et de ses priorités en matière de politique étrangère. Pour réaliser ses objectifs stratégiques, maximiser la portée et les résultats de son aide internationale et favoriser une société civile forte et vivante, le Canada aide des fonds mondiaux, des ONGs internationales et d'autres

---

<sup>104</sup> *Participación en la Política Común de Seguridad y Defensa (PCSD) de la UE: España lidera, de forma conjunta con Finlandia, el cluster sobre participación de mujeres en las misiones civiles de la Unión Europea. España organizará dos talleres anuales y contribuirá al seguimiento del plan nacional de implementación del Pacto sobre la Vertiente Civil de la PCSD y promoverá la publicación de una guía operativa sobre buenas prácticas y lecciones aprendidas para que los Estados Miembros apliquen medidas específicas en la promoción de mujeres en las misiones (Gobierno de España, 2021, p. 12).*

programmes internationaux. Ce soutien en faveur d'un environnement favorable à la société civile permet de s'assurer que les OSCs locales et internationales puissent fonctionner efficacement et de manière indépendante, complétant ainsi les efforts des gouvernements et d'autres intervenants, et facilitant la réalisation des objectifs du Programme 2030 (Affaires mondiales Canada, 2020, p. 82).

À cet égard, nous soulignons l'importance des partenariats et des réseaux qu'il a été possible de détecter dans les modèles de PEF en permettant que les modèles puissent être adaptés et répandus dans d'autres contextes nationaux.

En dernier lieu, le quatrième élément à mettre en évidence est l'utilisation des campagnes et des dates commémoratives pour légitimer les valeurs des États et les propositions construites dans leurs PEF. Tous les États se servent en quelque sorte de ressources publicitaires ou d'instruments, comme les dates commémoratives, pour effectuer la divulgation de leurs PEF. Par exemple, pour la Suède, les stratégies d'utilisation de campagnes ainsi que le fait que sa PEF est centrée dans les « trois R » et après « quatre R<sup>105</sup> » d'action, font partie des instruments stratégiques de communication, une fois que ceux-ci contribuent aux changements normatifs : « *The feminist foreign policy aims to bring about change. This requires strategic communication and public diplomacy that reach new target groups and can contribute to normative impact* » (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2019, p. 40)

D'ailleurs, selon la Suède, il est important de se définir comme un gouvernement qui met en œuvre une PEF, car cela démontre des valeurs ou des éléments des droits que défend le pays.

Quelles méthodes se sont avérées les plus importantes pour travailler autour de la politique ? Le concept de « politique étrangère féministe » est une méthode infaillible. Il suffit de prononcer les mots pour susciter l'intérêt et démontrer ce que représente la Suède. Les quatre R sont également un outil important, car ils sont complets et en même temps clairs et faciles à communiquer ([Notre traduction], *Ministry of Foreign Affairs of Sweden*, 2017, p. 42).

Dans le cas de la France, nous avons remarqué son utilisation de stratégies de campagne sur la PEF dans des dates commémoratives, ainsi que l'utilisation des organismes de ses domaines

---

<sup>105</sup> Les droits (rights), la représentation (representation), les ressources (resources) et la réalité (reality).

d'affaires étrangères pour promouvoir la prise de conscience comme une occasion de transformation culturelle de sa société :

La diplomatie féministe ne se joue donc pas que dans les grands rendez-vous ou dans les moments privilégiés que sont le 8 mars, Journée internationale des femmes, ou le 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Elle doit se déployer aussi dans le quotidien des ambassades, des instituts français, des centres culturels, étant une composante de la diplomatie d'influence {...} Des relais importants de cette diplomatie d'influence sont ici à saluer et à mobiliser: L'Institut français, opérateur chargé de la promotion de la culture française hors de nos frontières et qui appuie l'action des services culturels des ambassades, a un rôle important à jouer dans cette partition (Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, 2020, p. 34 et 35).

En outre, d'après ce document, il a été possible de comprendre l'utilisation dans la chaîne France Médias de langages inclusifs en ce qui concerne les aspects de genre qui ont commencé à être diffusés dans ses émissions, rejoignant les pays africains, ceux de l'Asie et de l'Amérique Latine. « Sa présidente qualifie de 'magnifique nouvelle' l'emploi de l'adjectif « féministe » qui n'est pas une « injonction », mais une caisse de résonance de la vie et des combats des unes et des autres, vie et combats qui font l'objet d'émissions de télévision et de radio » (Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, 2020, p.35). Cet extrait permet de comprendre qu'à l'égard de l'instrumentalité des PEF, celles-ci établissent des relations d'éléments culturels et de valeurs des pays en mettant en évidence des aspects identitaires de ces États auprès des modèles d'affaires étrangères.

#### 4.6 D'autres thèmes importants trouvés dans les PEF

Pour terminer la présentation des résultats, nous voudrions faire une brève remarque sur la présence dans les documents analysés de discussions élargies sur des thèmes que nous n'avons pas trouvés dans la revue de littérature présentée au chapitre 1. D'abord, même si ces agendas sont circonscrits aux modèles néolibéraux, on voit qu'ils prennent position contre le mouvement ultra-conservateur, ce que la littérature appelle mouvement *Backlash*. Cela veut dire que dans plus d'un État (Gouvernement du Canada, 2017c ; Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, 2020; *Ministry of Foreign Affairs of Sweden*, 2019c), il a été possible de trouver la

prise de position de ces pays, considérant leur agenda de PEF comme un mouvement de démocratie en allant à l'encontre des régressions de droits humains qui se passent dans plusieurs pays et dans différents contextes. Comme exemple, nous avons le cas de la Suède qui explicite : « *many advances have been made in the area of gender equality, but structural gender discrimination persists. One explanation is that efforts for gender equality and the full enjoyment of human rights by all women and girls encounter both underlying and explicit opposition. The opposition has also increased in recent years* » (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2019, p. 4). De plus, l'État précise que ces régressions se présentent spécialement dans les champs de promotion de la santé et des droits reproductifs à travers les mouvements conservateurs promouvant des normes et des attitudes basées sur les stéréotypes de genre (*Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2019*). Pour sa part, la France mentionne :

L'action extérieure de la France s'inscrit dans un contexte de montée des conservatismes et de remises en question dans le monde des droits fondamentaux des femmes. Ces tentatives visent à contester l'égalité des droits et le partage équitable des ressources et responsabilités entre les femmes et les hommes et à limiter la jouissance par les femmes de leurs droits humains, qu'il s'agisse des droits sexuels et reproductifs, de l'accès aux services de planification familiale et l'éducation à la sexualité, ou de la protection contre les pratiques culturelles néfastes (par exemple, les mutilations sexuelles féminines). Les femmes sont toujours exposées partout dans le monde à des violences sexuelles, physiques ou psychologiques (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018, p. 9).

Un deuxième élément à souligner est l'émergence des modèles de PEF dans des contextes de promotion de technologies où les espaces numériques de dialogue et de promotion de la connaissance se trouvent dans des milieux virtuels. Par exemple, au-delà des cas précédemment cités à l'égard des campagnes, le Gouvernement de la Suède affirme encourager la divulgation de données sur des femmes et sa participation dans la construction de différents États dans plus de 50 pays par le biais des plateformes numériques :

*Increased representation of women on Wikipedia. Sweden, in cooperation with Wikimedia and local partners, has taken a global initiative to contribute to a more gender-equal internet. On International Women's Day, 8 March 2018, edit-a-thons were held in some 50 countries to increase the representation of women on Wikipedia and the work is continuing and spreading more and more (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2018, p. 3).*

Par ailleurs, les PEF du Canada (2020) et de l'Espagne (2021) montrent comment la technologie favorise les femmes dans la construction de leur autonomie financière à travers les projets et les affaires en ligne comparativement aux entreprises traditionnelles. Par exemple : « La proportion de femmes propriétaires d'entreprises de commerce électronique est deux fois plus élevée que celle des femmes propriétaires d'entreprises traditionnelles<sup>106</sup>» ([Notre traduction], *Gobierno de España*, 2021, p. 29). Sur ce point, le gouvernement de l'Espagne signale dans ce même document (2021) l'importance de la promotion de développement et de participation, de même que la formation des femmes dans le domaine de la science, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques.

Le troisième élément identifié dans les modèles de PEF et qui n'est pas abordé dans la littérature est la relation entre l'agenda féministe et d'égalité de genre et les facteurs environnementaux. Par exemple, le Canada, dans son modèle de PEF (2017), possède, en tant que quatrième champ d'action, le sujet de l'environnement et l'action pour le climat. D'après ce champ :

Les femmes et les filles sont souvent les principales productrices des aliments et les responsables de l'approvisionnement en eau et en combustible pour le chauffage et la cuisson. Lorsque l'approvisionnement devient plus imprévisible et que les ressources deviennent insuffisantes en raison, par exemple, de conditions météorologiques extrêmes, les femmes et les filles doivent consacrer plus de temps et d'énergie à s'occuper des besoins domestiques de base, comme cultiver des aliments et s'approvisionner en eau et en combustible (Gouvernement du Canada, 2017, p. 43).

Cet axe se lie une fois de plus à l'agenda du développement durable des Nations Unies. Nous remarquons, dans cet extrait, la relation entre la question environnementale avec le sujet du travail domestique, sujet abordé dans un rapport du Gouvernement du Canada<sup>107</sup>. En ce qui concerne l'Espagne (2021), celle-ci cherchera aussi à « agir dans un agenda conjoint sur le thème de l'environnement auprès du plan d'action construit par l'Union Européenne afin de travailler avec

---

<sup>106</sup> *La proporción de las mujeres propietarias de empresas comerciales en el ámbito del comercio electrónico duplica la relativa a la propiedad de empresas de comercio tradicional (Gobierno de España, 2021, p. 29).*

<sup>107</sup> L'approche féministe du Canada pour aborder la prestation de soins non rémunérée et rémunérée dans le contexte de l'aide internationale (2017).

le sujet dans un agenda orienté vers les questions sociales, l'environnement et la transparence » (Gouvernement de l'Espagne, 2021, p. 12).

Comme quatrième et dernier élément identifié, on a pu remarquer l'élargissement de l'action des Ambassades à partir des modèles de PEF pour les personnes citoyennes résidentes de ces pays. Ce sujet a été mis en évidence dans l'agenda de la Suède. Après l'implémentation du modèle de PEF, elle a constaté l'expansion de l'action des services consulaires auprès du thème de soutien de la lutte contre la violence, entre autres questions.

Dans ce sens, la perspective d'égalité de genre compose, par exemple, le travail consulaire, principalement en ce qui concerne les questions liées aux femmes, aux enfants et aux jeunes adultes. Les ambassades et consulats suédois sont de plus en plus contactés pour des personnes dans le besoin habitant en Suède, qui ont été victimes de violence familiale tandis qu'elles étaient à l'étranger, maintes fois liée à l'entrave de retourner en Suède. Ces personnes risquent d'être soumises au mariage forcé, à la mutilation génitale féminine, aux menaces, à la coercition ou à la violence de leurs familles ou d'être obligées de continuer à l'étranger contre leur volonté. Ce groupe de personnes dans le besoin, des femmes et des filles pour la plupart, est priorisé du point de vue consulaire parce que leur situation rend impossibles les précautions habituelles, comme l'assistance au développement personnel ([Notre traduction], *Ministry of Foreign Affairs of Sweden*, 2017, p. 43).

Dans ce même document suédois, on a noté que des actions à l'ambassade ont commencé à être effectuées pour le développement d'outils et de connaissances consulaires à partir de 2015. En 2018, on a défini une valeur d'investissement de deux ans approximativement de 10 millions de couronnes suédoises dans le but d'effectuer des actions d'information, de coopération et d'éducation sur ce sujet. (*Ministry of Foreign Affairs of Sweden*, 2017, p. 43)



## CHAPITRE V

### DISCUSSION I: ANALYSE DE DISCOURS DÉCOLONIAL ET POSTSTRUCTURALISTE

Ce chapitre discute les principaux points qui sont ressortis de notre analyse de discours féministe décoloniale et poststructuraliste des agendas de PEF, soit l'instrumentalisation du genre, le traitement de la vulnérabilité comme marqueur individuel et collectif dans les PEF, et les modèles de valeurs et d'identités néolibérales des États. La discussion de ces thématiques nous permettent de déconstruire la manière dont le genre est traité dans les PEF.

#### 5.1 Contexte de l'analyse des politiques néolibérales

Pour notre analyse, nous vous rappelons qu'il est important de considérer les spécificités socio-historiques, ainsi que les antécédents géopolitiques d'actions de politiques internes (sociales) et étrangères de chaque État. Comme le signale Achilleos-Sarll (2018), les constructions de la politique étrangère ne peuvent pas continuer à être considérées majoritairement comme des actions rationnelles instrumentales qui supposent des identités nationales non problématiques, c'est-à-dire que pour mener une analyse de la politique étrangère féministe (APEF), il faut considérer que : i) il existe des liaisons coloniales dans le processus de production de la politique étrangère; ii) le processus de prise de décisions est enraciné dans les normes de genre; et iii)

*relatedly, FPA ignores the ways either/or binaries, premised on violent separations between categories of masculinity/femininity, inside/outside, the Global North/Global South, international/ national profoundly shape foreign policy by defining and legitimizing social practices and agential interactions, meaning that 'conventional' FPA always remains partial (Achilleos-Sarll, 2018, p. 38).*

Bien que la ségrégation de notre recherche à partir de l'analyse de documents politiques ne permette pas de décrire et de comprendre le processus de PEF dans toute sa complexité, elle rend possible une analyse transversale d'intersection et d'instrumentalité parmi les modèles de PEF, en mettant en évidence quelques points. C'est ce que nous développerons dans ce chapitre.

### 5.1.1 Discussions autour de l'instrumentalisation du genre

En répondant à l'appel d'Achilleos-Sarll (2018) d'interroger comment le genre – et ses modalités intersectionnelles – conditionnent le processus de formulation et de production des PEF, nous nous appuyerons sur notre grille d'analyse (tableau 3.5) dans le but de trouver de possibles réponses. D'abord, nous avons identifié que les principaux éléments présents dans les discours des PEF qui mettent en évidence le traitement binaire de ces modèles sont la méconnaissance typologique de la compréhension du mot « genre » et ses possibilités de catégories (tableau 4.4). Tel que nous l'avons présenté au quatrième chapitre de ce mémoire, une grande partie des documents politiques a soulevé une distinction entre des femmes et des personnes 2SLGBTQIA+<sup>108</sup>. Cela renforce la compréhension que des femmes et des personnes qui vivent les féminités sont des sujets à part du public cible des PEF. Nous soulignons cette distinction, par exemple, dans le rapport destiné au Parlement du Canada 2019 – 2020, qui mentionne :

Les données recueillies pour les indicateurs dont l'unité de mesure est le « nombre de personnes » ont été ventilées par genre en deux catégories : femmes et hommes. AMC cherche à mettre en œuvre de manière plus complète les Orientations stratégiques pour moderniser les pratiques du Gouvernement du Canada en matière d'information relative au sexe et au genre, de manière à promouvoir le respect, l'inclusion et la sécurité des personnes transgenre, non-binaires et bispirituelles (Affaires mondiales Canada, 2021, p. 15).

Dans le même ordre d'idées, la compréhension erronée du mot « genre » a été aussi trouvée dans les documents à partir de mentions concernant les termes « Genre+ » et « Sexes plus (ACS+)» . Dans le premier cas, nous avons l'exemple du Mexique (2022) qui utilise la terminologie Genre+ pour inclure la population 2SLGBTQIA+ dans sa politique. Dans cet exemple, nous comprenons la méconnaissance théorique et technique de l'approche du terme, car le genre appartient à une catégorie qui englobe différentes identités et expressions. Comme deuxième exemple, on a le cas du Canada (2019) dans lequel est utilisé l'expression « analyse entre les sexes plus » (ACS+) pour inclure les personnes non binaires. Dans ce cas, le Canada cite que : « L'ACS+ évalue les répercussions potentielles des politiques, des programmes et des initiatives sur divers ensembles

---

<sup>108</sup> Dans les documents, nous pouvons voir des variations dans les terminologies LGBT+, LGBTQ+, etc.

de personnes - femmes, hommes et personnes non binaires - en analysant une multitude de facteurs identitaires qui se recoupent » (Affaires mondiales Canada, 2019, p. 11). Ici, nous remarquons le manque de connaissances théoriques dans les États sur des questions sexuelles et de genre, en mélangeant l'orientation sexuelle et romantique avec l'identité et l'expression de genre. Selon Bauer (2021)<sup>109</sup>, l'identification en tant que personne non binaire correspond à une caractéristique d'identité de genre<sup>110</sup>. Cela veut dire qu'il ne faut pas ajouter des identités dans une terminologie que vise à traiter des aspects sexuels, comme l'anatomie et l'orientation sexuelle.

Comme vu dans notre cadre conceptuel, le sexe et le genre sont des catégories culturelles qui délimitent et corporifient des sujets. La construction du genre est considérée comme une catégorie fluide et non fixe qui permet d'englober différentes identités et expressions (Butler, 1990; Nascimento, 2021). Cela signifie que le terme genre rend possible l'existence et l'humanité aux personnes qui s'identifient au-delà des marqueurs binaires et hétérosexuels imposés. En outre, Nascimento (2021) affirme que la catégorie de genre a accordé un élargissement à la compréhension des discussions sociales sur les diverses façons avec lesquelles se composent les femmes, en rompant avec le mythe d'existence d'un féminisme universel et hégémonique. Cela veut dire que même si les notions liées au sexe se trouvent encore guidées par des aspects binaires (femme, homme), en excluant les personnes nées intersexe, le genre vise à englober différentes catégories d'identité et d'expression pour démontrer la rupture de constructions sociales alignées avec les catégories de patriarcat et d'hétérosexualité imposées<sup>111</sup>.

Le réductionnisme et la construction de catégories universelles de femmes excluent des personnes qui peuvent être bénéficiaires de ce type de politique. Nous avons vu, aux deuxième et quatrième

---

<sup>109</sup> Nous soulignons que ce travail a été mené par l'Institut de la santé des femmes et des hommes du Canada.

<sup>110</sup> Pour en savoir plus, consulter : [https://cihr-irsc.gc.ca/f/documents/intersectional-study-design-data-collection\\_fr.pdf](https://cihr-irsc.gc.ca/f/documents/intersectional-study-design-data-collection_fr.pdf).

<sup>111</sup> Nascimento (2021) appelle ce phénomène de « didactisme de genre », c'est-à-dire, selon l'auteur, on a créé des conventions initiales pour accepter la définition de sexe à partir des catégories anatomiques de féminin, masculin et intersexes, car, de cette façon, le genre pourrait exprimer la rupture de cette norme pour expliquer comment les catégories identitaires et d'expression sont construites culturellement. Cependant, à partir des écoles poststructuralistes et auteur.ices *Queer*, tel que commencé par Butler (1990), on comprend le sexe appartenant aussi à une catégorie socialement construite.

chapitres que les modèles de PEF se trouvent encore dans un débat homologue et analogue par rapport au thème du genre. Ainsi, il n'est pas possible d'identifier que les agendas prennent en considération des éléments d'orientation et de caractéristiques sexuelles, identité et expression de genre.

Par rapport à d'autres marqueurs d'identités associés à différents types de femmes en fonction desquels les modèles de PEF peuvent agir, nous avons remarqué qu'au moins les termes « diversité » et « intersectionnalité » apparaissent dans quatre agendas. Nous croyons que cela rend possible une sensibilisation du sujet. Des mots comme l'âge, l'origine ethnique, la situation socio-économique, la migration, le niveau de scolarité, la foi, la religion, le handicap, ainsi que l'identité et l'orientation de genre apparaissent comme des intersectionnalités<sup>112</sup> sur lesquelles les agendas de PEF cherchent à agir. Donc, sur cet aspect, nous trouvons un exemple du Canada qui illustre l'importance de cette terminologie dans les études des PEF :

*The goals of a feminist foreign policy include transforming global norms, structures, and institutions that perpetuate the inequality of women, gender diverse people, Indigenous and People of Colour, \[im\]migrants, and people with disabilities, and to promote a more just, equitable, and peaceful world Proposed principles of a feminist foreign policy (Feminist Foreign Policy Working Group, 2021, p. 5).*

Nous n'avons pas pu identifier, dans les cinq modèles de PEF, des segmentations qui approfondissent comment les modèles ont répondu à chaque groupe de manière spécifique ou de manière associée pour vérifier ses impacts par rapport aux aspects d'intersectionnalité dans les modèles. Par exemple, combien de projets de PEF ont été orientés vers des minorités raciales ou combien d'actions du pays ont collaboré pour que des femmes issues des religions conservatrices et qui font partie de la communauté 2SLGBTQIA+ soient assistées, etc. ? Cela, d'une certaine manière, même s'il y a la reconnaissance de ces groupes, contribue à ce qu'ils ne soient pas pris en compte de façon prioritaire, ne répondant pas aux spécificités qui, parfois, sont nécessaires au travail avec différents groupes de *womanisms* et-ou féminités.

---

<sup>112</sup> Quant au terme « intersectionnalité », celui est repris à partir des travaux de l'autrice Crenshaw, laquelle explique comment les différents marqueurs d'identitaires d'une personne s'articule à différents systèmes de privilège ou d'oppression.

### 5.1.2 La vulnérabilité comme marqueur individuel et collectif dans les PEF

Un deuxième élément qui s'est rendu évident après l'interprétation et l'analyse des documents politiques a été le sujet de la vulnérabilité et sa relation avec les modèles de PEF. Nous avons vu au deuxième chapitre que les constructions de discours de vulnérabilité et de dépendance sont encore présentes dans des relations parmi les États, de façon à établir un lien de pouvoir et de domaine dans différents contextes (Achilleos-Sarll, 2018). Ainsi, nous avons identifié des discours sur la vulnérabilité dans les modèles de PEF à deux niveaux. Le premier niveau fait référence aux relations entre l'État et l'individu, construisant ce dernier comme personne bénéficiaire de PEF. Le deuxième niveau correspond aux relations parmi les États.

Par rapport au premier niveau, nous avons remarqué que la vulnérabilité est décrite dans les documents de PEF à travers des paradigmes binaires et des éléments d'hétérosexualité obligatoire. On a pu identifier cette stigmatisation dans des extraits orientés vers les bénéficiaires de PEF. Par exemple, nous citons le cas de la PEF de la France, dont voici l'extrait :

Plus que jamais, les femmes et leurs droits sont en danger. Dans les zones de conflits armés, le viol est une arme de guerre. Des fanatiques réduisent les femmes en esclavage et les persécutent. Ailleurs dans le monde, la protection des femmes et des enfants contre les violences conjugales et familiales est inexistante ou en péril, l'accusation d'adultère est passible des châtiments les plus extrêmes et la promotion de la santé sexuelle et reproductive se trouve aujourd'hui menacée. En Europe, même, certains gouvernements entendent réassigner les femmes à leur rôle procréatif et à la sphère domestique, et s'emploient à restreindre voire à empêcher tout accès à l'avortement (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018, p. 9).

Dans cet extrait, nous avons identifié la création d'une persona qui renforce et crée des vulnérabilités aux sujets femmes bénéficiaires de cette politique. D'abord, nous constatons une universalisation du discours et du modèle de femme. Dans cet extrait, la question des droits, du danger, de la famille, de la reproduction et de la violence conjugale sont regroupées, causant des corrélations et des simplifications de sujets qui, nous croyons, méritent d'être traités de manières distinctes. Par exemple, « les femmes et leurs droits sont en danger ». Ces personnes qui, dans le cas où elles ne sont pas réduites à « l'esclavage », sont des femmes qui passent par des problèmes de violence conjugale ou encore sont destinées à la reproduction. En ce qui concerne le premier

contexte de réduction à l'esclavage, les bénéficiaires peuvent être un groupe divers de femmes. Toutefois, en abordant le contexte de violence conjugale et de destin de reproduction, on restreint surtout ces personnes aux femmes cisgenre et à la sphère domestique. Le thème de la violence conjugale, même en ayant des dénominations différentes dans différents États quand il s'agit de l'inclusion de différentes populations minoritaires, peut être classé tout dépendamment du contexte. Par exemple, les crimes commis contre la population 2SLGBTQIA+ ou la population racialisée sont maintes fois considérés comme des crimes haineux. Même si aujourd'hui il y a déjà un progrès par rapport à la protection des femmes qui appartiennent à minorités visibles, en ce qui concerne les crimes conjugaux, ceux que nous appelons féminicides lorsque la violence se termine par la mort, dans le cas où la situation s'oriente vers les personnes appartenant à la population *Queer*, parfois, l'encadrement juridique des circonstances est fait selon une terminologie différente.

Nous avons aussi remarqué que la manière d'aborder la reproduction dans le contexte domestique essentialise une universalisation de la persona destinée au contexte des femmes blanches, occidentales et hétérosexuelles. Cette observation découle de ce qui ont déjà été vu dans notre cadre théorique, à savoir que le système colonial plaçait les femmes racisées dans des espaces d'exploitation et d'asservissement, tandis que le milieu du foyer était destiné aux femmes européennes. Cela signifie que la femme réduite à la reproduction dans le contexte domestique est la femme cis blanche. Les autres femmes qui ne s'associent pas ce sujet universel sont invisibilisées et une non-reconnues en tant que sujets. Nascimento (2021) nous met en garde face à cet effet d'invisibilisation. Selon l'autrice, les discours qui créent une femme universelle rendent possible que les différents types de *womanisms* soient réifiés à partir du processus d'« Autrerité ». Dans ce sens, Hamrouni (2021) affirme que la vulnérabilité construite à partir du féminisme, dans un contexte capitaliste, patriarcal, hétérosexuel et racialisé, devient inhérente à un système productif et individuel conçu dans un contexte d'économie néolibérale. Pour l'autrice, cela conduit à une construction d'un stéréotype de vulnérabilité, car, à partir de l'individualisation de problèmes collectifs, les États peuvent s'abstenir de faire des politiques en faveur de la réduction d'inégalités. C'est-à-dire, à partir du moment où les personnes identifient que les problèmes d'inégalité sont des causes individuelles, elles ne poursuivent pas leurs droits en exigeant que les

États implémentent des politiques sociales structurelles pour répondre à la demande d'égalité de genre, par exemple.

En outre, la vulnérabilité qui collabore à la construction de personas peut être aussi identifiée dans l'extrait suivant, tiré du contexte de la Suède : « pour réussir, le mandat et le travail des initiatives internationales de paix doivent prendre en compte les besoins et les perspectives d'hommes, de femmes, de garçons et de filles. Il est important d'engager des hommes et des garçons au travail afin d'éviter des conflits et combattre la violence sexuelle et la violence basée sur le genre » ([Notre traduction], Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018, p. 25). Ici, nous avons remarqué encore une fois la réduction des possibilités et des complexités des descriptions de sujets pour aborder la masculinité. Dans l'extrait ci-dessus, nous réalisons que les termes « masculinité » et « féminité » sont traités à travers d'une perspective binaire et cisgenre. Nous nous sommes rendu compte de cela, car, comme il y a une union des terminologies femmes et filles, ainsi qu'hommes et garçons, il est sous-entendu que tous les enfants identifiés comme des garçons à la naissance grandiront et pourront être de futurs collaborateurs des conflits et de la violence sexuelle. À leur tour, tous les enfants identifiés comme des filles subiront la violence conjugale, vu la présence d'éléments d'hétérosexualité obligatoires. Dans cet extrait, au-delà de diminuer la grandeur du débat sur les différentes formes de masculinité, on réduit aussi la complexité concernant les thèmes de l'abus sexuel et de l'exploitation des enfants<sup>113</sup>.

À ce sujet, nous avons vu que principalement la Suède catégorise les femmes et les filles conjointement dans la totalité de ses documents. Pour sa part, la France et le Canada utilisent la même catégorie, mais la modifient dans certains cas en dépendant du document politique. Dans le cas de l'Espagne et du Mexique, on remarque une utilisation plus faible de la catégorie dans les deux PEF. Ce point renforce ce que nous avons trouvé dans la revue de la littérature, à savoir

---

<sup>113</sup> Par exemple, lorsqu'on traite des femmes et des filles dans le contexte de l'enfance, on rend muets les cas de violence et d'abus commis contre les enfants qui sont nés de sexe masculin. On sait, à travers les données de l'Unicef (2021), par exemple, que la violence sexuelle contre des garçons, en utilisant l'étude de cas du Brésil, a lieu encore pendant l'enfance, durant la période de 3 à 9 ans. Pour en savoir plus, consulter : <https://www.unicef.org/brazil/media/16421/file/panorama-violencia-letal-sexual-contra-criancas-adolescentes-no-brasil.pdf>.

que la catégorisation des femmes et des filles dans un même groupe collabore à la construction du syndrome des femmes et des enfants (Cadesky, 2020)<sup>114</sup>.

Le deuxième niveau de vulnérabilité que nous avons trouvé dans les discours identifiés des PEF correspondent à la relation entre les États, ce qui renforce des constructions de dépendance ou de vulnérabilité de certains pays. Par exemple, dans le cas du Canada, nous remarquons que celui-ci se définit en tant qu'État déterminant pouvant aider d'autres pays à partir de sa sécurité et de sa prospérité. « Le Canada fait partie d'une communauté mondiale. C'est pourquoi nous investissons dans l'aide internationale ; contribuer à éliminer la pauvreté et la vulnérabilité partout dans le monde permet d'accroître notre propre sécurité et prospérité » (Gouvernement du Canada, 2017, p. 8).

Dans ce discours nous voyons une rhétorique qui considère le Canada comme un État qui peut aider les autres, en renforçant aussi son identité nationale non problématique. Ce discours d'États « sauveur » se trouve également dans le cas français<sup>115</sup>. Toutefois, il est centré sur des régions spécifiques :

Faire vivre concrètement cette diplomatie féministe, c'est travailler à un meilleur accès à l'éducation partout dans le monde, pour les jeunes filles comme pour les jeunes garçons. À cette fin et sur initiative de la France, se tiendra le 5 juillet, à Paris, une conférence sur l'éducation des filles en Afrique, en lien avec l'Alliance Sahel. C'est aussi œuvrer à l'émancipation économique des femmes, notamment en Afrique. Pour y parvenir, le président de la République a annoncé la mise en place d'un instrument financier pour l'entrepreneuriat des femmes, favorisant l'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2019, p. 1).

---

<sup>114</sup> Il est important de souligner que, même si le contexte masculin a été aussi utilisé dans la comparaison entre des hommes et des garçons, on vérifie une prépondérance disproportionnée par rapport au cas féminin.

<sup>115</sup> On remarque, dans les documents politiques du Canada et de la France, une plus grande attention des discours à leurs actions étrangères, sans causer un impact sur les discours réfléchissant des documents sur leurs modèles de politique nationale. À son tour, dans le cas de la Suède et de l'Espagne, on peut vérifier des discours similaires aux précédents, mais ceux-ci cherchent à montrer aux documents politiques les évolutions à l'intérieur de leurs politiques nationales. Cela rend possible de mettre en évidence qu'à partir d'elles, les États ont créé leurs modèles de PEF. Pour finir, en ce qui concerne le Mexique, nous avons identifié qu'il est considéré comme un État possédant des vulnérabilités et de la pauvreté au niveau national, mais, en même temps, il agira sur ce thème de manière multidimensionnelle pour mener des réformes politiques nationales et étrangères en faveur de l'égalité de genre.



Ces exemples permettent de comprendre dans quelle mesure les discours créent des identités nationales et renforcent les valeurs des États au-delà de leurs intentions orientées vers les actions politiques de l'aide internationale. Dans le cas de la France, Agathangelou et Turcotte (2008) notent que les discours de la politique étrangère focalisant sur la vulnérabilité et le soutien dans certaines régions spécifiques<sup>116</sup> collaborent à la construction de ségrégations territoriales. Dans cet exemple, la forme de ségrégation de la région est vue à partir d'un renforcement linguistique, comme si le continent africain était un pays. Le continent africain, pourvu de différents États et de complexités socioculturelles, économiques et politiques, a été identifié comme l'Afrique. Dans ce sens, l'œuvre de Kilomba (2019), qui dialogue avec Lugones (2007), permet de comprendre le réductionnisme qui se passe maintes fois en s'agissant des régions de peuples asservis, lesquelles portent encore des traits d'expressions linguistiques péjoratives. En réunissant différentes régions dans un nom au singulier diminue le pouvoir d'action de ces cultures face aux contextes culturels hégémoniques<sup>117</sup>.

### 5.1.3 Les PEF comme des modèles de valeurs et d'identités néolibérales des États

Le troisième élément mis en évidence dans les modèles de PEF est la manière dont le concept de territorialité peut impacter les PEF pour en faire des documents de renforcement d'identité et de diffusion de valeurs aux États bénéficiaires. À l'égard de cette question, comme nous avons pu vérifier au quatrième chapitre, il y a plusieurs extraits où les États cherchent à affirmer leur identité à travers les caractéristiques spécifiques qui les distinguent des autres en ce qui concerne un aspect de leadership ou à travers leur autopromotion à partir du soutien à différentes régions. Ce soutien aux régions pourrait être à partir de régions spécifiques ou un autre État qui

---

<sup>116</sup> Sur ce point, nous avons aussi trouvé le cas de l'agenda de PEF de l'Espagne dans lequel les actions sont orientées vers les pays de l'Amérique Latine. Pourtant, son approche est plus ségréguée selon le pays ou le contexte en dépendant de l'action. Dans ce contexte, on n'a pas pu vérifier des informations de régions ségréguées de manière emphatique dans les cas du Canada, de la Suède et du Mexique.

<sup>117</sup> Cette discussion est menée par des auteurs·rices qui étudient les domaines de *critical race studies*, ainsi que les études décoloniales. D'après Lima (2004, p. 85), « il faut se rappeler qu'il est presque impossible de parler de l'Afrique au singulier [...] ce sont plurielles les origines, les trajectoires, les cultures. La propre notion d'Africain n'existait pas parmi les esclaves jusqu'au vingtième siècle. L'identité de chaque peuple, que le monde esclavagiste dissolvait, prévalait quand même sur l'idée d'identité africaine, de l'Afrique comme terre de tous.

implémente la PEF. Pour étudier cette question, nous reprendrons les exemples proposés dans le tableau 4.5 (typologies basées sur le genre).

Initialement, dans le contexte de la Suède, on voit que l'État utilise des terminologies comme « premier pays du monde » ou « devient de plus en plus un leader global à prioriser les droits humains et l'égalité de genre » pour se placer en tant que leader pionnier d'implémentation des PEF (tableau 4.5). C'est ce qu'on constate dans les extraits: « *about 100 Swedish embassies, delegations, representations and general consulates have been working with the feminist foreign policy* » (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2019, p. 51) et « *Sweden's feminist foreign policy has clearly contributed to efforts to promote the full enjoyment of human rights by all women and girls* » (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2017, p. 4). Nous avons remarqué l'usage de données quantitative et des termes génériques pour démontrer la portée d'action de la PEF suédoise. Selon Zhukova et al. (2021), la production des discours appelés par les auteurs·rices « narratifs stratégiques » visent à produire ce que la littérature désigne comme *Soft Power*. Cette expression représente le niveau de domaine et d'influence que quelques États ont face à d'autres à travers les actions non directement liées à des pratiques courantes d'affaires étrangères. À travers les discours et l'explicitation de bonnes pratiques, on cherche à créer des identités et des validations internationales qui collaborent à la construction d'influences dans différents contextes. Dans le cas de la Suède, Zhukova et al. (2021) affirment que l'État cherche à étayer sa PEF dans l'articulation avec d'autres États. Nous avons constaté que les références d'articulation apparaissent de manière non centralisée, mais à partir de références numériques (plus de 100 ambassades) ou en utilisant des adjectifs de caractère global (toutes les femmes et filles) (voir tableau 4.5).

En ce qui concerne le cas du Canada, nous observons que ce dernier cherche à démontrer ses valeurs à travers sa capacité technique. Dans ses discours des documents il essaie visiblement de souligner son leadership, en tant que pays technique, pour aider les autres États qui n'ont pas le même type d'avancement à travailler sur les PEF. Ce contexte est rendu évident dans l'exemple présenté dans le tableau 4.5., que nous reprenons :

As the economies of developing countries strengthen and become more stable, there is an opportunity for Canada to form new and mutually beneficial trading partnerships. This in turn creates more opportunities and can lead to better, well-paying jobs for Canadians. For example, China and India were among Canada's top aid recipients in the 1990s and now are considered important economic, diplomatic, trading and cultural partners (Gouvernement du Canada, 2017, p. 69).

Malgré le fait que l'État utilise un discours d'échange mutuel de partenariats stratégiques, cet extrait montre aussi qu'à partir de ces collaborations, des États *global players* mondiaux comme la Chine, bénéficient et se développent<sup>118</sup>. En outre, nous pouvons constater que le Canada se sert de mécanismes d'influence auprès du secteur privé de son pays afin d'établir ses valeurs et sa culture internationalement, ce qui peut être constaté dans l'extrait suivant :

Pour ce faire, nous sommes résolus à renforcer notre cadre stratégique afin que les entreprises canadiennes reflètent les valeurs canadiennes, respectent les droits de la personne et agissent de façon responsable, particulièrement dans leurs activités menées dans des pays en développement où le Canada apporte une aide internationale. Nous sommes également résolus à faire en sorte que le Canada exerce un leadership mondial réel au chapitre de la responsabilité sociale des entreprises, et ce, d'une façon pleinement complémentaire à notre aide internationale féministe (Gouvernement du Canada, 2017, p. 69).

Par rapport à ce point, et suivant les propos de Zhukova et al. (2021), nous pouvons affirmer que les priorités du modèle de PEF canadien, orientées vers des questions économiques diffèrent de celles d'autres États comme la Suède et le Mexique, orientés vers des priorités sociales. De plus, en ajoutant l'exemple de la France, les auteur·rice·s ont identifié une orientation économique liée à des questions juridiques, ce que, dans notre analyse, nous avons pu considérer comme un profil d'État articulateur. Cette articulation, dans le cas de la France, promeut son contrôle à partir de paramètres d'influence :

Toutefois, la mise sous silence de certains sujets centraux, tels que les droits sexuels et reproductifs, du fait de la présence des États-Unis, vient ternir ce bilan et il conviendra d'établir un suivi et un bilan des engagements pris lors du G7. {...} De même, la mise sous silence des questions de droits et santé sexuels et reproductifs

---

<sup>118</sup> Cette discussion peut promouvoir diverses interprétations, mais l'intention de cette exposition était de démontrer que même la Chine, considérée actuellement comme l'un des principaux *players globaux*, est bénéficiaire du soutien mutuel des « avances » que le Canada propose.

(DSSR) pendant la présidence française du G7, du fait de la présence des États-Unis, ou dans un autre registre, la persistance des ventes d'armes à des pays connus pour leur non-respect des droits fondamentaux des femmes, interroge la concurrence et la hiérarchie des enjeux au sein de la politique étrangère française (Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, 2020, p. 32 et 34).

Cette quête pour un niveau d'influence par rapport aux articulations de partenariats est aussi vue dans le cas de l'Espagne. Par exemple, le gouvernement espagnol souligne « en proclamant un engagement explicite en faveur du développement d'une politique étrangère féministe, l'Espagne rejoint les pays pionniers qui intègrent l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des filles comme un élément distinctif de leur politique étrangère » ([Notre traduction], *Gobierno de España*, 2021, p. 5). Dans cet extrait, nous remarquons la quête de l'Espagne pour prendre position en tant que pays avant-gardiste en ce qui a trait à la PEF.

Toutefois, encore à l'égard du point d'influence, nous notons les actions de coopération de la France (2018) et l'Espagne (2021) avec quelques États et régions qu'elles ont colonisés. Cette situation est perçue de manière plus accentuée dans le cas de la France qui se positionne comme État pouvant apporter une croissance et des améliorations aux autres États. Un extrait fort parlant est le suivant :

La croissance démographique mondiale se concentrera d'ici 2050 dans le groupe des 47 pays les moins avancés qui comprend 33 pays africains. Avant d'y parvenir, la situation des filles et des femmes dans ces pays risque de se dégrader plus encore si des actions vigoureuses visant à leur autonomisation ne sont pas entreprises. La future population active ne pourra contribuer au développement que si elle est en bonne santé, éduquée et a accès à des emplois de qualité (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018, p. 9).

Nous retrouvons dans cet extrait une démonstration des arguments de Achilleos-Sarll (2018, p. 38), qui note :

*There is both an implicit boundary, and temporal divide, set up between the 'colonial' and the 'postcolonial', through the erasure of connected histories. This subsequently denies the relevance of racialised discourses and hierarchies and the persisting ways explicit connections of historical and contemporary racisms and classisms resulting from imperial and colonial projects.*

En effet, le déni de la France à l'égard de sa colonisation dans au moins dix-neuf pays africains est encore fortement présent<sup>119</sup>.

Pour sa part, dans le cas de l'Espagne, nous trouvons des extraits tels que « l'égalité de genre comme signe d'identité de la coopération espagnole en Amérique latine et des Caraïbes » ([Notre traduction], *Gobierno de España*, 2021, p. 11), qui démontrent la présence et l'action de cet État dans ces régions. Kilomba (2019) note à ce sujet qu'afin de rendre possible des réparations coloniales, il faut que les États parcourent un chemin de prise de conscience collective. Cependant, beaucoup d'entre eux se trouvent encore dans la négation, et ne prennent aucune responsabilité vis-à-vis les États colonisés<sup>120</sup>. Finalement, dans le cas du Mexique, on note aussi une stratégie de positionnement en tant que leader des PEF : « Pourquoi le Mexique a-t-il une politique étrangère féministe ? Opportunité incomparable, capacité et leadership international » ([Notre traduction], *Gobierno de Mexico*, 2022, p.3).

En bref, comme vu dans la littérature, tous les États cherchent à créer des éléments d'autorité et de protagonisme pour leur identité internationale (tableau 4.6), modifiant seulement la façon dont chacun se positionne par rapport à cela. Par exemple, avec des caractéristiques portant tantôt sur la diplomatie (France), d'autres sur la technique (Canada), ou encore comme un discours de partenaire (Espagne).

Ajoutons à ce constat que les discours d'encadrement territorial s'inscrivent dans un contexte de politiques néolibérales. D'abord, on a pu vérifier au moins 29 citations dans les documents politiques où les éléments du capitalisme ont été mis en évidence. Par exemple, à partir du cas de la Suède, nous avons trouvé des extraits, comme « l'égalité de genre contribue aussi à la croissance économique à travers de l'exploitation du potentiel de femmes et d'hommes » (Ministère des Affaires Étrangères de la Suède, 2019, p. 18). Cela veut dire que, selon cet État, l'égalité de genre peut être synonyme d'autonomisation économique et d'élargissement du

---

<sup>119</sup> Pour en savoir plus, lire Macedo (2013), Histoire de l'Afrique. En outre, la liste des 47 pays se trouve sur le site de l'UNCTAD : <https://unctad.org/topic/least-developed-countries/list>.

<sup>120</sup> Selon l'autrice, le parcours de prise de conscience collective passe par les stades de négation, de culpabilité, de honte, de reconnaissance et de réparation. Pour en savoir plus, lire Kilomba (2019).

potentiel productif de tous. À son tour, dans le contexte canadien, nous soulignons l'extrait suivant : « Le Canada fait partie d'une communauté mondiale. C'est pourquoi nous investissons dans l'aide internationale ; contribuer à éliminer la pauvreté et la vulnérabilité partout dans le monde permet d'accroître notre propre sécurité et prospérité » (Gouvernement du Canada, 2017, p. 8). Dans ce fragment, nous remarquons que le travail d'assistance a comme arrière-plan des questions de sécurité et de prospérité nationale. Zhukova et al. (2021) constatent que les vastes objectifs du Canada sont parfois un modèle de stratégie narrative dans le but de démontrer son haut niveau de quête à l'implémentation d'un féminisme commercial.

Un autre élément qui contribue à l'identification des agendas de PEF en tant que modèles néolibéraux est l'utilisation de la terminologie *d'empowerment*. Dans ce contexte, nous avons pu identifier ce terme 33 fois dans les documents analysés. À ce sujet, les auteurs·rices Cadesky (2020) Thomson (2020) et Sundström et al. (2021) mentionnent que les modèles libéraux de PEF influencent les discours d'engagement individuel pour la résolution de problématiques qui devraient être traitées comme des problèmes collectifs et de nature complexe. En d'autres termes, les discours des documents politiques permettent d'identifier l'intention de changement d'un état de destitution à un autre d'autonomisation. En ce qui a trait au concept *d'empowerment*, la Suède (2019) signale que :

*Sweden is working to strengthen women's and girls' economic equality, empowerment and influence, the rights of women and girls to inherit, own property, get an education, work under good and fair conditions, organize in trades unions, have access to markets and financial services and have the opportunity to start and run businesses and receive equal pay for equal work. It is also important that women and men have equal opportunity to combine family life and gainful employment, which means unpaid housework and care must be shared equally between women and men. Girls' rights to an education are a prerequisite for achieving economic empowerment and development. Their control over their own bodies, sexuality and reproduction is also critical to economic empowerment (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2019, p. 12).*

En ce qui concerne l'exemple du Canada, le document intitulé *L'approche commerciale inclusive du Canada* (2019), montre l'articulation du modèle de féminisme commercial et les affaires étrangères.

\*\*\*

L'analyse de discours critique présentée dans cette section nous permet de constater que les modèles de PEF étudiés rendent possible la mise en œuvre de l'instrumentalisation du concept de genre, ainsi que les valeurs d'identité nationale des États. Cette instrumentalisation est présente à travers les discours qui créent des personas, mais collaborent également à la maintenance des affaires étrangères parmi les États de différentes manières.

## 5.2 Résultats émergents

Quelques découvertes sont apparues pendant ce travail d'analyse. Même si elles ne réfèrent pas directement à notre question ou à nos objectifs de recherche, leur importance et leur pertinence font en sorte que nous les partageons brièvement.

Le premier point correspond aux actions des modèles politiques de PEF qui dépassent celles relatives aux affaires étrangères bilatérales avec d'autres États, pour ce situer aussi au niveau national, régional et multilatéral. Par exemple, au niveau national, nous avons noté que le ministère des affaires étrangères du Mexique mettra en oeuvre grâce au modèle de PEF une réforme qui touchera son département national des affaires étrangères. C'est-à-dire que parmi les objectifs 2, 3, 4 et 5 de son modèle de PEF, le Mexique établit une relation avec les réformes internes.

Puis, au niveau régional, nous avons vu, spécialement dans le cas des États<sup>121</sup> appartenant à l'Union Européenne (UE), l'articulation de leurs actions auprès du bloc, en démontrant les possibilités d'expansion au moins dans 24 autres États. Par exemple, dans le cas de la Suède, ce pays cite que « *feminist foreign policy is based on binding commitments under international law and on international agreements such as European Union (EU) treaties and relevant action plans*

---

<sup>121</sup> Jusqu'à maintenant, le bloc de l'UE a 27 États. Parmi ces États, les pays de la Suède, de la France, de l'Espagne sont au bloc et le Luxembourg a déjà annoncé ses intentions.

» (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2019, p. 7). Nous avons aussi le cas de l'Espagne qui indique :

Participation à la politique de sécurité et de défense commune de l'UE (PSDC) : l'Espagne dirige, conjointement avec la Finlande, le groupe sur la participation des femmes aux missions civiles de l'UE. L'Espagne organisera deux ateliers annuels et contribuera au suivi du plan national de mise en œuvre du pacte de la composante civile de la PSDC. Elle promouvra la publication d'un guide opérationnel sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés pour que les États membres appliquent des mesures spécifiques pour promouvoir les femmes dans les missions ([Notre traduction], Gobierno de España, 2021, p. 12).

Il est intéressant de réfléchir sur le niveau d'influence et de la possibilité d'adhésion des progrès de cette politique conjointement à des normes de la Commission Européenne, par exemple.

De plus, au niveau multilatéral, nous avons, dans tous les exemples des modèles de PEF, le lien de ces modèles ainsi qu'à des actions conjointes avec les Nations Unies, en raison de l'influence du traité *Femmes, Paix et Sécurité* de sur les agendas de PEF. En outre, il a été possible d'identifier l'action des modèles de PEF conjointement à d'autres types d'organisations multilatérales, comme l'Organisation Mondiale de la Santé – OMS (Gouvernement de l'Espagne, 2021, p. 14), les Forums Multilatéraux (Institut Matias Romero, 2020, p. 2), la Banque Mondiale (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018) ainsi que les blocs comme le G7 (Affaires mondiales Canada, 2020) et G20, comme on le constate dans l'extrait suivant :

3.2.2 Renforcer la promotion de l'égalité de genre au sein des institutions multilatérales et poursuivre l'intégration transversale dans les organisations et fonds multilatéraux Dans les enceintes internationales et européennes, la France est un acteur de premier plan, engagé au plus haut niveau pour la promotion des droits des femmes et leur autonomisation. Face aux risques de régression normative, la France continuera de défendre avec ses partenaires des positions ambitieuses en faveur de l'émancipation de toutes les femmes et les filles et portera l'étendard des droits des femmes dans les instances multilatérales telles que l'AGNU, le Conseil de sécurité, le Conseil des droits de l'homme, le Conseil de l'Europe, le G7 et le G20 (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018, p. 29).

Un deuxième point émergent qui a été soulevé dans le cadre de notre recherche est en lien avec la guerre en Ukraine, initiée en février 2022. Nous comprenons que celle-ci est un élément



important et il faut le mentionner, car des études éventuelles devront être effectuées pour comprendre, par exemple, l'efficacité des modèles de PEF durant cette période. Notons que 90 % des personnes déplacées sont des femmes nées avec des organes génitaux féminins et des enfants (Conseil de sécurité UN, 2022). Par exemple, on sait jusqu'à maintenant que la France est un des pays pivots responsables des dialogues diplomatiques, ainsi qu'interlocuteurs des négociations dans la guerre de la Russie et de l'Ukraine<sup>122</sup>. Cet État est un des membres du Conseil de Sécurité qui cite, dans sa PEF :

Au Conseil de sécurité, la France a contribué à l'adoption des résolutions 1325, 1820, 1888 et 1960 relatives aux femmes, à la paix et à la sécurité qui invitent les États à renforcer la protection des femmes pendant les conflits et la participation des femmes aux négociations de paix et aux processus décisionnels. En 2010, elle a adopté un plan national d'action pour la mise en œuvre de ces résolutions et continuera de défendre leur application dans les faits au Conseil de sécurité, en particulier lors de ses présidences (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018, p. 31).

Pour sa part, la Suède et le Canada agissent dans des projets collaboratifs dans leur agendas de PEF avec l'État de l'Ukraine depuis 2017 et 2019. Dans le cas de la Suède, le gouvernement a collaboré de la manière suivante : « *supported a major gender-responsive budgeting initiative in Ukraine, focusing on capacity building and reforming budget work at both central and local level. The aim is to increase the effectiveness and equity of budget allocations* » (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2017, p. 14). Le Canada, à son tour, a déjà agi dans des projets et des actions directement en Ukraine, par exemple, avec la construction d'environ 535 bureaux juridiques aux personnes du pays (2020) ainsi que des actions directement liées à sa PEF :

En 2019-2020, la mission a recruté un conseiller en matière d'égalité des genres qui a dispensé une formation et des conseils stratégiques aux services de police ukrainiens, en présentant une image inclusive des policiers et en se faisant le champion du changement de la culture policière. La mission a également permis d'offrir une formation sur la violence domestique. Tous les cours ont comporté un module sur l'ACS+ et ont été caractérisés par l'utilisation d'un langage tenant compte de la diversité. Le Canada a octroyé un programme d'aide de 2,8 millions de dollars pour contrer la désinformation parrainée par l'État russe lors des élections

---

<sup>122</sup> Pour en savoir plus, voir <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/ukraine/guerre-en-ukraine-la-position-de-la-france/>.

présidentielles et parlementaires en Ukraine, en 2019 (Affaires mondiales Canada, 2021, p. 105).

Ces résultats nous amènent à proposer le développement d'études qui établissent l'effectivité de ces politiques et le soutien à l'inclusion conjointement à des groupes minoritaires, par exemple dans les conflits contemporains qui sont directement liés au sujet de la politique étrangère et des relations extérieures.

## CHAPITRE VI

### LES FAÇONS D'HUMANISER LES MODÈLES DE PEF

Les modèles de PEF, en tant que politiques visant à introduire la thématique de l'égalité de genre dans les programmes et les actions entre les États, constituent une avancée importante pour le travail de promotion des droits humains et de réduction des inégalités dans le monde. En outre, en tant que modèles de politiques publiques, des PEF subissent des cycles de projet de construction, de mise en œuvre, de suivi, d'évaluation ainsi que d'adéquation de leurs actions. Il est par conséquent nécessaire d'effectuer des évaluations périodiques pour comprendre l'efficacité réelle de ces modèles politiques. Ainsi, comme présenté dans les chapitres II, IV et V, ces politiques ont une capacité de transformation, si l'objectif principal de celles-ci sont des constructions d'instruments solides en faveur de l'égalité de genre. Néanmoins, ces objectifs ne peuvent pas seulement être utilisés comme des stratégies rhétoriques pour la construction de *soft power* (Zhukova et al., 2021). Par conséquent, afin de collaborer au développement du genre d'une manière inclusive, nous proposons de présenter les progrès que les modèles actuels de PEF ont déjà concrétisés. De plus, nous voulons présenter des suggestions d'améliorations ainsi que d'adaptations aux futurs instruments et documents politiques de PEF.

#### 6.1 Progrès et bonnes pratiques<sup>123</sup> dans les modèles de PEF

Après l'analyse des documents politiques, nous avons pu identifier que ceux-ci, en plus de l'engagement explicite qui se manifeste en faveur du thème (tableau 4.5), ont permis de progresser dans les bonnes pratiques qui peuvent servir d'exemples à d'autres États. Nous nous proposons de les présenter ci-après. D'abord, nous observons que les bonnes pratiques identifiées

---

<sup>123</sup> Dans ce document, nous considérons comme de bonnes pratiques les suggestions qui visent à mettre en évidence la façon dont les modèles PEF peuvent être plus inclusifs par rapport à la dimension de genre et des aspects non-coloniaux.

dans les modèles de PEF peuvent être divisées en neuf dimensions. Ces dimensions, en fonction du nombre de fois où elles sont trouvées dans les documents, sont indiquées ci-après (par ordre décroissant) :

- Bonnes pratiques institutionnelles : 9 exemples;
- Bonnes pratiques méthodologiques : 8 exemples;
- Bonnes pratiques de réseau : 7 exemples;
- Bonnes pratiques d'inclusion : 5 exemples;
- Bonnes pratiques de communication et de langage : 3 exemples;
- Bonnes pratiques avec des thèmes spécifiques: 4 exemples;
- Bonnes pratiques budgétaires : 3 exemples;
- Bonnes pratiques d'éducation + masculinités: 1 exemple;
- Bonnes pratiques décoloniales : 1 exemple.

Ainsi, pour présenter brièvement ces dimensions, nous commençons par les bonnes pratiques institutionnelles dans lesquelles nous trouvons neuf exemples qui peuvent être reproduits par d'autres États :

Tableau 6.1 Bonnes pratiques institutionnelles dans les modèles de PEF.

État	Exemple
Suède	Tous les départements du service des affaires étrangères suédois - départements techniques, géographiques et administratifs ainsi que les missions suédoises dans le monde - ont été invités dès le lancement du programme à exprimer leur point de vue concernant la manière dont la politique étrangère féministe de la Suède peut être mise en œuvre dans tous les domaines politiques et opérationnels du service des affaires étrangères suédois. Près de cent réponses ont été reçues, constituant une longue liste d'idées qui ont servi de base au plan d'action initial pour la politique étrangère féministe du service extérieur suédois. ([Notre traduction], <i>Ministry of Foreign Affairs of Sweden</i> , 2017, p. 34)
	<i>Intensified the dialogue on human rights and gender equality at political level and by establishing three ambassador positions: for human rights, democracy and the rule of law; for gender equality; and to combat human trafficking. (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2017, p. 5)</i>
	<i>Objective 7: Swedish Foreign Service internal activities support and advance the policy. {...} In the spring of 2017 roughly half of the managers in the Foreign Service were women (Ministry of Foreign Affairs of Sweden, 2017, p. 2).</i>

	<p>Adopter une approche féministe de la politique étrangère doit entraîner un changement culturel et institutionnel profond ainsi qu'une appropriation du sujet par l'ensemble des personnes liées aux questions extérieures [...] La constitution d'un cadre de redevabilité (cinq axes d'intervention; 75 indicateurs) pour le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et ses 12 opérateurs constitue également un point essentiel (Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, 2020, p. 35 et 36).</p>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• mettre en relief les enjeux d'égalité entre les femmes et les hommes dans la communication institutionnelle ;</li> <li>• actualiser les outils de ressources humaines en faveur de l'égalité professionnelle et salariale : - formaliser un cadre de traitement des enjeux de harcèlement et de violence au travail, - mener une étude relative à la division sexuée du travail, dont les résultats seront partagés avec les opérateurs, - poursuivre et renforcer la mise en place de dispositifs pour mieux équilibrer vie professionnelle et vie privée (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018, p. 25).</li> </ul>
France	<p>La nomination de correspondants et correspondantes, points de contact et points focaux pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans chaque poste diplomatique et chaque direction du ministère: Les correspondants et correspondantes sont nommés dans les postes à missions élargies ou prioritaires ; les points de contact sont nommés dans les postes de présence diplomatique (25 postes) et assurent un suivi allégé dans ces postes de taille très réduite. Les points focaux sont en charge du suivi transversal des enjeux d'égalité entre les femmes et les hommes au sein de chaque direction d'administration centrale. Une campagne de communication sur l'Intranet du MEAE (Diplonet) encouragent les agents à participer aux sessions de formation sur le genre réactualisées; • un prix des droits des femmes de la République française sera mis en place pour récompenser les meilleurs projets/initiatives des postes (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018, p. 26).</p>
	<p>1-3 Des moyens humains et financiers qui ne sont pas à la hauteur des enjeux [...] Même si la diplomatie économique requiert de multiples actions dans des champs très divers, le HCE estime que la diplomatie féministe doit également se mettre en ordre de marche en renforçant son organisation par de nouvelles ressources humaines dédiées à cette mission. Par ailleurs, compte tenu de l'importance prise par la diplomatie économique, le renforcement de l'intégration d'une perspective de genre dans cette diplomatie pourrait constituer un levier essentiel pour développer la diplomatie féministe. À titre de comparaison, le HCE rappelle qu'il existe ainsi, au sein du ministère des Affaires étrangères suédois, depuis 2015, un.e Ambassadeur.rice dédié.e en charge de la politique étrangère féministe et une équipe en charge de la coordination de cette politique, qui s'ajoute au réseau de points focaux nommés dans chaque service du ministère et de l'ambassade. L'Ambassadeur.rice est également en charge de l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité. Au Canada, une cinquantaine de personnes occupent des postes spécifiquement dédiés au genre au sein du ministère des Affaires étrangères, parmi lesquelles une ambassadrice dédiée aux questions « Femmes, Paix et Sécurité », depuis juin 2019, fournit des conseils à tous les ministères fédéraux pour renforcer la mise en œuvre du Plan national d'action canadien (Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, 2020, p. 39 - 41).</p>
Espagne	<p><i>It has also created the figure of the coordinator for violence against women at Spanish embassies. The Ministry of Foreign Affairs has followed the 2020 Annual Plan for Violence against Women Abroad, with such measures as the signing of an agreement with the Spanish Lawyers' Foundation, the drafting of a manual and the preparation of protocols to receive victims in Spain, as well as other new training and communication action (Gobierno de España, 2020).</i></p>

Source : créé par l'auteurice.

À partir du tableau ci-dessus, nous soulignons dans les discours la préoccupation de la plupart des États concernant le domaine institutionnel pour promouvoir leurs agendas de PEF. Citons comme exemple le quatrième cas français (tableau 6.1) dans lequel celui-ci cherche, à travers l'illustration d'exemples tirés des modèles de PEF de la Suède et du Canada, à expliquer comment les ressources humaines et financières de son département des relations étrangères et européennes doivent se développer pour répondre aux attentes de son modèle de diplomatie féministe. Ici, nous constatons que la France est ouverte et observe les autres modèles de PEF mis en œuvre par d'autres États. Ce cas donne également l'occasion de voir de quelle façon les bonnes pratiques institutionnelles des États de la Suède et du Canada sont déjà considérées comme de bons exemples pour être reproduites dans d'autres contextes.

Une autre bonne pratique que nous voudrions souligner rejoint le cas espagnol (deuxième exemple dans le tableau 6.1). L'Espagne, dans son document officiel de sa PEF a autorisé la présentation de son calendrier annuel concernant les activités qui ont été réalisées en relation avec son modèle politique. Dans ce cas, en apportant la dimension institutionnelle, il permet aux lecteurs·rices et chercheurs·euses de vérifier quels sont ses principaux segments d'action. En outre, l'explicitation d'un exemple tel que le cas espagnol permet de faire confiance et de mieux comprendre les données ouvertes disponibles, élucidant ainsi l'efficacité du modèle PEF de ce pays.

En passant à la deuxième catégorie de bonnes pratiques, nous avons des exemples correspondant aux méthodologies mises en œuvre par les modèles de PEF étudiés :

Tableau 6.2 Bonnes pratiques méthodologiques dans les modèles de PEF.

État	Exemple	Dimension
Suède	<i>Analysis and knowledge-gathering are prerequisites for understanding and shedding light on the situation of women and girls in various contexts. Influence can be strengthened by using agency, alliances, platforms, networks and international oversight and follow-up mechanisms. Communication and public diplomacy are other central tools. Consular work also plays an important role in contributing to the full enjoyment of human rights by all women and girls</i>	Méthodologique

	<i>worldwide (Ministry for Foreign Affairs of Sweden, 2019, p. 31).</i>	
Canada	Le Canada a également adopté une approche plus participative dans sa conception du programme d'aide internationale visant les personnes LGBTQ2I, qui est conforme à une approche fondée sur les droits de la personne (Affaires mondiales Canada, 2021, p. 122).	
	Quatre principes clés guideront les actions du Canada : <b>Donner l'exemple</b> : Le Canada s'engage à être un diffuseur et utilisateur modèle de données ouvertes sur son aide internationale. <b>Se concentrer sur les résultats</b> : La transparence, la responsabilisation et la participation sont des conditions nécessaires à l'obtention de résultats de développement durable. <b>Équité</b> : Tous les intervenants et bénéficiaires devraient avoir un accès égal à l'information et aux possibilités d'influencer les efforts d'aide internationale du Canada. <b>Partenariats</b> : Le Canada s'associe à ceux qui partagent son engagement envers la transparence, la responsabilisation et l'inclusion, et ses partenaires jouent leur rôle (Affaires mondiales Canada, 2019, p. 7).	
	Dans sa Politique, le Canada s'engage aussi à accentuer son engagement envers une prise de décisions fondée sur des données probantes, en investissant dans une meilleure cueillette de données et dans l'évaluation aux fins d'égalité des genre. {...} Afin de respecter cet engagement, Affaires mondiales Canada a élaboré une série d'indicateurs de rendement clés (IRC) pour suivre et mesurer les progrès réalisés dans ces six champs d'action. <b>Indicateurs de rendement clés des champs d'action</b> : mesurent et observent les progrès quant à la mise en œuvre de la Politique d'aide internationale féministe dans chaque champ d'action à travers les programmes d'aide internationale du Canada. <b>Indicateurs mondiaux</b> : mesurent les progrès vers l'atteinte des Objectifs de développement durable en lien avec l'égalité des genre. <b>Indicateurs de défense des intérêts</b> : mesurent le succès du ministère à promouvoir et influencer les intérêts et les valeurs du Canada dans le monde. <b>Indicateurs ministériels</b> : mesurent les progrès réalisés par rapport à l'avancement du plan d'action féministe du gouvernement au sein d'Affaires mondiales Canada (Affaires mondiales Canada, 2021 <sup>124</sup> ).	
	Mettre fin à l'impunité dans les dossiers de violence sexuelle et fondée sur le genre Le financement offert par le Canada à ONU Femmes a facilité le déploiement d'enquêteurs et de conseillers experts chargés de recueillir des preuves montrant comment la violence sexuelle a été utilisée comme outil de génocide contre la communauté yésidie d'Irak et comme tactique pour terroriser et contrôler les victimes et leurs communautés dans la région du Kasai en RDC. Les experts ont également mis en lumière les violences sexuelles commises contre des hommes et des garçons comme tactique d'interrogatoire dans des centres de détention, et contre des personnes LGBTQ2I au Yémen et en Syrie (Affaires mondiales Canada, 2021, p. 101).	Méthodologique + Inclusive
Afin que les travaux de la société civile, des gouvernements et des donateurs soient les plus efficaces possible, ils doivent reposer sur des preuves et sur l'apprentissage. Le Canada renforcera la base de données probantes en investissant dans la recherche sur les politiques, dans une meilleure cueillette de données et dans l'évaluation aux fins d'égalité des genres. Cela s'appliquera à l'ensemble des efforts du Canada en matière d'aide internationale, et on s'attend à ce que tous nos partenaires fassent de même (Gouvernement du Canada, 2017, p. 29).	Méthodologique + Recherche	

Source : créé par l'autrice.

<sup>124</sup> Extrait d'une page en ligne.

Dans ce deuxième cas, nous voyons la prépondérance des exemples du Canada comme un État qui a de bonnes pratiques méthodologiques pour la mise en œuvre des modèles de PEF. Cela fait écho au constat soulevé dans le chapitre IV, par rapport au rôle de leader technique du Canada dans la mise en œuvre des PEF (tableau 6.2). Par exemple, à travers la promotion d'outils méthodologiques pour le Yémen, bénéficiaire des actions de PEF du Canada, celui-ci a promu des actions d'inclusion et de respect des droits humains de la population 2SLGBTQIA+ (tableau 6.2). De plus, il convient de mentionner le troisième exemple canadien dans lequel on nomme et explicite les indicateurs clés de performance (ICP). Dans cet exemple, il s'agit d'une bonne pratique qui dépasse les PEF. Autrement dit, cette pratique, basée sur quatre dimensions interdépendantes, vise à fournir une vision plus globale du travail effectué par des politiques publiques du Canada.

Tableau 6.3 Bonnes pratiques de réseau dans les modèles de PEF.

État	Exemple	Dimension
Suède	Consulter des personnes, des groupes et/ou des organisations qui se dévouent à l'égalité des genres ([Notre traduction], <i>Ministry for Foreign Affairs of Sweden</i> , 2019, p. 39).	Réseau
	<i>Strengthened work against discriminatory legislation. Sweden has contributed the World Bank's work to survey and follow up discriminatory legislation in 173 countries (Ministry for Foreign Affairs of Sweden, 2018, p. 14).</i>	
	<i>Sweden participates actively in the Universal Periodic Review, an oversight mechanism in which all UN Member States give each other recommendations pertaining to fulfilling human rights. Sweden regularly draws attention to urgent issues pertaining to human rights in the countries that are reviewed and particularly those pertinent to women's and girls' enjoyment of human rights (Ministry for Foreign Affairs of Sweden, 2019, p. 38).</i>	
	<i>The Swedish approach was to consistently integrate the WPS agenda in the Council's day-to-day work with resolutions and statements. Sweden also urged stronger, wider reporting on the situation of women and girls in various conflicts discussed by the Council and an improved gender perspective in the UN's work in the field. Sweden ensured, for example, that all UN missions subject to negotiations included a mandate to work with the WPS agenda. Sweden also achieved stronger statements about WPS in other texts, such as presidential statements on crisis situations and a presidential statement on protection of civilians. Sweden put strong emphasis on women's participation in peace processes, but also urged the UN and the Security Council to strengthen their commitment to combat sexual and gender-based violence in conflicts. As an aspect of this, Sweden took the initiative to make sexual and gender-based violence a separate listing criterion in the UN sanctions regimes for a number of countries (Ministry for Foreign Affairs of Sweden, 2019, p. 33).</i>	



	Dans 18 pays d'Amérique latine, Expertise France (EF) coordonne le volet genre du programme EUROSOCIAL+ qui a pour objectif d'accompagner des réformes de politiques publiques latino-américaines à travers un mécanisme de dialogue direct et souple avec les institutions nationales, dans l'objectif de réduire les inégalités et de renforcer la cohésion sociale. Il s'articule autour de trois axes prioritaires : les politiques sociales, la gouvernance et les questions de genre. Après une période de consultations au niveau national, un plan d'action a été élaboré autour d'une cinquantaine d'actions prioritaires en fonction des particularités nationales. Les premières missions d'assistance technique ont commencé fin 2017, début 2018 (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018, p. 22).	
France	Les expertes du Conseil consultatif pour l'égalité entre les femmes et les hommes du G7 travaillent actuellement à la création d'un recueil de lois composé des « lois les plus favorables » pour les femmes dans le monde (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2022 <sup>125</sup> ).	Réseau + Législatif
	Annoncé en 2019 par le président de la République française et lancé le 15 juillet 2020, le Fonds de soutien aux organisations féministes (FSOF) vise à soutenir les organisations féministes de la société civile des pays partenaires de la politique de développement et de solidarité internationale de la France. Copiloté par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) et l'Agence française de développement (AFD), ce fonds s'inscrit dans le cadre de la diplomatie féministe française et de la Stratégie internationale de la France pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2018-2022 (Agence française de développement, 2021, p. 2).	Réseau + Budget

Source : créé par l'autrice.

Les États qui se sont le plus démarqués dans notre analyse des documents politiques, en ce qui concerne le thème du réseau, étaient la Suède et la France. En analysant à nouveau les résultats obtenus au chapitre IV à partir des modèles de leadership de chaque État (tableau 6.2), nous constatons que la position des deux pays est cohérente par rapport à leurs exemples de bonnes pratiques. La Suède, en tant que pays pionnier pour la mise en œuvre des PEF, utilise les bonnes pratiques en matière de connexions réseau, tout en travaillant principalement avec différents organismes des Nations Unies, ainsi qu'avec les secteurs du développement liés à la Banque mondiale. La France diversifie ses activités à travers des relations avec des groupes de travail et de soutien, en étant capable de trouver des exemples d'articulations en réseau du G7, dans la construction de ses propres réseaux locaux dans la région de l'Amérique latine, ou à travers des associations féministes, sur différents fronts. Dans ce dernier aspect, nous soulignons l'initiative visant à promouvoir le financement des organismes féministes en tant qu'articulateurs pour l'application des modèles de PEF (tableau 6.3). Dans cet exemple, il est possible de constater, en

<sup>125</sup> Extrait d'une page en ligne.

plus du potentiel de promouvoir des actions avec les organisations de la société civile, que cet État propose de mettre en évidence le budget qui permettra à ces activités de se concrétiser.

Après ces trois dimensions de bonnes pratiques dans les modèles de PEF, nous voyons le thème de l'inclusion, qui est possible d'être identifié dans les exemples suivants :

Tableau 6.4 Bonnes pratiques d'inclusion dans les modèles de PEF.

État	Exemple	Dimension
Canada	<i>LGBTQI2S+ rights As Dignity Network Canada has reported, over one-third of UN member states continue to criminalize consensual same-sex sexual acts, legislative provisions in support of transgender identities and rights remain elusive in the vast majority of countries, and the rights of intersex people are still only rarely acknowledged. Violence and discrimination against LGBTQI2S+ people is legal or accepted in far too many parts of the world, but progress is being made, particularly in countries where governments have explicitly supported social, legal, and policy reforms. A feminist, rights-based approach to foreign policy must recognize the marginalization of LGBTQI2S+ people and centre their rights in policies and programming (Feminist Foreign Policy Working Group, 2021, p. 8).</i>	Inclusion
	En Syrie et en Irak, le Canada a appuyé les efforts réalisés par <i>Outright Action International</i> pour mettre en place et préserver des mécanismes efficaces de défense des droits de la personne et des sociétés civiles inclusives. Ces efforts visaient à permettre aux activistes lesbiennes, homosexuels et bisexuels, transgenre et intersexués (LGBTQ2I) existants et émergents en Syrie et en Irak, de mettre en place des mécanismes efficaces de défense des droits de la personne (Affaires mondiales Canada, 2021, p. 95).	
	En 2019-2020, 24 486 nouveaux arrivants admissibles au Canada ont profité des services du Programme d'aide à la réinstallation (hors Québec). L'IRCC a également offert aux personnes LGBTQ2I et aux jeunes de l'orientation spécialisée, une formation sur les aptitudes à la vie quotidienne, en plus de les aiguiller vers des programmes fédéraux et provinciaux. Le Programme d'aide à la réinstallation a également fourni un soutien au revenu mensuel aux nouveaux arrivants admissibles pendant une période pouvant aller jusqu'à 12 mois (Affaires mondiales Canada, 2021, p. 70).	Inclusion + Budgétaire
Espagne	Contacts bilatéraux : L'ambassade est en contact régulier avec des acteurs clés pour la promotion de l'égalité dans le contexte national, comme la congressiste transgenre Geraldine Román, qui a rejoint l'Académie philippine de la langue espagnole en 2019 <sup>126</sup> ([Notre traduction], Gobierno de España, 2021, p. 10).	Inclusion

Source : créé par l'autrice.

<sup>126</sup> > Contactos bilaterales: La embajada está en contacto habitual con actores clave para el fomento de igualdad en el contexto nacional, como es la congresista transexual Geraldine Román, que se unió a la academia filipina de la lengua española en 2019 (Gobierno de España, 2021, p. 10).

En ce qui concerne cette dimension, le Canada est un pays où les cas sont prépondérants. Ainsi, le premier exemple du cas canadien renvoie à la création d'un groupe de travail pour inclure la population appartenant à la communauté 2SLGBTQIA + dans son modèle de PEF. Cet exemple démontre l'importance de ce document politique, qui peut servir d'inspiration et de soutien pour la construction de PEF dans d'autres États. Nous soulignons également le cas de l'Espagne comme un exemple de bonne pratique, car c'est le seul État qui offre un langage plus inclusif et humanitaire dans sa PEF sur la condition des femmes trans dans la catégorie des femmes du féminisme. Dans la plupart des cas, nous avons vu des documents politiques établissant des distinctions entre les femmes et « les personnes 2SLGBTQIA + » que l'on retrouve couramment dans tous les autres documents politiques.

Après le thème de l'inclusion, nous abordons celui des sujets thématiques spécifiques à partir des exemples ci-dessous :

Tableau 6.5 Bonnes pratiques spécifiques - thèmes dans les modèles de PEF

État	Exemple
Canada	<p>Aider de jeunes mères à retourner aux études {...} Or, avec le soutien de l'initiative Éducation des filles au Soudan du Sud (GESS) et l'appui de ses amis, elle est de retour en classe. {...} GESS fournit des transferts d'argent liquide à des filles qui sont inscrites à des programmes d'études. Grâce à l'argent fourni par l'initiative GESS, Monica affirme ne plus avoir à vendre de thé durant ses soirées. « Le transfert d'argent liquide a donné un coup de main aux filles et aux femmes du Soudan du Sud. Au lieu de sortir de la maison pour chercher de l'argent, nous sommes en mesure de satisfaire certains de nos besoins. » Monica a reçu un troisième transfert d'argent liquide de GESS en juillet 2019 et s'est servie des fonds pour acheter une calculatrice, des livres et un nouvel uniforme scolaire (Affaires mondiales Canada, 2021, p. 55).</p>
	<p><i>One area of particular focus has been trade and gender – rooted in the understanding that trade is not gender neutral. Research shows that gender equality can create large economic benefits, as increased female labour force participation and increased female education leads to a more productive workforce and increased investment. Experience has also shown that trade agreements, and the cooperation that they have facilitated to reduce barriers to trade, have created positive economic outcomes for their signatories. However, significant gender-related barriers, which limit or distort trade, still exist. These barriers represent missed trade-related opportunities for economic growth in national and international economies. By working to remove them, women's economic empowerment and gender equality stand to benefit scolaire (Affaires mondiales Canada, 2018<sup>127</sup>).</i></p>

<sup>127</sup> Extrait d'une page en ligne.

Points d'entrée liés à l'élaboration de programmes : une approche des « 5 R » pour la prestation de soins. Il existe cinq points d'entrée pour aborder la prestation de soins dans les programmes financés par le Canada, qui découlent de l'attachement du Canada envers l'égalité des genre et les droits de la personne :

1. reconnaître la valeur des prestations de soins non rémunérées et mal rémunérées;
2. réduire la pénibilité du travail et le temps requis par les prestations de soins non rémunérées;
3. redistribuer plus équitablement les responsabilités des prestations de soins, tant au sein du ménage qu'à l'extérieur de celui-ci;
4. veiller à ce que les travailleurs chargés des prestations de soins non rémunérées et rémunérées soient représentés et aient voix au chapitre;
5. répondre aux besoins et respecter les droits des travailleurs chargés des prestations de soins non rémunérées et rémunérées.

Cette approche des « 5 R<sup>128</sup> » (reconnaître, redistribuer, réduire, représenter, répondre) s'inspire directement d'une série de cadres fondés sur les « 3/4/5 R » des prestations de soins, initialement conçus par Diane Elson (2008) et mis au point par diverses organisations dont Oxfam, ActionAid, l'Institute for Development Studies et, plus récemment, l'OIT (Affaires mondiales Canada, 2021<sup>129</sup>)

Source : créé par l'autrice.

Encore une fois, le Canada se démarque comme ayant le plus grand nombre d'exemples. C'est le seul pays qui a identifié des exemples percutants de thématiques différentes de celles précédemment présentées comme de bonnes pratiques de PEF. Le premier exemple est l'appui financier à un projet qui permet aux mères de retourner à l'école en encourageant l'éducation et en leur offrant un minimum de subsistance. Le deuxième exemple montre comment un accord axé sur les relations commerciales du Canada, ayant une destination prioritaire pour la participation à des entreprises axées sur les femmes, collabore à l'élimination des obstacles structurels aux relations étrangères. Même s'il s'agit d'une pratique libérale, la valorisation d'un réseau de production féminine est opportuniste dans le contexte du marché, collaborant pour que d'autres sujets se retrouvent également avec la possibilité d'accéder aux infrastructures fournies par ce média. Enfin, le troisième exemple montre comment le traitement de l'acheminement de l'aide humanitaire liée aux programmes financés par le Canada est constamment mis à jour à partir d'un dialogue avec différents organismes internationaux et aussi le PEF des autres États. Dans l'exemple cité (tableau 6.5), nous percevons l'adoption de bonnes pratiques de la politique suédoise dans la PEF du Canada. Ainsi, même si chaque agenda de PEF a des objectifs différents,

<sup>128</sup> Nous voudrions souligner que l'approche 5R du gouvernement canadien n'est généralement pas utilisée comme un argument et un discours de promotion de sa PEF comme c'est le cas de la Suède. C'est pour cette raison que nous citons uniquement cet exemple, sans le préciser.

<sup>129</sup> Extrait d'une page en ligne.

ces modèles peuvent fournir des outils permettant la reproduction des bonnes pratiques pour les autres pays. Toujours sur des sujets spécifiques, nous aimerions souligner en particulier le document *L'approche féministe du Canada pour aborder le travail de soins non rémunérés et rémunérés par le biais de l'aide internationale* (2017) dans lequel est présenté le thème du travail non rémunéré, présent dans les discussions de différents types de mouvements féministes. Par exemple, dans ce document, on mentionne ce qui suit :

Selon les données de l'OIT, dans le monde, 16,4 milliards d'heures par jour sont consacrées à la prestation de soins non rémunérée {...}, soit 9 pour cent du produit intérieur brut mondial, une proportion qui le rend deux fois plus important que le secteur agricole mondial. {...} Une partie importante des prestations de soins non rémunérées est effectuée dans des conditions difficiles, ce qui, combiné au manque de temps, peut entraîner des tensions physiques et émotionnelles (parfois appelées « épuisement »). La responsabilité disproportionnée des femmes et des filles pour la prestation de soins non rémunérés limite leurs possibilités d'éducation, d'emploi, de participation politique et sociale et de loisirs, affecte leur santé et les rend plus vulnérables à la pauvreté (Affaires mondiales Canada, 2017, n.w.).

Avec cela, il est possible que les agendas de PEF soulèvent des discussions comme celle-ci, souvent omises au niveau de la reconnaissance dans les politiques nationales. Ainsi, les modèles PEF, comme on le voit dans cet exemple, servent également à faire avancer des demandes négligées par les États (ex. les travaux non rémunérés), dans leurs politiques nationales. Néanmoins, il est important de souligner que dans ce discours il y a également une prépondérance d'éléments appartenant à un discours libéral. Selon Zhukova et al. (2021) ces éléments, qualifiés comme étant progressistes, finissent par être seulement des éléments rhétoriques de la politique.

Par rapport la sixième et la septième dimension pertinentes des bonnes pratiques, nous soulignerons des exemples liés aux domaines de la communication, ainsi que les éléments budgétaires dans les modèles de PEF :

Tableau 6.6 Bonnes pratiques liées à la communication et au budget dans les modèles de PEF.

État	Exemple	Dimension
Suède	<i>Digitalisation is a transformative force that creates new opportunities to raise issues, cooperate and exert influence (Ministry for Foreign Affairs of Sweden, 2019, p. 6).</i>	Communication

France	La reconnaissance politique du phénomène de féminicide et la lutte contre ses différentes formes (meurtres de filles à la naissance et sélection basée sur le sexe, crimes d'honneur, féminicides intimes et violence domestique, féminicides liés à la dot, non intimes) {...} En France, la Commission nationale consultative des droits de l'homme recommande « l'usage du terme féminicide à la fois sur la scène internationale dans le langage diplomatique, mais aussi dans le vocabulaire courant, en particulier dans les médias ». Le droit pénal français ne reconnaît pas le féminicide. Cependant, la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté du 27 janvier 2017 permet d'aggraver les crimes ou délits commis en raison du sexe de la victime (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018, p. 21).	Communication
Espagne	> Intersectionnalité et diversité : la mise en œuvre de l'approche de genre dans la politique étrangère implique nécessairement de travailler dans une perspective d'intersectionnalité. Il n'est pas possible de progresser sur la situation réelle des femmes et des filles sans prendre en compte le fait que les discriminations peuvent être multiples. Les femmes sont victimes de discrimination parce qu'elles sont des femmes, mais elles peuvent également être victimes de discrimination en raison de leur origine ethnique ou raciale, de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre (femmes LGTBI), de leur statut économique, de leurs croyances religieuses, de leur handicap ou de leur lieu d'origine <sup>130</sup> ([Notre traduction], <i>Gobierno de España</i> , 2021, p. 8).	Communication
France	3.3.3 Progresser en matière de budget sensible au genre, la budgétisation sensible au genre consiste à prendre en compte les enjeux d'égalité entre les femmes et les hommes dans les processus et les décisions budgétaires et sur l'impact des recettes et des dépenses dédiées aux femmes et aux hommes afin de corriger, le cas échéant, les inégalités. L'étude du budget sous l'angle du genre permet de renforcer l'égalité entre les femmes et les hommes en favorisant une utilisation plus efficace et mieux ciblée des ressources publiques (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2018, p. 32).	Budgétaire

Source : créé par l'autrice.

En ce qui concerne ces deux dimensions, nous avons trouvé des exemples dans 4 états, que nous séparons en trois thèmes distincts. En commençant par l'exemple de la Suède (tableau 6.6), nous percevons comment le thème de la communication alignée sur la technologie devient un exemple de progrès pour la construction de la réduction des inégalités alignés sur les préceptes de la PEF. Un deuxième exemple souligne l'utilisation du langage et de la communication pour améliorer les politiques nationales dans les États, stimulant également leurs pratiques de relations étrangères. Dans cette dimension, nous avons identifié par exemple, l'importance du modèle politique français, pour aider à la prise de conscience et la reconnaissance du phénomène de

<sup>130</sup>> *Interseccionalidad y diversidad: La incorporación del enfoque de género en política exterior supone necesariamente trabajar desde la perspectiva de la interseccionalidad. No es posible avanzar en la situación real de las mujeres y niñas sin tener en cuenta que las discriminaciones pueden ser múltiples. Las mujeres sufren discriminación por el hecho de ser mujeres, pero además pueden sufrirla por su origen étnico o racial, orientación sexual o identidad de género (mujeres LGTBI), estatus económico, creencia religiosa, discapacidad o lugar de origen (Gobierno de España, 2021, p. 8)*

fémicide au niveau national pour traiter les cas de violence de genre. Ce terme est plus inclusif que celui qui a été couramment adopté par différents États à la place de la violence conjugale, ou des crimes d'honneur. Comme troisième exemple de bonnes pratiques dans le domaine de la communication à travers les modèles de PEF, nous avons le cas de l'Espagne qui, selon nous, définit mieux les expressions de la diversité pour l'inclusion d'une PEF féministe et intersectionnelle (tableau 6.6).

En ce qui concerne les bonnes pratiques liées au thème budgétaire, même si ce thème a déjà été identifié implicitement dans les autres bonnes pratiques (tableaux 6.3 et 6.4), nous voudrions souligner l'exemple du cas français. À l'instar de la France, nous croyons que chaque modèle de politique publique devrait avoir, dans ses ministères, secrétariats et départements, des contrôles des flux de dépenses et des investissements avec des distinctions liées au thème de l'égalité de genre pour : i) vérifier le potentiel de transformation sociale de ces politiques et ii) permettre l'amélioration des pratiques de politiques publiques qui répondent efficacement aux différents types de populations. En ce qui concerne les budgets, nous soulignons son émergence ainsi que la nécessité d'améliorer ce thème de recherche, afin d'améliorer les modèles de PEF et de construire des bases pour des études d'analyse des politiques externes plus solides.

Enfin, nous soulignons les deux dernières dimensions trouvées des bonnes pratiques identifiées dans les modèles politiques de PEF, correspondant au thème de l'éducation et de la masculinité, ainsi qu'un exemple de bonne pratique décoloniale. Pour le premier exemple, nous soulignons l'extrait ci-dessous présenté par le Canada :

À cette fin, le Canada appuiera, entre autres interventions, l'élaboration d'une approche *currique* tenant compte du genre dans les écoles, s'efforcera de lutter contre les comportements nuisibles qui peuvent avoir des conséquences négatives pour tous les genre (comme les risques sexuels, la toxicomanie et la violence) et mettra en œuvre des programmes pour mieux soutenir les pères afin qu'ils acquièrent les compétences et la confiance nécessaires pour prendre soin de leurs enfants – garçons et filles – sur un pied d'égalité avec leurs partenaires (Gouvernement du Canada, 2017, p. 27).

Dans celui-ci, nous réalisons à quel point le thème de la PEF peut être transmis, à partir de la base des politiques nationales, par exemple, pour soutenir la mise en œuvre de politiques éducatives qui fonctionnent avec le thème de la responsabilité de genre dans les programmes éducatifs. Ici, en plus de vérifier le pouvoir que les modèles de PEF dirigent vers le traitement de la violence il est intéressant de voir comment les modèles de PEF peuvent traverser d'autres domaines de ce qui est attendu dans le traitement des inégalités de genre. Comme déjà discuté dans notre travail, les modèles de PEF peuvent servir de mécanismes pour lutter contre les mouvements *Backlash* à travers des organisations militantes liées à la société civile. Par exemple, il est connu des mouvements féministes, le travail réalisé par les organisations internationales qui soutiennent et collaborent avec le thème de la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles dans les pays où ces pratiques ne sont pas permis. Cette collaboration permet de réduire les taux extrêmement élevés d'abus et le contexte de la violence à l'égard de ces femmes.

Enfin, comme dernier exemple trouvé de bonnes pratiques liées aux modèles de PEF, nous avons trouvé un cas dirigé vers une approche décoloniale. Cet exemple provient du Canada mentionnant que « le Canada mettra fin à son approche des « pays ciblés » qui a développé une aide sur une liste restreinte fixe de pays » (Gouvernement du Canada, 2017, p. 74). Dans cet exemple, nous percevons comment l'orientation et l'accent mis sur la promotion de la langue d'une manière inclusive peuvent contribuer, par exemple, à la réduction de la stigmatisation des différents États aujourd'hui bénéficiaires des aides humanitaires. Nous comprenons et vérifions l'importance de l'exposition aux données ouvertes, par exemple, de la façon dont les États ont mis en œuvre leurs politiques. Néanmoins, comme nous l'avons expliqué au chapitre IV, ces approches et explications, au lieu de renforcer les avantages que ces politiques apportent, contribuent souvent à renforcer la stigmatisation et les stéréotypes des États et des différents continents du monde. Comme le mentionne Achilleos-Sarll (2018), les analystes de PEF devraient être attentifs à effectuer des analyses qui renforcent les problèmes culturels afin que ce type de politique ne soit pas autorisé à nier les identités nationales non problématiques et à perpétuer le renforcement colonial encore dans la modernité.

\*\*\*



Les modèles actuels de PEF, maintiennent toujours un espace d'ouverture au changement. De plus, compte tenu de la temporalité dans laquelle le premier modèle a été construit (2014), nous croyons que ces politiques pourraient être améliorées. Ainsi, afin de fournir une synthèse de la réponse à notre question de recherche ainsi que d'atteindre l'objectif numéro trois de notre travail (section 5.1.), nous chercherons à proposer brièvement des façons de reconceptualiser le genre dans les PEF d'une manière inclusive en tenant compte de notre recension des écrits ainsi que du cadre conceptuel proposé.

## 6.2 Bonnes pratiques pour les modèles de PEF

Nous commençons cette section en considérant qu'il n'y a pas qu'une seule façon, ou la plus appropriée, de réaliser des améliorations dans les modèles de PEF. Néanmoins, compte tenu des objectifs et des lignes d'action de chaque modèle, ceux-ci doivent également être attentifs à reproduire leurs spécificités à chaque groupe bénéficiaire accueilli. Ainsi, nous proposons d'apporter des suggestions en faisant dialoguer nos résultats trouvés dans l'analyse du discours des documents, avec notre littérature. Pour cela, nous séparerons les suggestions en deux points généraux qui pourraient être adoptés, et ensuite quelques points spécifiques présentant des problèmes qui doivent être résolus.

Premièrement, en ce qui concerne les suggestions générales, nous aimerions les séparer en deux catégories qui seront travaillées ensemble, c'est-à-dire que même en séparant deux thèmes distincts, ceux-ci devraient être appliqués simultanément. Les catégories proposées sont : i) les corrections et l'amélioration de la catégorie de genre dans les modèles de PEF, et ii) l'amélioration des pratiques non néocoloniales dans les modèles de PEF.

### 6.2.1 Corrections et l'amélioration de la catégorie de genre dans les modèles de PEF

Comme l'a démontré Nascimento (2021), la meilleure façon d'identifier si une personne est la bénéficiaire des modèles de PEF, est à travers leur auto-identification en tant que femmes ou personnes qui souffrent de stéréotypes de féminité. Ainsi, les sujets qui s'auto déterminent en

s'identifiant aux catégories de *womanisms* et/ou de féminités doivent être considérés bénéficiaires de cette politique. Ainsi, les États peuvent adopter les pratiques suivantes :

1. Reconnaître, à partir de leurs documents officiels, la nomenclature similaire de la définition des « femmes dans toutes leurs diversités ou dans leurs différentes formes de représentations », comme cela a été fait dans le cas de l'Espagne, en insérant les paramètres liés à l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, et les caractéristiques sexuelles (SOGIESC).

- a. Ainsi, en plus de la reconnaissance, il est nécessaire de réajuster dans ses documents de politique, le langage par lequel ce public de femmes est décrit. Que ce soit de manière synchrone, en modifiant les documents et règlements trouvés en ligne, ou en mettant à jour les documents déjà publiés, avec des notes explicatives à la fin. Cela permettra de comprendre l'adéquation en tant qu'actions d'inclusion, et à partir de la nouvelle date de publication, le gouvernement comprendra la catégorie des femmes à partir de cette définition.

2. Employer dans les études d'évaluation des politiques publiques de PEF des indicateurs qui comprennent les demandes liées aux femmes dans différentes catégories de SOGIESC.

3. Adopter une nouvelle approche pour inclure les femmes bénéficiaires d'une manière inclusive. Cela veut dire, par la présence des langages qui assurent les soins aux femmes dans toutes leurs diversités. Par exemple, dans les domaines suivants :

- a. Santé : i) En ce qui concerne les droits reproductifs, par exemple, vérifier comment les femmes dans toutes leurs diversités sont affectées par le thème. Au lieu des modèles qui n'incluent que des femmes cisgenres et des hétérosexuels, il est important de prendre en compte les demandes des femmes lesbiennes (cis et trans); quels sont les droits des personnes non binaires et des hommes trans à avoir recours à l'avortement, etc.; ii) Dans le contexte de la santé sexuelle inclure des demandes qui affectent également les femmes appartenant à la population 2SLGBTQIA+ dans différentes proportions, telles que l'exposition à qui peut être augmenté par des maladies sexuellement transmissibles ; augmenter les programmes d'éducation sexuelle pour les différents types de femmes, etc.; iii) Dans le cadre de la santé physique et psychologique, contribuer à la promotion de campagnes contribuant à la mise en place de services de santé inclusifs; développer le

service de soutien psychologique aux personnes qui souhaitent passer par le processus de transition, gratuitement et de manière non stigmatisée, etc.

- b. Sécurité : i) aborder dans les rapports les données faites par la violence de genre en tenant compte des spécificités de SOGIESC et d'autres marqueurs intersectionnels ; ii) décrire et sensibiliser dans les campagnes comment les femmes dans toutes leurs diversités peuvent souffrir de différents types de violence.
- c. Éducation : i) élaborer des stratégies inclusives pour soutenir la promotion de croissance saine auprès des enfants et des adolescents appartenant à la population 2SLGBTQIA+.
- d. Emplois : i) développer des données qui démontrent les différentes occupations des bénéficiaires des modèles de PEF selon les critères de la SOGIESC pour promouvoir la sensibilisation et la création de campagnes avec des quotas dans des postes principalement occupés par des hommes cis non racialisés.

4. Effectuer l'équilibre et l'adéquation du nombre d'actions effectuées par les modèles de PEF qui intègrent les femmes dans toutes leurs diversités.

5. Retirer les mentions « femmes et filles », ainsi qu'attribuer un espace exclusif aux enfants, qui aborde le traitement du genre en tenant compte de SOGIESC.

6. Adopter un langage inclusif en respectant en tout temps l'utilisation de terminologies qui n'excluent pas, ni essentialisent les différentes catégories de femmes qui se trouvent dans les catégories de *womanisms* et-ou féminités.

7. Éviter la distinction femmes et personnes 2SLGBTQIA+, car cela supprime des femmes qui appartiennent à cette communauté.

8. Tenir des forums de consultation comme le *Groupe de travail sur la politique étrangère féministe canadienne* et adhérer aux suggestions proposées par les groupes féministes de la société civile nationale. Nous insistons sur le fait que ces forums et groupes de travail doivent adopter des critères d'inclusion, de diversité et de représentation des collectifs qui comprenaient des

spécificités liées aux exigences des groupes raciaux, religieux, économiques et de communautés 2SLGBTQIA+.

- a. Consulter le document *Discussion Paper on Feminist Foreign Policy, from de Feminist Foreign Policy Working Group* du Canada comme source d'inspiration.

9. Ne pas conclure d'accords et imposer des sanctions contre les États qui adoptent des politiques contre les droits humains des femmes appartenant à la population 2SLGBTQIA +, encourageant les changements dans la législation nationale (États dans les documents publics).

10. Établir des formations sur le thème des PEF pour hauts postes gouvernementaux tels que les premiers ministres, les présidents ainsi que d'autres chefs d'États.

#### 6.2.2 Amélioration des pratiques non néocoloniales dans les modèles de PEF

Notre cadre théorique, en particulier selon les œuvres de Lugones (2007) et Achilleos-Sarll (2018), a permis d'identifier les possibilités d'actions susceptibles de rompre avec les tendances néocoloniales, lesquelles nous trouvons dans certains documents politiques. Ainsi, nous commençons par aborder le fait que chaque modèle de PEF adopte des approches, des modèles et des actions distincts qui valorisent les identités nationales et les intérêts politiques de chaque État. Par conséquent, la manière dont ces États abordent des partenariats est également distincte. En conséquence, nous recommandons les actions suivantes :

11. Décrire les actions dans les documents sans stéréotype des États partenaires. Par exemple, même si des documents politiques citent des travaux dans une région spécifique (Amérique latine, continent Africain, pays du Moyen-Orient), il est nécessaire que l'écriture n'essentialise pas toute la région.

12. Utiliser, dès que possible, des nomenclatures telles que l'échange de connaissances avec d'autres États, comme cela a été identifié dans le cas de l'Espagne, et ainsi démontrer l'importance de la coopération avec les autres États dans l'exécution des PEF.

13. Utiliser, comme l'exemple du Canada, la mention des approches de discontinuité de « pays d'intérêt ».

a) Nous reconnaissons que de nombreux États reçoivent plus de soutien que d'autres, en raison du fait que les États donateurs ont été leurs colonisateurs dans le passé, mais cela devrait être mentionné, ou les raisons pour lesquelles certains pays sont choisis en fonction de leur passé.

14. Dès que possible, présenter les données d'intersectionnalité afin d'identifier comment la politique soutient les femmes qui appartenant à certains groupes ethniques, religieux, de classes sociales et SOGIESC.

En ce qui concerne la suggestion précédente, nous pensons que cette pratique permet de décentraliser la figure d'autres États « fragiles ». Cette suggestion affecte directement la lecture de l'autonomie internationale des États.

15. Comprendre, pour l'élaboration de pratiques de partenariat et d'accords commerciaux avec différents États, comment ils mettent en œuvre l'approche des politiques pro-égalité de genre dans leur pays.

16. Organiser des forums de consultation avec les groupes féministes de la société civile dans les pays partenaires.

17. Développer la promotion de formations d'éducation inclusive pour les professionnels de la santé dans les cinq États étudiés que des partenaires afin de ne pas stigmatiser les femmes réfugiés, immigrants ou de minorités visibles pour leur origine ethnique et raciale, etc.

18. Ne pas conclure d'accords et augmenter les sanctions contre les États qui adoptent des politiques contre les droits fondamentaux des femmes qui appartenant à des groupes minoritaires.

19. Faire des formations, chaque fois que cela est possible, aux secrétariats et des ministères des pays partenaires. Sinon, penser à des stratégies pour l'insertion du thème avec des politiciens locaux qui sont en faveur des thèmes analysés.

20. Créer des invitations et des formations pour les ambassades des États bénéficiaires des PEF afin d'augmenter l'efficacité à moyen et long terme de ces politiques.

### 6.2.3 Suggestions spécifiques et complémentaires dans les modèles de PEF

Après avoir présenté les vingt suggestions de bonnes pratiques élaborées dans ce travail, nous chercherons brièvement à citer d'autres suggestions en lien avec les quatre caractéristiques que nous identifions dans notre revue de la littérature, soit : les PEF sont orientés vers une idéologie libérale ; traitent les questions de genre de manière binaire; renforcent la création de *soft power*; et s'inscrivent dans des perspectives coloniales (section 1.3).

21. Chercher à travailler des thèmes qui vont au-delà des objectifs hégémoniques de *soft power* en permettant l'expansion de la capacité de changement pour la réduction des inégalités de genre, sans laisser quiconque de côté.

a. Nous tenons à souligner encore une fois le document élaboré par le Canada sur les répercussions des demandes de **travail non rémunérées**. Même si l'objectif central de cette discussion a été établi pour comprendre comment l'économie perd avec la non-reconnaissance de ce type de travail, il est perçu que ce thème imprègne d'autres aspects du féminisme, collaborant avec toutes, d'une certaine manière, pour réduire les taux de travail précaires de différentes femmes.

22. Renforcer et continuer l'utilisation de ce type de politique pour lutter contre le mouvement ultraconservateur de *Backlash* qui a été progressivement mis en œuvre par différents États.

Nous pensons que, compte tenu du contexte de conjoncture dans lequel se trouve l'économie mondiale, après une période de pandémie au cours de laquelle ils revenaient de crises économiques dans différentes régions du monde, le renforcement par cette voie de modèles de PEF peut être un début pour lutter contre les inégalités de genre dans le monde.

En ce qui concerne la caractéristique des politiques qui adoptent un langage binaire, nous croyons que les recommandations proposées à la section 6.2.1 peuvent contribuer aux améliorations à cet égard.

23. Enregistrer les actions en se concentrant davantage sur les bénéficiaires des politiques et moins dans les États.

Il est donc nécessaire de réduire les comparaisons avec d'autres États, car elles diminuent et parfois stéréotypent les contextes nationaux des États bénéficiaires des PEF.

Enfin, en ce qui concerne le dernier élément que nous avons identifié dans notre revue de la littérature (section 1.3) que les modèles politiques adoptent principalement des modèles colonialistes pour la promotion de leur PEF, nous croyons que les recommandations de la section 6.2.2 peuvent contribuer à reconstruire l'approche de ces politiques, si elles sont d'intérêt pour les États. Ainsi, à partir de cette brève présentation de suggestions, nous croyons compléter notre réponse à la question de recherche posée dans ce travail, ainsi que d'atteindre l'objectif spécifique trois de cette recherche.

## CONCLUSIONS

Ce mémoire aborde des moyens de reconceptualiser la catégorie du genre dans les modèles actuels de PEF de la Suède, du Canada, de la France, de l'Espagne et du Mexique. Nous présentons des suggestions pour améliorer ces modèles, en partant de propositions d'auto-identification des sujets, selon leur orientation sexuelle, leur identité de genre, leur expression de genre et leurs caractéristiques sexuelles (SOGIESC), en tenant compte du fait que les discours présents dans les agendas politiques instrumentalisent la notion de genre dans ces politiques. Nous nous intéressons à la fois à l'approche poststructuraliste concernant l'analyse de genre proposée par les modèles de PEF et aux perspectives décoloniales qui expliquent les processus des relations étrangères entre États à travers l'analyse comparative de ces modèles. Dans ce contexte, notre analyse de discours de 35 documents politiques a permis d'identifier quatre tendances, déjà identifiées par l'analyse documentaire, des cinq modèles actuels de PEF.

La première tendance était que les modèles de PEF s'inscrivent dans des contextes de programmes de développement néolibéraux. Cela explique pourquoi ces agendas, centralisant le thème de la réduction des inégalités dans leurs dossiers et les objectifs des relations étrangères, sont plutôt basés dans les contextes économiques et dans les approches féministes libérales, principalement par le courant féministe libéral. Nous suggérons ainsi que ces agendas ne répondent pas à la demande des différentes femmes qui sont incluses dans la catégorie du féminisme, car ils n'ont pas dans leur centre d'intérêt la demande d'inclusion de ces femmes. C'est pourquoi, dans notre recherche, nous avons adopté deux positions - post-structuraliste et décoloniale - déjà suggérées par Achilleos-Sarll (2018) pour rendre compte de cette prérogative. La deuxième tendance était l'identification du traitement binaire des États qui ont mis en œuvre des agendas de PEF. À cet égard, notre recherche valide ce que la littérature aborde sur ce sujet.

Comme troisième tendance, nous avons constaté que les agendas collaborent à la construction de récits de pouvoir de ces États à travers des mécanismes de *soft power*, et cherchent à consolider



la légitimité et les identités dans le scénario des relations étrangères. Comme quatrième tendance, nous avons constaté que les modèles de PEF traitaient la question de manière colonialiste, en particulier lorsqu'ils s'adressaient aux États bénéficiaires de ces modèles politiques. Pour ces tendances, nous avons cherché à travailler en particulier avec l'approche décoloniale afin de pouvoir recentrer l'approche des politiques sur les sujets, dans laquelle les études proposées par la théorie poststructuraliste de Nascimento (2021) nous ont permis d'identifier des pistes pour cette orientation.

Ainsi, à partir de ces tendances, nous avons identifié une voie non détectée dans la recherche scientifique, dans laquelle les auteurs·rices Achilleos-Sarll (2018) et Zhukova et al. (2021) ont invité les chercheurs·euses à analyser les modèles de PEF à travers la compréhension de leur instrumentalité par rapport à une approche critique. Notre question de recherche était donc la suivante : Comment reconceptualiser le genre des politiques étrangères féministes pour inclure et humaniser les sujets visés par ces modèles ? Dans ce contexte, nous étions intéressés à comprendre comment les cinq pays qui ont officiellement mis en œuvre des modèles de PEF ont procédé à l'instrumentalisation de leur identité nationale par rapport au contexte de genre et politique dans ces documents en cherchant à déconstruire les préceptes binaires de traitement du thème.

Ainsi, nous avons adopté un cadre théorique divisé en trois segments. Pour le premier, nous partons avec une brève explication de la catégorie du genre (Laquer, 200 ; Piscitelli, 2002), qui a été développée davantage par la suite dans tous les autres cadres théoriques utilisés. Après cela, nous utilisons la théorie de Lugones (2007) afin d'expliquer les aspects macro par lesquels les modèles de PEF sont insérés. L'autrice explique, à travers le système de genre colonial moderne, comment les différentes relations entre les États sont encore imprégnées par des relations inégales entre eux, parce que c'était le résultat du modèle colonialiste mis en œuvre après le XVe siècle dans différentes nations. Ainsi, abordant le fait que ce système instrumentalise les aspects fondamentaux de la vie humaine basés sur la modernité, le dimorphisme et la colonialité du pouvoir, il explique comment les marqueurs du patriarcat, du capitalisme, racisme et de l'hétérosexualité sont inhérents et interdépendants de ce même système (Lugones, 2007).

Par la suite, nous mobilisons les travaux de l'auteur Nascimento (2021) pour aborder les compréhensions liées à notre approche communicationnelle du genre provenant du féminisme poststructuraliste à travers le concept de performativité. Nascimento (2021) poursuit la discussion de Butler sur les actes performatifs pour affirmer que le sujet du féminisme peut être identifié à travers les marqueurs de *womanisms* et-ou des féminités. C'est-à-dire qu'en comprenant la catégorie de genre en tant qu'instrument social conçu pour inclure le plus grand nombre de femmes dans leurs différentes expressions, il n'y a pas de sujet universel du féminisme (Butler, 1990), mais plutôt des femmes plurielles ou diverses qui doivent être écoutées dans tout modèle de politique publique de manière égalitaire par rapport aux autres.

Ainsi, à partir des cadres théoriques précédemment mobilisés, nous avons identifié la nécessité d'insérer une troisième définition pour comprendre comment les analyses des agendas de PEF doit être faite en tenant compte des points et des questions soulevées précédemment. Pour cela, nous trouvons la définition de l'analyse de la politique étrangère (APE), dans laquelle nous utilisons comme point de départ l'auteur Morin (2013), pour ensuite présenter la progression de ce concept à travers les travaux d'Achilleos-Sarll (2018). Le travail de l'auteur nous permet de comprendre que les modèles APEF doivent être centrés à partir de la jonction de deux domaines d'études féministes qui ont été développés de différentes manières dans les relations internationales, qui sont la théorie décoloniale et les études poststructuralistes. Pour l'auteur, ce n'est que de cette façon qu'il sera possible de comprendre les géographies ségrégationnistes encore présentes dans les modèles de relations étrangères entre États, en plus de permettre de faire la lumière sur les modèles d'identité nationale non problématique des différents États. En outre, l'auteur propose que c'est par la combinaison des deux approches qu'il devient possible de comprendre, comme le discours normatif du féminisme libéral du premier monde appliquent des politiques morales dans les pays bénéficiant de ces modèles politiques contribuant à des applications rationnelles qui perpétuent les formes de colonialisme en omettant les connaissances construites par les États bénéficiaires. Ainsi, compte tenu de ces cadres théoriques, nous comprenons que nous aurions des bases pour atteindre nos trois objectifs de recherche établis.

Ainsi, après la recension des écrits et notre cadre théorique, qui nous a permis de choisir une méthodologie de recherche appropriée, nous avons défini notre question et nos objectifs de recherche suivants. Le premier objectif était de comparer les agendas des PEF des cinq États d'une analyse du discours centré sur le genre. Nous répondons à cet objectif dans notre chapitre IV, dans lequel, à partir de l'exposition des principaux résultats identifiés, nous comprenons comment les modèles des États traitaient les modèles de PEF de différentes manières. À ce stade, nous aimerions mettre en évidence les tableaux 3.2, 4.2 et 4.3, ainsi que la figure 4.3, correspondant aux définitions et aux caractérisations des modèles de PEF actuels. En commençant par le tableau 4.3 des données générales, nous avons avancé dans la littérature en vérifiant que les modèles de PEF actuels correspondent à trois catégories. C'est-à-dire qu'il existe des modèles politiques intégraux, des modèles politiques partiels et des modèles politiques en expansion. Une grande partie de la littérature abordant les thèmes en comparaison, ou d'une manière spécifique par les États, n'a identifié que les modèles de PEF correspondant aux deux premiers modèles. Cependant, comme nous l'avons indiqué dans l'analyse des documents politiques de l'État du Canada, cela est mieux associé dans un modèle qui est encore en expansion. Par exemple, nous n'avons pas identifié dans la revue de la littérature les deux autres agendas qui composent le modèle du PEF du Canada. La plupart d'entre eux ne citant que le modèle de la Politique d'aide internationale féministe du Canada (PAIF).

D'autre part, le tableau 4.6 nous permet de contribuer à la littérature existante en présentant les types de profils de chaque État (le pionnier, le technique, le centre-diplomatique, le partenaire et le transversal). Nous notons que la construction de ses modèles de PEF vise à positionner les États de manière discursive dans le scénario des relations étrangères. Ce résultat fait écho aux travaux de Zhukova et al. (2021) qui ont déjà identifié les stratégies narratives des modèles de PEF qui instrumentalisent les modèles politiques, créant des valeurs, des identités et des déclarations de soft power de ces États par rapport aux autres. Enfin, la troisième avancée issue des résultats de notre mémoire, répondant au premier objectif de notre recherche, nous a permis de construire un schéma de discours évolutif qui démontre la progression du traitement du genre dans les modèles de PEF (figure 4.3). À travers cette figure, nous percevons les différentes approches des États dans le traitement et l'identification de ce qui est identifié comme une

politique étrangère basée sur le genre. Nous avons également constaté que l'évolution des discours et des États ne suit pas une chronologie du début des PEF. Il est donc possible de déduire, dans un premier temps, que les évolutions concernant le genre dans les PEF dépendent des valeurs nationales que chaque État porte pour élaborer ses politiques. Dans cet exemple, la France est le pays avec une approche et des connaissances inférieures liées au thème du genre par rapport à d'autres États. Par ailleurs, l'Espagne est à ce jour l'État qui aborde le mieux le genre dans ces documents de PEF. Néanmoins, de futures études pourraient contribuer à vérifier si cette tendance se maintiendra ou changera au cours du temps.

Le deuxième objectif de notre recherche était de déconstruire l'utilisation du genre dans ces PEF à partir d'une perspective féministe décoloniale. Nous pensons que cet objectif a été répondu principalement dans le chapitre V dans lequel nous abordons de manière critique les données déjà identifiées au chapitre IV. Par exemple, les terminologies « Genre + », « Sexes plus (ACS+) » et « les femmes et personnes LGBTQ+ » font qu'il est difficile de comprendre que les femmes appartenant à la communauté 2SLGBTQIA+ sont soumises à cette politique, les plaçant dans les marges, ou comme un élément supplémentaire. De plus, les deux premières terminologies démontrent une mécompréhension des termes de sexe et de genre par ces modèles politiques. Ainsi, nous avons identifié un réductionnisme dans le concept de « femmes », en les reliant à des discours exclusivement liés à la reproduction, aux familles, etc. qui n'ont malheureusement pas été vus plus en détail en lien avec d'autres marqueurs intersectionnels. À cet égard, nous percevons également de nombreux exemples de ces réductionnismes illustrés dans des modèles de PEF. Nous comprenons que ce type d'illustration empêche de vérifier en chiffres concrets les bénéficiaires aidés en fonction de leurs spécificités et de leurs besoins. En outre, nous avons constaté que certaines déclarations politiques, en particulier dans le cas du Mexique et de la France, finissent par citer de manière superficielle le thème des modèles de PEF, alors que dans le cas du Mexique, nous avons vu des citations une ou deux fois dans des déclarations étendues qui contredisent souvent les propositions qui sont présentées dans ces agendas politiques. Par conséquent, nous croyons que l'approche de Nascimento (2021) qui consiste à suggérer que les personnes peuvent s'autodéterminer, peut représenter une première étape vers l'élaboration de

politiques plus inclusives. Ainsi, une solution pourrait être que les rapports de PEF se préoccupent d'exposer cette diversité, respectant le pourcentage de chaque population concernée.

Enfin, notre troisième objectif visait à proposer des façons de reconceptualiser le genre dans les PEF au-delà d'une conception principalement binaire et instrumentale. Le chapitre 6 vise à apporter des éléments qui collaborent à des approches plus inclusives qui reconceptualisent le genre dans les politiques étrangères. Dans ce chapitre, nous avons proposé 23 suggestions qui incluent des sujets par ces modèles, à partir d'une approche de genre et décoloniale. Tout d'abord, avec l'approche genre, nous suggérons des moyens pour que, d'abord, le sujet bénéficiaire puisse s'autodéterminer en tant que des femmes à travers des critères de *womanisms* et-ou de féminités. Nous suggérons alors que ces critères soient corrigés et mis en évidence, et que des indicateurs de performance puissent être construits pour ce travail. En ce qui concerne les pratiques décoloniales, nous soulignons l'importance pour les États de présenter dans leurs documents des moyens de ne pas généraliser les réalités des États. En outre, ils doivent démontrer le double avantage que l'État donateur peut acquérir avec les partenariats et les programmes mis en œuvre. Par exemple, l'Espagne cite l'importance de créer des observatoires qui dialoguent avec l'État dans les pays africains, afin qu'il y ait des échanges et des améliorations dans les modèles proposés.

Ainsi, nous pensons qu'à partir de la présentation de ces objectifs, nous pouvons également mettre en évidence les résultats les plus saillants de notre recherche. Toutefois, un autre élément qui est apparu comme des résultats nouveaux et importants qui devraient être soulignés est, encore une fois, la possibilité de promouvoir ces programmes pour la promotion du développement. Nous avons vu, par exemple, au chapitre VI, que même si les modèles de PEF sont inscrits dans des terminologies néolibérales, ils abordent des questions qui sont d'intérêt commun pour d'autres axes de féminisme. Par exemple, le thème du travail non rémunéré, le thème du féminicide, etc. En outre, il a été possible de vérifier que ce modèle, dans la plupart des États, émerge comme une réponse à ce que la littérature appelle de *Backlash*. C'est-à-dire que, compte tenu de la mise en œuvre récente de ces modèles politiques, mais de leur potentiel de développement, nous pensons qu'ils devraient également être exposés afin que de futures études puissent être faites. À ce stade,

nous présentons au chapitre VI des discussions, les progrès que ces modèles politiques ont déjà apportés dans neuf domaines distincts.

Au cours de l'analyse, nous avons identifié certaines limites de notre travail : premièrement, les documents trouvés dans la littérature, ainsi que ceux disponibles de manière accessible sur les sites Web des gouvernements, ne présentaient pas toute la liste des documents officiels de chaque PEF. En effet, après avoir commencé nos analyses, nous avons vérifié que d'autres documents devraient être ajoutés et étudiés certaines déclarations essentielles pour comprendre le contexte de chaque pays (voir le tableau 3.2). Nous comprenons donc que notre analyse de décodage de documents a permis, d'une certaine manière, de traiter une grande partie des documents gouvernementaux. En outre, ce que nous pensions que la temporalité de la mise en œuvre des modèles politiques interférait dans le nombre de documents était en partie cohérent. Néanmoins, nous avons trouvé, grâce à l'approche de chaque politique, par exemple, dans le cas de l'Espagne, à l'appui des documents supplémentaires qui étaient possibles, au moins en identifiant les résultats que nous présentons tout au long des chapitres. Dans le cas du Mexique, nous avons vérifié une grande partie de la documentation citant des documents officiels pour constituer le programme de la PEF de ce pays. Toutefois, jusqu'à la période où nous avons effectué notre analyse, il n'a pas été possible de l'inclure plus précisément. Nous n'avons trouvé que des documents supplémentaires avec les demandes et les historiques de leur politique nationale et un présentation visuel officiel du gouvernement. Cela s'explique par le fait que, dans le cas du Mexique, nous mentionnons trois documents qui devraient être accessibles au public, qui auraient été produits en 2020, mais ne sont pas encore disponibles.

La diversité des langues, en ce qui concerne les documents trouvés en anglais, en français, en espagnol et en portugais (le *handbook* officiel de la Suède), ont constitué un défi. À ce stade, nous croyons que notre contribution à la communauté scientifique devient également pertinente, car, jusqu'au moment du début des analyses, nous n'avions pas identifié de nombreuses études qui regroupent différentes langues, ce qui, d'une certaine manière, contribué à ce que le phénomène soit discuté en blocs de discussion en fonction des communautés de recherche. Nous pensons également que lorsque nous travaillons avec une proposition d'APEF, la compréhension des

contextes politiques nationaux et des gouvernements de chaque État est également pertinente à travailler. Néanmoins, compte tenu des limites qu'un mémoire exige, nous laissons cela comme des propositions pour les futurs chemins de notre recherche.

Un autre thème qui est apparu et qui n'a malheureusement pas pu être abordé, compte tenu des limites des données de ces documents, est la façon dont, la Suède, le Canada, la France, et l'Espagne traitent les sujets bénéficiaires qui sont des femmes migrantes et des réfugiées dans ces pays. Le contexte de conflits en raison de guerres ou souvent des violences exercées dans les États qui reçoivent des fonds provenant d'actions étrangères, provoque la création de flux migratoires et de réfugiés vers des États qui ont des politiques humanitaires et de développement plus consistant où ces femmes devraient également être vues par des modèles de PEF en vigueur. Ces études contribueront à la compréhension de défis nationaux souvent problématiques en comprenant le travail d'égalité de genre d'une manière inclusive et humanitaire.

Plusieurs avenues de recherche peuvent résulter de ce travail. La première d'entre elles sera d'analyser le même thème à travers la perspective des personnes et des organisations bénéficiaires (tels que les OBNL) de ces politiques. L'exploration de la façon dont la question de l'inclusion est réalisée dans la pratique n'ont pas pu être identifiés dans les documents politiques. Nous avons également remarqué que le travail d'analyse du discours des documents politiques a permis la perception de deux types d'instrumentalisation des modèles de PEF : il s'agit d'une instrumentalisation de genre et de l'identité nationale. En ce qui concerne l'instrumentalisation de l'identité nationale, nous croyons qu'il n'a pas été possible d'en tenir compte dans ce travail, mais il est évident qu'un grand nombre de réseaux sont étroitement liés à ces politiques publiques qui devraient être identifiées, analysées et travaillées pour faire avancer de la littérature.

Un troisième thème qui se veut émergent au terme de ce travail, concerne la thématique des masculinités et des féministes. Nous considérons cette dernière proposition comme essentielle, car elle permet d'identifier que les modèles de masculinité et de féminité ne sont pas des catégories binaires et hétérosexualisées. Enfin, comme élément émergent qui est apparu dans le contexte de notre recherche, et que nous ne pouvions pas étudier en raison des limites de ce travail, est le conflit de guerre de l'Ukraine avec la Russie ainsi que la Cour suprême des États- Unis qui

révoque le droit à l'avortement revers qui avait déjà été établi comme une garantie légale depuis 1973. Ces deux thèmes ont de grandes répercussions liées au thème des PEF dans lequel des études empiriques sur le phénomène peuvent démontrer l'importance de ces agendas dans le domaine des relations étrangères.

\*\*\*

Enfin, nous croyons que nous contribuons aux aspects scientifique, sociaux et de communication de cette recherche en ajoutant des moyens réalistes par lesquels notre programme de recherche continuera de poursuivre avec d'autres études. Ainsi, puisque cette recherche provient d'une chercheuse des populations qui sont en marge des discours politiques en tant que minorités visibles, nous invitons d'autres chercheurs·euses, qui s'identifient dans ces catégories, à produire leurs contributions scientifiques et leurs connaissances pertinentes aux groupes qui nous concernent à propos des modèles de politiques étrangères féministes.



## BIBLIOGRAPHIE

- Achilleos-Sarll, C. (2018). Reconceptualising Foreign Policy as Gendered, Sexualised and Racialised: Towards a Postcolonial Feminist Foreign Policy (Analysis). *Journal of International Women's Studies*, 19(1), 17.
- Affaires mondiales Canada. (2017). *Plan d'action national du Canada 2017-2022 : Pour la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité*. <https://www.international.gc.ca/world-monde/assets/pdfs/pnac-fra.pdf>
- Affaires mondiales Canada. (2019, 28 février). *Indicateurs de la Politique d'aide internationale féministe*. [https://www.international.gc.ca/world-monde/issues\\_development-enjeux\\_developpement/priorities-priorites/fiap\\_indicators-indicateurs\\_paif.aspx?lang=eng&\\_ga=2.84259737.1612313701.1616098383-1509662103.1601985423](https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_development-enjeux_developpement/priorities-priorites/fiap_indicators-indicateurs_paif.aspx?lang=eng&_ga=2.84259737.1612313701.1616098383-1509662103.1601985423)
- Affaires mondiales Canada. (2020). *Rapport au Parlement sur l'aide internationale du gouvernement du Canada 2018-2019*. Ministère des Finances Canada. <https://www.international.gc.ca/gac-amc/publications/odaaa-lrmado/report-rapport-18-19.aspx?lang=fra#a8>
- Affaires mondiales Canada. (2021a). *Le Rapport statistique sur l'aide internationale 2019 - 2020*. Affaires mondiales Canada. <https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/assets/pdfs/international-assistance-report-stat-rapport-aide-internationale/2019-2020-fr.pdf>
- Affaires mondiales Canada. (2021b, 2 février). *Rapport au Parlement sur l'aide internationale du gouvernement du Canada 2019-2020*. [https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/international-assistance-report-rapport-aide-internationale/2019-2020.aspx?lang=fra#a4\\_1](https://www.international.gc.ca/transparency-transparence/international-assistance-report-rapport-aide-internationale/2019-2020.aspx?lang=fra#a4_1)
- Agathangelou, A. M. et Turcotte, H. (2008). Feminist Methodologies for International Relations. Edited by Brooke Ackerly, Maria Stern, and Jacqui True. Cambridge: Cambridge University Press. *Politics & Gender*, 4(01). <https://doi.org/10.1017/S1743923X08000111>
- Agence française de développement, A. (2021). *Le Fonds de soutien aux organisations féministes*. [https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/202106\\_fonds-soutien-organisations-feministes\\_cle0f9c26.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/202106_fonds-soutien-organisations-feministes_cle0f9c26.pdf)
- Aggestam, K. et Bergman-Rosamond, A. (2016). Swedish Feminist Foreign Policy in the Making: Ethics, Politics, and Gender. *Ethics & International Affairs*, 30(3), 323-334. <https://doi.org/10.1017/S0892679416000241>
- Aggestam, K. et Bergman-Rosamond, A. B. (2018). Re-politicising the Gender-Security Nexus: Sweden's Feminist Foreign Policy. *European Review of International Studies*, 5(3), 30-48. <https://doi.org/10.3224/eris.v5i3.02>
- Aggestam, K., Rosamond, A. B. et Hedling, E. (2021). Feminist digital diplomacy and foreign policy change in Sweden. *Place Branding and Public Diplomacy*. <https://doi.org/10.1057/s41254-021-00225-3>
- Aguiar, B. S. (2020). Política externa mexicana: Há espaço para o paradigma feminista na gestão da agenda migratória com os EUA? *Núcleo de Pesquisa em Relações*

*Internacionais*, 12.

- Althusser, L. (1970). Idéologie et appareils idéologiques d'État. (Notes pour une recherche). *La Pensée*, (151), 60, Chicoutimi, Québec.
- Angevine, S. (2021). What is American Feminist Foreign Policy? A Brief Analysis of the Representation of Women in American Foreign Policy Legislation, 1973–2020. *SAIS Review of International Affairs*, 41(1), 85-97. <https://doi.org/10.1353/sais.2021.0008>
- Anthony, C. et Korsch, A. (2020). Feminist International Assistance Policy. Dans D. Carment, B. LeRoux et M. Frey (dir.), *Rethinking Canadian Foreign Policy: Review by Students of Norman Paterson School of International Affairs* (p. 77-97). Norman Paterson School of International Affairs. <https://iaffairscanada.com/wp-content/uploads/2020/04/2020-NPSIA-Foreign-Policy-Review-13407.pdf#page=77>
- Assad, C. et Tausendfreund, R. H. (2022,). *A Feminist Foreign Policy for Germany Is Not Enough*. *Internationale Politik Quarterly*. <https://ip-quarterly.com/en/feminist-foreign-policy-germany-not-enough>
- Aylward, E. et Brown, S. (2020). Sexual orientation and gender identity in Canada's feminist international assistance. *International Journal*, 75(3), 313-328. <https://doi.org/10.1177/0020702020953425>
- Bernarding, N. et Lunz, K. (2020, juin). *A Feminist Foreign Policy for the European Union*. Centre for Feminist Foreign Policy. <https://centreforfeministforeignpolicy.org/report-feminist-foreign-policy-for-the-eu>
- Biroli, F. (2018). Violence against Women and Reactions to Gender Equality in Politics. *Politics & Gender*, 14(4), 681-685. <https://doi.org/10.1017/S1743923X18000600>
- Biroli, F. et Caminotti, M. (2020). The Conservative Backlash against Gender in Latin America. *Politics & Gender*, 16(1), 1-6. <https://doi.org/10.1017/S1743923X20000045>
- Blais, M., Lampron, E.-M., Courcy, I. et Beauvais, R. (2015). Guide méthodologique du certificat et de la concentration de premier cycle en études féministes. *Institut de recherches et d'études féministes UQAM*, 33.
- Butler, J. (2017). *Le pouvoir des mots. Politique du performatif (Excitable Speech, a politics of the performative)* (3<sup>e</sup> éd., C. Nordmann, trad.). Éditions Amsterdam. (Publication originale en 1997)
- Butler, J. (1990). *Gender Trouble : Feminism and the subversion of identity*, New York: Routledge,3(1).
- Cadesky, J. (2020). Built on shaky ground: Reflections on Canada's Feminist International Assistance Policy. *International Journal*, 75(3), 298-312.
- Canada et Global Affairs Canada. (2019). *L'approche du Canada en matière de transparence et de dialogue ouvert dans l'aide internationale canadienne*. [http://publications.gc.ca/collections/collection\\_2020/amc-gac/FR5-169-2019-eng.pdf](http://publications.gc.ca/collections/collection_2020/amc-gac/FR5-169-2019-eng.pdf)
- Canada, A. mondiales. (2019, 28 août). *Approche féministe - Note d'orientation sur l'innovation et l'efficacité*. AMC. [https://www.international.gc.ca/world-monde/issues\\_development-enjeux\\_developpement/priorities-priorites/fiap\\_ie-paif\\_ie.aspx?lang=fra](https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_development-enjeux_developpement/priorities-priorites/fiap_ie-paif_ie.aspx?lang=fra)
- Cervo, A. L. (2008). *Inserção internacional: formação dos conceitos brasileiros* (Saraiva, vol. 8). Saraiva.
- Cervulle, M. (2016). GENRE ET COMMUNICATION: DES APPROCHES CRITIQUES EN TENSION. Dans F. Aubin et J. Rueff (dir.), *Perspectives critiques en communication*

- (1<sup>re</sup> éd., p. 305-320). Presses de l'Université du Québec.  
<https://doi.org/10.2307/j.ctt1h64m1f.17>
- Christiansson, M. (2017). The NATO question in Sweden under the Trump presidency: Military non-alignment between power politics and feminist foreign policy. Dans *Finland, Sweden & NATO: did Trump change everything?* (p. 39-56).
- Coacci, T. (2020). A queima dos laudos: controvérsias e reconfigurações dos saberes e direitos trans na ADI 4275. *Revista Direito e Práxis*, 11, 1188-1210.  
<https://doi.org/10.1590/2179-8966/2020/50300>
- De Lauretis, T. (1987). *Technologies of Gender: Essays on Theory, Film, and Fiction*. Indiana University Press.
- Dinkel, S., Schirwon, D. et Stamm, L. (2022). *Defining Feminist Foreign Policy in Germany's National Security Strategy / DGAP*. German Council on Foreign Relations.  
<https://dgap.org/en/research/publications/defining-feminist-foreign-policy-germanys-national-security-strategy>
- Eroukhmanoff, C. (2017). A feminist reading of Foreign policy under Trump: Mother of All Bombs, wall and the locker room banter. *Critical Studies on Security*, 5(2), 177-181.  
<https://doi.org/10.1080/21624887.2017.1355156>
- Esparza, P. C. S. (2021). Feminismo en la Política Exterior de México 2020-2024. *MUUCH' XÍMBAL CAMINEMOS JUNTOS*, (12), 51-75.  
<https://doi.org/10.26457/mxcj.v0i12.2916>
- Feminist Foreign Policy Working Group. (2021, janvier). *Discussion Paper on Feminist Foreign Policy*. Feminist Foreign Policy Working Group. <https://live-amnesty.pantheonsite.io/sites/default/files/CSO%20Backgrounder%20Canada%20FFP.pdf>
- Foucault, M. (1988). *Technologies of the Self: A Seminar with Michel Foucault*. University of Massachusetts Press.
- Gobierno de España. (2021a). *Estrategia de Acción Exterior 2021-2024*.
- Gobierno de España. (2021b, 10 mars). *Intervención del presidente en la presentación de la « Guía de Política Exterior Feminista »* [Communication Présidentielle]. Madrid.
- Gobierno de México. (2019, 28 septembre). *Mensaje del canciller Marcelo Ebrard Casaubon en el marco de la 74 Asamblea General de la ONU* [Mensaje oficial el marco de la 74 Asamblea General de la ONU]. New York, USA.  
<https://www.gob.mx/sre/documentos/mensaje-del-canciller-marcelo-ebrard-casaubon-en-el-marco-de-la-74-asamblea-general-de-la-onu>
- Gobierno de México. (2020, 1<sup>er</sup> septembre). *México anuncia la adopción de su Política Exterior Feminista. Comunicado No. 015*. Mexico. <http://www.gob.mx/sre/prensa/mexico-anuncia-la-adopcion-de-su-politica-exterior-feminista>
- Gomes de Jesus, J. (2014). Género sem essencialismo: feminismo transgénero como crítica do sexo. *Universitas Humanística*, (78), 241-257.
- Gouvernement du Canada. (2017a). *Canada's Feminist International Assistance Policy*. Global Affairs Canada. [https://www.international.gc.ca/world-monde/assets/pdfs/iap2-eng.pdf?\\_ga=2.177640293.1352747770.1613704794-1509662103.1601985423](https://www.international.gc.ca/world-monde/assets/pdfs/iap2-eng.pdf?_ga=2.177640293.1352747770.1613704794-1509662103.1601985423)
- Gouvernement du Canada. (2017b, 21 février). *Civil Society Partnerships for International Assistance Policy*. [https://www.international.gc.ca/world-monde/issues\\_development-enjeux\\_developpement/priorities-priorites/civil\\_policy-](https://www.international.gc.ca/world-monde/issues_development-enjeux_developpement/priorities-priorites/civil_policy-)

politique\_civile.aspx?lang=eng&\_ga=2.84259737.1612313701.1616098383-1509662103.1601985423

- Gouvernement du Canada. (2017c). *Politique d'aide internationale féministe du Canada*. Global Affairs Canada.
- Gunn Allen, P. (1992). *The sacred hoop: recovering the feminine in American Indian traditions : with a new preface*.
- Haastrup, T. (2020). Gendering South Africa's Foreign Policy: Toward a Feminist Approach? *Foreign Policy Analysis*, 16(2), 199-216. <https://doi.org/10.1093/fpa/orz030>
- Hamrouni, N. (2021). Vulnérabilité ordinaire. Dans A. Pierre (dir.), *Empreintes de résistance* (p. 247-277). les éditions du remue-ménage.
- Hardy, C., Phillips, N. et Harley, B. (2004). *Discourse Analysis And Content Analysis: Two Solitudes?* <https://doi.org/10.5281/ZENODO.998649>
- Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, H. (2020, 11 avril). *La diplomatie féministe - D'un slogan mobilisateur à une véritable dynamique de changement ?* (Rapport n°2020-09-22 DIPLO-44).
- hooks, B. (2013). *Ensinando a transgredir: a educação como prática da liberdade*. WMF Martins Fontes.
- Howell, A. (2005). Peaceful, tolerant and orderly? A feminist analysis of discourses of 'Canadian values' in Canadian Foreign Policy. *Canadian Foreign Policy Journal*, 12(1), 49-69. <https://doi.org/10.1080/11926422.2005.9673388>
- International Center for Research on Women. (2021a, 8 mars). Historic Legislation Calling for a Feminist Foreign Policy Reintroduced in U.S. Congress. *ICRW / PASSION. PROOF. POWER*. <https://www.icrw.org/press-releases/historic-legislation-calling-for-a-feminist-foreign-policy-reintroduced-in-u-s-congress/>
- International Center for Research on Women. (2021b, 1<sup>er</sup> juillet). More than 30 Governments and Organizations Now Working to Advance Feminist Foreign Policy Around the World. *ICRW / PASSION. PROOF. POWER*. <https://www.icrw.org/press-releases/more-than-30-governments-and-organizations-now-working-to-advance-feminist-foreign-policy-around-the-world/>
- Irwin, R. E. (2019). Lessons from Sweden's feminist foreign policy for global health. *The Lancet*, 393(10171), e27-e28. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)30209-0](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)30209-0)
- Jezierska, K. (2021). Incredibly loud and extremely silent: Feminist foreign policy on Twitter. *Cooperation and Conflict*, 00108367211000793. <https://doi.org/10.1177/00108367211000793>
- Kilomba, G. (2019). *Memórias da plantação: Episódios de racismo cotidiano (Plantation Memories: Episodes of Everyday Racism)* (1.ed 2008).
- Kouvo, S. (2019). *A Challenging Agenda for Troubled Times: The Swedish Feminist Foreign Policy, 2019*.
- Kuhn, T., Ashcraft, K. L. et Cooren, F. (2017). Relationality - Cultivating Novelty in Explorations of Working and Organizing. Dans *The Work of Communication: Relational Perspectives on Working and Organizing in Contemporary Capitalism* (1<sup>re</sup> éd., p. 29-66). Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315680705>
- Laquer, T. (2001). *Inventando O Sexo - Corpo E Genero Dos Gregos A Freud* (1<sup>a</sup> edição). Relume Dumará.
- Lauda-Rodriguez, Z. L. (2015). A Política Externa é Política Pública? A Política Pública a

- partir das categorias: Atores e Agenda Pública no contexto da Organização do Tratado de Cooperação Amazônica. (p. 19). Encontro Nacional da Associação Nacional de Pós Graduação e Pesquisa em Ambiente e Sociedade.
- Le Gallo, S. et Millette, M. (2019). Se positionner comme chercheuses au prisme des luttes intersectionnelles : décentrer la notion d’allié.e pour prendre en compte les personnes concernées. *Genre, sexualité & société*, (22). <https://doi.org/10.4000/gss.6006>
- L’Orient-Le Jour. (2021, 6 novembre). Suspension de la cheffe de la diplomatie juste avant une conférence internationale. *L’Orient-Le Jour*. <https://www.lorientlejour.com/article/1280683/libye-la-ministre-des-affaires-etrangeres-suspendue-conseil-presidentiel.html>
- Lugones, M. (2007). Heterosexualism and the Colonial/Modern Gender System. *Hypatia*, 22(1), 186-219. <https://doi.org/10.1111/j.1527-2001.2007.tb01156.x>
- Lugones, M. (2011). Hacia un feminismo descolonial. *La manzana de la discordia*, 6(2), 105-119.
- Lunz, K. et Bernarding, N. (2020). Feminist Foreign Policy Responses to COVID. *Centre for feminist foreign policy*. <https://centreforfeministforeignpolicy.org/policy-brief-a-feminist-foreign-policy-response-to-covid19>
- Mathieu, N.-C. (1996). Sexual, Sexed and Sex-Class Identities: Three Ways of Conceptualising the Relationship Between Sex and Gender 30. Dans L. Adkins et D. Leonard (dir.), *Sex In Question* (01 éd., p. 43-72). Taylor & Francis. <https://doi.org/10.4324/9780203646250>
- Mencé-Caster, C. et Bertin-Elisabeth, C. (2018). Approches de la pensée décoloniale. *Archipelies*, (5), 27.
- Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères. (2018a). *Stratégie internationale de la France pour l’égalité entre les femmes et les hommes (2018-2022)*.
- Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères. (2018b, 26 septembre). *Discours du Président de la République, Emmanuel Macron, à la 73e Assemblée générale de l’ONU*. New York.
- Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères. (2019, 3 août). Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l’Europe et des affaires étrangères, sur l’action de la France en faveur de l’égalité entre les femmes et les hommes dans le monde, à Paris le 8 mars 2019. [Libération].
- Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères. (2021a, février). *Diplomatie féministe*. France Diplomatie - Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-feministe/>
- Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères. (2021b, février). *Stratégie internationale de la France pour l’égalité entre les femmes et les hommes (2018-2022)*.
- Ministerio de Asuntos Exteriores, Unión Europea y Cooperación. (2020, 30 décembre). *Ministry of Foreign Affairs boosts Spain’s central role in the European Union, multilateralism and feminist foreign policy in 2020* [PRESS RELEASE 229]. Madrid. [http://www.exteriores.gob.es/Portal/en/SalaDePrensa/NotasdePrensa/Paginas/2020\\_NOTAS\\_P/20201230\\_NOTA229.aspx](http://www.exteriores.gob.es/Portal/en/SalaDePrensa/NotasdePrensa/Paginas/2020_NOTAS_P/20201230_NOTA229.aspx)
- Ministry of Foreign Affairs of Sweden. (2017a, 30 octobre). *Sweden’s feminist foreign policy - Examples from three years of implementation*. <https://www.government.se/4ab455/contentassets/654bcc72d8f44da087386b490604352>

- 1/swedens-feminist-foreign-policy--examples-from-three-years-of-implementation.pdf  
 Ministry of Foreign Affairs of Sweden. (2017b). *Swedish Foreign Service action plan for feminist foreign policy 2015–2018 including focus areas for 2017*.
- Ministry of Foreign Affairs of Sweden. (2018, 14 mars). Examples of what Sweden's feminist foreign policy has contributed to - Government.se (Ministry of Foreign Affairs).  
<https://www.government.se/articles/2018/03/examples-of-what-swedens-feminist-foreign-policy-has-contributed-to/>
- Ministry of Foreign Affairs of Sweden. (2019a). *Feminist Trade Policy*. Government Offices of Sweden. <https://www.government.se/information-material/2019/09/feminist-trade-policy/>
- Ministry of Foreign Affairs of Sweden. (2019b, 19 septembre). *Government Communication 2019/20:17* (20:17). Ministry of Foreign Affairs.  
<https://www.regeringen.se/4a732d/contentassets/8db3c4560ab0466faf82edaa1c209fe0/swedens-feminist-foreign-policy-skr-20192017.pdf>
- Ministry of Foreign Affairs of Sweden. (2019c). *Handbook Sweden's feminist foreign policy*. Ministry of Foreign Affairs.
- Ministry of Foreign Affairs of Sweden. (2021). *The Swedish Foreign Service action plan for feminist foreign policy 2019–2022, including direction and measures for 2021*.
- Molgaard, M. (2020). EU parliament calls for feminist foreign policy. *EUobserver*.  
<https://euobserver.com/institutional/150073>
- Morin, J.-F. (2013). *La politique étrangère: théories, méthodes et références*. Colin.
- Morton, S. E., Muchiri, J. et Swiss, L. (2020). Which feminism(s)? For whom? Intersectionality in Canada's Feminist International Assistance Policy. *International Journal*, 75(3), 329-348. <https://doi.org/10.1177/0020702020953420>
- Moura, N. S. de et Mesquita, M. (2019). Política externa feminista? uma análise sobre a gestão de Margot Wallström no Ministério das Relações Exteriores da Suède. *Revista de Estudos Internacionais*, 11(1), 178-196.
- Nascimento, L. (2021). *Transfeminismo* (1<sup>re</sup> éd.). Editora Jandaíra.  
<https://editorajandaira.com.br/products/transfeminismo>
- Nash, C. J. et Browne, K. (2016). *Queer Methods and Methodologies: Intersecting Queer Theories and Social Science Research*. Routledge.  
<https://doi.org/10.4324/9781315603223>
- Oas, R. (2019). *What is feminist foreign policy?*, 9.
- Parisi, L. (2020). Canada's New Feminist International Assistance Policy: Business as Usual? *Foreign Policy Analysis*, 16(2), 163-180. <https://doi.org/10.1093/fpa/orz027>
- Piscitelli, A. (2002). *A prática feminista e o conceito de gênero*. IFCH/UNICAMP.
- Quijano, A. (2002). *Colonialidade, Poder, Globalização e Democracia*, 17(37), 4-28.  
<https://doi.org/10.36311/0102-5864.17.v0n37.2192>
- Rao, S. et Tiessen, R. (2020). Whose feminism(s)? Overseas partner organizations' perceptions of Canada's Feminist International Assistance Policy. *International Journal*, 75(3), 349-366. <https://doi.org/10.1177/0020702020960120>
- Regeringskansliet, R. och. (2018, 13 avril). *SEK 1 billion to Government's first global gender equality strategy* [Text]. Regeringskansliet. Regeringen och Regeringskansliet.  
<https://www.government.se/press-releases/2018/04/sek-1-billion-to-governments-first-global-gender-equality-strategy/>

- Ribeiro, D. (2018). *Quem tem medo do feminismo negro?* (1ª edição). Companhia das Letras.
- Richey, L. A. (2001). In Search of Feminist Foreign Policy: Gender, Development, and Danish State Identity. *Cooperation and Conflict*, 36(2), 177-212.  
<https://doi.org/10.1177/001083601400422351>
- Robinson, F. (2021). Feminist foreign policy as ethical foreign policy? A care ethics perspective. *Journal of International Political Theory*, 17(1), 20-37.  
<https://doi.org/10.1177/1755088219828768>
- Rutkowski, S. J. (2021). *An Investigation of Sweden's Feminist Foreign Policy and Applicability for the United States of America* [Mémoire de maîtrise, United States International University- Africa]. <http://erepo.usiu.ac.ke/11732/6705>
- Scheyer, V. et Kumskova, M. (2019). Feminist foreign policy: a fine line between adding women and pursuing a feminist agenda. *Journal of International Affairs*, 72(2), 57-76.
- Schneider, C. Q. et Wagemann, C. (2010). Standards of Good Practice in Qualitative Comparative Analysis (QCA) and Fuzzy-Sets. *Comparative Sociology*, 9(3), 397-418.  
<https://doi.org/10.1163/156913210X12493538729793>
- Scottish National Party. (2021, 15 avril). SNP 2021 Manifesto: Scotland's Future, Scotland's Choice. *Scottish National Party*. <https://www.snp.org/manifesto/>
- Secretaría de Relaciones Exteriores, M. (2020, 7 février). *PROGRAMA Sectorial de Relaciones Exteriores 2020-2024*. (DOF: 02/07/2020).  
[https://www.dof.gob.mx/nota\\_detalle.php?codigo=5596023&fecha=02/07/2020#gsc.tab=0](https://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5596023&fecha=02/07/2020#gsc.tab=0)
- Segato, R. L. (2012). Gênero e colonialidade: em busca de chaves de leitura e de um vocabulário estratégico descolonial\*. *e-cadernos CES*, (18).  
<https://doi.org/10.4000/eces.1533>
- Smith, H. et Ajadi, T. (2020). Canada's feminist foreign policy and human security compared. *Canada's Journal of Global Policy Analysis*, 75(3), 367-382.  
<https://doi.org/10.1177/0020702020954547>
- Smith, J., Herten-Crabb, A. et Wenham, C. (2021). COVID-19 & feminist foreign policy: Canada's comparative advantage. *Canadian Foreign Policy Journal*, 0(0), 1-7.  
<https://doi.org/10.1080/11926422.2021.1969971>
- Souza, E. M. de et Carrieri, A. de P. (2010). A analítica queer e seu rompimento com a concepção binária de gênero. *RAM. Revista de Administração Mackenzie*, 11, 46-70.
- Spivak, G. C. (1988). Can the Subaltern Speak? Dans C. Nelson et L. Grossberg (dir.), *Marxism and the Interpretation of Culture*. Macmillan.
- SSMDH, M. (2022). *La Política Exterior Feminista del Gobierno de México*. México.  
[https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/576095/Presentacio\\_n\\_PEF\\_baja.pdf](https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/576095/Presentacio_n_PEF_baja.pdf)
- Sundström, M. R. et Elgström, O. (2020). Praise or critique? Sweden's feminist foreign policy in the eyes of its fellow EU members. *European Politics and Society*, 21(4), 418-433.
- Sundström, M. R., Zhukova, E. et Elgström, O. (2021a). Spreading a norm-based policy? Sweden's Feminist Foreign Policy in international media. *Contemporary Politics*, 27(4), 439-460. <https://doi.org/10.1080/13569775.2021.1902629>
- Sundström, M. R., Zhukova, E. et Elgström, O. (2021b). Spreading a norm-based policy? Sweden's Feminist Foreign Policy in international media. *Contemporary Politics*, 27(4), 439-460. <https://doi.org/10.1080/13569775.2021.1902629>
- Swan, E. (2021). The personal is political! : exploring the limits of Canada's feminist

- international assistance policy under occupation and blockade. *Canadian Foreign Policy Journal*, 27(1), 117-135. <https://doi.org/10.1080/11926422.2020.1805340>
- The Labour Party's UK. (2021). *The Labour Party's vision for international development*, 44.
- Thompson, L. (2020). Mexican Diplomacy Has Gone Feminist. *Foreign Policy*.  
<https://foreignpolicy.com/2020/01/14/mexican-diplomacy-feminist-foreign-policy/>
- Tickner, J. A. et True, J. (2018). A Century of International Relations Feminism: From World War I Women's Peace Pragmatism to the Women, Peace and Security Agenda. *International Studies Quarterly*. <https://doi.org/10.1093/isq/sqx091>
- Tiessen, R., Smith, H. et Swiss, L. (2020). Canada's evolving feminist foreign policy: Lessons learned from 2017 to 2020. *International Journal*, 75(3), 294-297.  
<https://doi.org/10.1177/0020702020954853>
- Tiessen, R. et Swan, E. (2018). Canada's Feminist Foreign Policy Promises: An Ambitious Agenda for Gender Equality, Human Rights, Peace, and Security. Dans N. Hillmer et P. Lagassé (dir.), *Justin Trudeau and Canadian Foreign Policy* (p. 187-206). Palgrave Macmillan.
- Ünlü, A. D. (2020). Feminist Foreign Policy Approaches of the European Union Member States: An Index Proposal. *Sosyal Çalışma Dergisi*, 4(2), 91-100.
- Vergès, F. (2019). *Un féminisme décolonial*. Fabrique.
- Willett, S. (2010). Introduction: Security Council Resolution 1325: Assessing the Impact on Women, Peace and Security. *International Peacekeeping*, 17(2), 142-158.  
<https://doi.org/10.1080/13533311003625043>
- Wodak, R. (1997). Gender and Discourse. Dans *Gender and Discourse Gender and discourse* (p. 1-20). SAGE Publications Ltd. <https://doi.org/10.4135/9781446250204.n1>
- Zaccour, S. et Lessard, M. (2021). La culture du viol dans le discours juridique : soigner ses mots pour combattre les violences sexuelles. *Canadian Journal of Women and the Law*, 33(2), 175-205. <https://doi.org/10.3138/cjwl.33.2.03>
- Zhukova, E., Sundström, M. R. et Elgström, O. (2021). Feminist foreign policies (FFPs) as strategic narratives: Norm translation in Sweden, Canada, France, and Mexico. *Review of International Studies*, 1-22. <https://doi.org/10.1017/S0260210521000413>